

UNIVERSITE LIBRE DE BRUXELLES

FACULTE DES SCIENCES SOCIALES ET POLITIQUES

*Les finances solidaires comme biens communs durables :
étude de cas de la Banque communautaire de développement
Palmas (Brésil)*

Par Camille Meyer

Présenté en vue de l'obtention du Master en sciences de la population et du développement

Directeur : M. Marek Hudon

Assesseur : M. Pierre de Maret

ANNEE ACADEMIQUE 2011-2012

Remerciements

Laroyê !

Car un mémoire est une aventure, et qu'une aventure ne se vit jamais seul, je tiens à remercier toutes les personnes m'ayant accompagné au long du chemin.

J'ai à cœur tous les soutiens personnels fournis par Gilberto Ferreira, l'équipe de la Banque Palmas, Joaquim, Sandra, Asier, et tous celles et ceux qui m'ont permis de comprendre en quoi les banques communautaires sont importantes quand la pauvreté et l'exclusion sont au-delà du concevable.

Je suis resté ému de l'accueil reçu à Salvador, de la gentillesse de Genauto, Léo, Driu et Ives. Une pensée toute spéciale pour l'équipe de la ITES.

Je ne peux oublier mon directeur de mémoire, Marek Hudon, pour m'avoir soutenu dans mes démarches et avoir su trouver les mots justes pour m'orienter.

Une reconnaissance singulière pour Julien, ses soutiens et conseils judicieux. Et Salima pour sa relecture attentive.

Enfin, comme pour tout, je remercie ma mère, mon père et ma sœur.

Okê Arô !

Résumé / Abstract

Notre recherche porte sur les systèmes de microcrédit et de monnaie sociale mis en place par la banque communautaire Banco Palmas (Brésil). Nous voulons démontrer que ces dispositifs partagent une structure organisationnelle semblable à celle des biens communs. Pour ce faire, nous adoptons, dans un premier temps, un cadre analytique néo-institutionnel basé sur les principes de conception développés par Elinor Ostrom dans son ouvrage *Gouvernance des biens communs*. Dans un deuxième temps, nous complétons cette analyse en mobilisant d'autres concepts de gestion participant de la durabilité des systèmes de microcrédit productif et de monnaie sociale. Les résultats mettent en évidence l'analogie organisationnelle entre les instruments financiers de la Banque Palmas et les biens communs analysés par Ostrom. Ainsi, notre recherche empirique atteste de la potentialité qu'ont les entreprises de l'économie solidaire à concevoir et gouverner des biens communs.

Mots-clés : économie solidaire, microcrédit, monnaie sociale, biens communs.

Liste des abréviations, figures et encadrés

ABREVIATIONS

ASMOCONP	<i>Associação dos Moradores do Conjunto Palmeiras</i> , Association des habitants du <i>Conjunto Palmeiras</i>
BB	<i>Banco do Brasil</i> , Banque du Brésil
BCB	<i>Banco Central do Brasil</i> , Banque centrale du Brésil
BCD	<i>Banco Comunitário de Desenvolvimento</i> , Banque communautaire de développement
BNDES	<i>Banco Nacional do Desenvolvimento</i> , Banque nationale du développement
BP	<i>Banco Palmas</i> , Banque Palmas
BPB	<i>Banco Popular do Brasil</i> , Banque populaire du Brésil
CAC	<i>Comitê de Aprovação de Crédito</i> , Comité d'Approbation du Crédit
IDH	Indice de développement humain
IP	<i>Instituto Palmas</i> , Institut Palmas
ITES/UFBA	<i>Incubadora Tecnológica em Economia Solidária/Universidade Federal da Bahia</i> , Incubateur technologique en économie solidaire/Université Fédérale de l'Etat de Bahia
FECOL	<i>Forum Econômico Local</i> , Forum économique local
FECOP	<i>Fundo Estadual de Combate à Pobreza</i> , Fonds étatique de combat à la pauvreté (Ceara)
OCDE	Organisation de coopération et développement économiques
OSCIP	<i>Organização da Sociedade Civil de Interesse Público</i> , Organisation de la société civile d'intérêt public
MS	Monnaie Sociale
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
P\$	Palmas (unité monétaire)
R\$	Réais (unité monétaire)

SENAES	<i>Secretaria Nacional de Economia Solidária</i> , Secrétariat national d'économie solidaire
SPC	<i>Serviço de Proteção ao Crédito</i> , Service de protection du crédit

FIGURES

Figure 1 : tableau récapitulatif et comparatif dans différences entre les biens communs naturels et bancaires.

Figure 2 : liste des personnes interrogées.

Figure 3 : caractéristiques et volumes des différentes lignes de crédit en 2011.

Figure 4 : taux de non-remboursement des crédits au-delà de 30 jours (crédits productifs –R\$- et à la consommation –P\$-).

Figure 5 : imbrication des différentes entités constitutives de l'expérience Palmas.

Figure 6 : évolution du nombre de BCD existantes par année depuis la création de la BP.

Figure 7 : chiffres de 2011 relatifs aux différents produits financiers de la BP et de l'IP, hors microcrédit.

Figure 8 : recettes et dépenses mensuelles de la BP en 2011.

Figure 9 : application des principes de conception d'Ostrom au système de microcrédit en monnaie nationale de la BP.

Figure 10 : tableau comparatif des dynamiques en jeu dans les microcrédits en monnaie sociale et en monnaie nationale.

Figure 11 : évolution du nombre de personnes ayant bénéficié d'un crédit en monnaie sociale et du nombre d'entreprises acceptant le Palmas.

Figure 12 : résolution des difficultés propres aux dispositifs de monnaies sociales fiduciaires.

Figure 13 : internalisation progressive de la consommation dans le *Conjunto Palmeiras*.

Figure 14 : volumes et pourcentages de monnaie sociale émis de janvier à octobre 2011.

Figure 15 : mise en circulation mensuelle de la monnaie sociale.

Figure 16 : volumes des crédits en monnaie sociale perçus par les employés de la BP et la communauté.

Figure 17 : volumes et pourcentages des retours de monnaie sociale à la BP.

Figure 18 : volumes mensuels de retours monétaires.

Figure 19 : tableau comparatif des coûts relatifs à la MS et leur prise en charge dans la BP et d'autres BCD.

Figure 20 : récapitulatifs des dispositifs d'organisation et de gouvernance de la monnaie Palmas.

ENCADRES

Encadré 1 : Cadre d'analyse : les principes de conception communs aux institutions durables de ressources communes.

Encadré 2 : dynamique de circulation du Palmas.

TABLE DES MATIERES

<i>Remerciements</i>	ii
Résumé / Abstract	iii
Liste des abréviations, figures et encadrés	iv
INTRODUCTION.....	1
MISE EN CONTEXTE.....	3
I. La Banque Palmas comme produit de l'action collective	3
II. L'inclusion bancaire comme dispositif de restructuration économique.....	5
III. Une initiative populaire et solidaire	8
IV. La diffusion du modèle	9
METHODOLOGIE	11
I. Une recherche entre biens communs et économie solidaire.....	11
II. Une analyse néo-institutionnelle	13
III. Sources et données collectées	17
PREMIERE PARTIE : LE MICROCREDIT PRODUCTIF	20
I. La gouvernance du microcrédit productif	20
1.1 Les différents types de crédits productifs	20
1.2 Limites de la ressource	22
1.3 Des règles d'appropriation liées aux conditions locales.....	23
1.4 Dispositifs de choix collectifs.....	25
1.5 Mécanismes de résolution des conflits	27
1.6 Surveillance et sanctions graduelles	28
1.7 Des entreprises imbriquées	29
1.8 Relations avec les autorités publiques	31
1.8.1 Les relations avec la Banque Centrale	32
1.8.2 Une tentative de législation	33
1.8.3 Des partenariats avec les pouvoirs publics.....	34
II. Une gestion durable de la ressource commune	36
2.1 Evolution des partenariats financiers	36
2.1.1 Une première collaboration avec la Banque Populaire du Brésil.....	37
2.1.2 La convention avec la banque <i>Caixa Econômica</i>	38
2.1.3 Croissance du capital et diversification des produits financiers	40

2.2	Vers un isomorphisme institutionnel	42
2.2.1	Une isomorphie coercitive	43
2.2.2	Une isomorphie normative	44
2.2.3	Une isomorphie mimétique	45
2.3	Une banque soutenable financièrement	46
2.3.1	Un équilibre des comptes	47
2.3.2	Une rentabilité en partie imputable aux pouvoirs publics	48
IV.	Conclusion de la première partie	51
	SECONDE PARTIE : LA MONNAIE SOCIALE PALMAS	53
I.	Présentation de la monnaie sociale	53
1.1	Les monnaies antérieures au Palmas	53
1.2	La monnaie sociale Palmas	55
1.3	Des liens étroits avec le microcrédit	57
II.	La gouvernance de la monnaie sociale Palmas	58
2.1	Limites de la ressource et taille du dispositif	58
2.2	Des règles d'appropriation liées aux conditions locales	59
2.3	Dispositifs de choix collectif	62
2.4	Surveillance et contrôle du dispositif monétaire	64
2.5	Mécanismes de résolution des conflits	66
2.6	Des entreprises imbriquées	67
2.7	Relations avec les autorités publiques	67
2.7.1	La position vis-à-vis du Palmas	68
2.7.2	L'inclusion de la monnaie sociale comme politique publique locale	69
III.	Viabilité sociale et financière de la monnaie	71
3.1	La viabilité sociale de la monnaie	71
3.1.1	Une utilisation restreinte des consommateurs	71
3.1.2	Un accueil favorable des commerçants	74
3.2	Concentration et diminution de la monnaie	76
3.2.1	Une polarisation des flux monétaires	77
3.2.2	Les cycles de la monnaie	81
3.2.3	Une diminution de la circulation	83
3.3	Une monnaie soutenue par les autres produits financiers	84
IV.	Les futurs de la monnaie	87

V. Conclusion de la seconde partie	91
CONCLUSION GENERALE	93
BIBIOGRAPHIE.....	96
ANNEXES	105
Annexe 1 : Quelques données macroéconomiques sur la pauvreté au Brésil	105
Annexe 2 : Le modèle de finances solidaires de la Banque Palmas.....	108
Annexe 3 : Méthodologie de création d’une banque communautaire.....	109
Annexe 4 : Administration des fonds de crédit par l’Institut Palmas.....	110
Annexe 5 : Un développement territorial intégré comme Bien commun immatériel	112
1. Génération de revenus et d’emplois	113
1.1 Une réduction de la pauvreté économique	113
1.2 Une structure de création d’emplois d’économie solidaire	115
2. La constitution d’un capital social et humain basé sur des valeurs communes	119
2.1 Vers davantage de cohésion et de capital social	120
2.2 Le renforcement du capital humain communautaire	122
2.3 Vers une émancipation sociale	124
2.4 La préservation de la culture locale.....	125
3. Les multiples dimensions du développement local de la BP	126

INTRODUCTION

« *Personne ne vainc la pauvreté seul* ». Cette phrase du spécialiste brésilien de l'économie solidaire Paul Singer constitue le fer de lance de l'action de la Banque Palmas : réduire la pauvreté par l'action collective. La *Banque communautaire Palmas* a comme objectif de restructurer les économies locales à faible développement économique en mobilisant le maximum d'acteurs territoriaux selon une logique de coopération.

Pour ce faire, la Banque Palmas a élaboré un système novateur de finances solidaires en alliant le microcrédit productif et de consommation à une monnaie sociale circulant localement. Elle cherche ainsi à stimuler la constitution de réseaux locaux d'économie solidaire, en construisant conjointement l'offre et la demande, dans l'optique de générer davantage d'emploi et de revenus. Ses procédés sont reconnus comme un moyen efficace de lutter contre l'exclusion bancaire et la pauvreté. Son modèle est ainsi répliqué dans près de 80 autres territoires brésiliens économiquement pauvres et périphériques.

Nous avons décidé de mener une étude empirique de ce phénomène en nous focalisant sur les instruments économiques du microcrédit et de la monnaie sociale. Nous analysons ces derniers sous un angle néo-institutionnel afin de voir si les types d'organisation et de gouvernance appliqués répondent aux principes de conception présents dans les institutions de biens communs tels que les a définis Elinor Ostrom dans sa *Gouvernance des biens communs* (2010). Nous poursuivons cette analyse en examinant par ailleurs les liens que la banque communautaire entretient avec les marchés financiers, en ce qui concerne le microcrédit, et l'utilisation effective de ses instruments par la communauté, en ce qui concerne la monnaie sociale.

L'intérêt de notre recherche réside dans le fait qu'elle tend à éclairer un phénomène majeur de l'économie solidaire brésilienne tout en apportant une contribution originale sur les liens empiriques existants entre finances solidaires et biens communs. Elle cherche ainsi à donner une image de l'ensemble des systèmes de microcrédit et de monnaie sociale pratiqués au sein de la Banque Palmas. A cet égard, cette recherche répond à l'intérêt qu'ont les milieux européens de mieux connaître une institution d'économie solidaire innovante dans un pays

émergent. En outre, nous espérons que notre recherche puisse contribuer à valoriser ces conceptions et pratiques alternatives.

Dans ce mémoire, nous présenterons tout d'abord la Banque Palmas et son histoire. Cette mise en contexte mettra en exergue certains éléments et concepts spécifiques dans lesquels s'inscrit l'action de la banque communautaire brésilienne. Ensuite, nous développerons la méthodologie appliquée au cours de notre recherche et exposerons les différentes sources et données utilisées.

L'analyse à proprement parler se déroulera en deux temps. Dans un premier temps, nous étudierons la gestion du système de crédit productif en l'analysant selon les critères élaborés par Ostrom pour les institutions de biens communs durables. Nous compléterons cette analyse par un examen des relations que la Banque Palmas entretient avec ses partenaires financiers afin de voir dans quelles mesures ces interactions influencent le dispositif de gestion de la ressource commune et si elles participent de sa durabilité.

Dans un deuxième temps, nous nous focaliserons sur le système de monnaie sociale et l'analyserons selon la même grille de gouvernance des biens communs que celle utilisée dans l'étude du dispositif de microcrédit. Nous poursuivrons l'examen du système monétaire en étudiant la viabilité sociale et financière du dispositif.

La conclusion nous permettra de récapituler les principaux enseignements de notre travail, tout en proposant des pistes de recherches complémentaires et une réflexion d'ordre plus épistémologique.

MISE EN CONTEXTE

Dans cette première partie, nous présenterons succinctement les éléments-clé de la Banque Palmas. De par leur passé de mobilisation sociale, les habitants du quartier ont su érigé un modèle bancaire coopératif visant la restructuration de l'économie locale au profit de la génération d'emplois et de revenus. Pour ce faire, ils se sont auto-organisés selon des logiques propres à l'économie populaire et solidaire en référence à la théologie de la libération.

I. La Banque Palmas comme produit de l'action collective

Le *Conjunto Palmeiras* est un quartier pauvre et périphérique de la grande ville de Fortaleza (capitale de l'Etat du Ceara de 2 500 000 d'habitants) située dans le Nordeste brésilien. En tant que tel, le quartier ne dispose pas de statistiques officielles, mais est regroupé dans un ensemble plus grand, celui de *Jangurussu*. Selon Adriano Borges (2010a), cette région administrative fait partie des plus violentes et plus pauvres de Fortaleza. Ayant connu une croissance démographique de 53,98% entre 1991 et 2000, cette aire détient le triste record du taux d'analphabétisme de la ville, avec 18,38% des habitants de plus de 5 ans analphabètes. De plus, alors que la ville de Fortaleza avait un indice de développement humain (IDH) de 0,767 en 2000, l'IDH de l'aire de Jangurussu chutait à 0,421. Le *Conjunto Palmeiras* compte aujourd'hui 32 000 habitants, regroupés en 8 000 familles (Borges, 2010a)¹.

Surgi en 1973 d'une zone marécageuse couverte d'une végétation dense, l'actuel *Conjunto Palmeiras*² est l'endroit dans lequel ont été regroupées des populations expulsées du littoral –pour cause de spéculation immobilières- ou de zones urbaines à risque (Melo et Magalhães 2008). Privées de soutien adapté de la municipalité, ces personnes se sont

¹ Pour davantage de données macroéconomiques sur la situation de la pauvreté au Brésil, voir en annexe.

² La végétation était principalement constituée de palmiers, ce qui justifie le toponyme *Conjunto Palmeiras* signifiant approximativement « ensemble des palmiers ».

installées sur le terrain vierge où les autorités les avaient déposées et ont commencé à constituer une communauté périurbaine dans des baraquements édifiés collectivement (França Filho et Silva Junior 2005). Au fur et à mesure, les habitants se sont organisés via certaines organisations populaires pour demander à la municipalité la construction d'une école primaire et d'un poste de santé. Cette dynamique de revendication, en opposition à l'inertie des pouvoirs publics, se structura davantage sous la forme de l'association des habitants du quartier, l'*ASMOCONP* (*Associação dos Moradores do Conjunto Palmeiras*). Dès 1981, l'*ASMOCONP* se veut être l'organe qui organise l'action collective dans le but d'améliorer les conditions de vie de la communauté. Structurant ce qui peut être qualifié de « mouvement social », l'*ASMOCONP* offre un espace de participation et d'échange autour des questions publiques et communautaires, et permet également de renforcer les relations de cohabitation et de convivialité entre les habitants.

Pouvant être défini comme un « agir-ensemble intentionnel dans une logique de revendication, de défense d'un intérêt matériel ou d'une cause [...] contre un adversaire » (Neveu 2011), le mouvement social du *Conjunto Palmeiras*, désormais représenté sous la forme institutionnelle de l'*ASMOCONP*, visait à résoudre les problèmes de la vie quotidienne du quartier. Ceux-ci portaient principalement sur les besoins de base tels que l'habitat ou la santé, mais aussi l'accès à l'eau ou l'électricité. L'identité du quartier s'est ainsi définie par le conflit avec les autorités et l'entraide mutuelle. Parmi les répertoires de l'action collective organisée par l'*ASMOCONP*, nous pouvons mettre en avant la construction d'un canal de drainage qui visait à faciliter l'écoulement des eaux pluviales et limiter les inondations. Celui-ci bénéficia de l'appui financier de la coopération fédérale allemande et s'organisa sous la forme d'un *mutirão*, c'est-à-dire une mobilisation collective basée sur un travail mutuel gratuit mais dont les bénéfices vont à l'ensemble de la communauté (França Filho et Silva Junior 2005). Un autre exemple des plus emblématiques de la logique de lutte entre les habitants et la municipalité réside dans l'action menée pour l'accès à l'eau. En 1988, l'*ASMOCONP* a exigé la distribution d'eau potable dans le quartier sous la menace de faire exploser les canalisations qui passaient sous le quartier et qui alimentaient Fortaleza (Melo 2009). Cette action fut couronnée de succès et les habitants reçurent finalement un accès à l'eau courante. Mentionnons enfin le séminaire « habiter l'inhabitable » organisé en 1991 avec 26 autres entités du quartier (églises, associations, centre culturel...). Cette initiative collaborative visait à organiser un plan stratégique d'urbanisation du quartier pour les dix années suivantes.

Les logiques d'association et de mouvement social ont contribué à un développement important des conditions de vie dans le quartier. Cependant, l'urbanisation progressive et l'accès aux biens et services de première nécessité (eau, électricité, égouts...) engendrèrent des coûts que les premiers habitants ne pouvaient assumer, souffrant toujours d'une grande précarité économique (Melo 2011). Ainsi, les personnes ayant participé aux luttes devaient désormais quitter le quartier pour s'installer dans des zones davantage périphériques. En 1997, l'*ASMOCONP* constata que 90% de la population économiquement active avait un revenu familial inférieur à deux salaires minimum, tandis que 80% de la population était sans emploi formel (França Filho et Silva Junior 2005). Le manque d'accès au crédit et les difficultés de commercialisation représentaient un frein majeur pour les petits producteurs et entrepreneurs locaux. Partant de ces constats, l'*ASMOCONP* entama un processus consultatif, regroupant habitants, commerçants, producteurs et leaders du quartier, pour savoir comment renforcer l'économie locale et faciliter la circulation des revenus au sein du quartier. C'est à la suite de ces débats qu'est née la Banque Palmas en janvier 1998.

II. L'inclusion bancaire comme dispositif de restructuration économique

La Banque Palmas (BP) vise de prime abord la lutte contre l'exclusion bancaire ; particulièrement présente au Brésil puisque 39,5% des brésiliens ne possèdent pas de compte bancaire. Il existe toutefois de grandes disparités en fonction des régions. Alors que les régions les plus développées du Sud, Sudeste et Centre-Ouest affichent un taux de bancarisation de près de 70%, dans les régions Nordeste et Nord près d'un habitant sur deux ne possède pas de compte bancaire. Cependant, 41,20% des personnes non bancarisées désirent posséder un compte bancaire (Schiavinatto et de Holanda Schmidt 2011). Le défi réside donc dans la création de produits et services adaptés à ces populations à faibles revenus afin de les inclure dans le système bancaire. Cette inclusion pouvant difficilement se réaliser dans le système traditionnel (en raison des conditionnalités et de l'accessibilité des banques commerciales), la banque communautaire de développement Palmas présente une alternative de proximité modelée sur les besoins des quartiers périphériques traditionnellement exclus.

La BP fut ainsi initialement créée pour accorder des microcrédits aux producteurs. Or, il s'est avéré –après consultation des commerçants- qu'il fallait également financer la consommation pour dynamiser l'économie locale. Dans cette optique, la BP devint « un projet de création d'emploi et de revenu qui stimulerait la production locale à travers un axe de financement (microcrédit) et un axe de stimulation de la consommation locale par l'obtention d'une carte de crédit » (Melo et Magalhães 2008, E-F16). L'idée était que la démocratisation de l'accès au crédit devait s'opérer par le renforcement de l'économie locale et la construction conjointe de l'offre et de la demande. Partant, le concept même de banque communautaire conçu par la BP se base sur quatre caractéristiques importantes : 1) la coordination et la gestion de la banque est opérée par une organisation communautaire, 2) les lignes de crédits pratiquent des taux d'intérêt bas, visant avant tout la création d'emploi et de revenus, 3) l'attribution et le remboursement des crédits se base sur les relations de voisinage, 4) des instruments alternatifs à la consommation sont utilisés comme moyen de dynamisation de l'économie locale (Silva Junior 2007). Par conséquent, une banque communautaire peut être définie comme :

« une pratique de finances solidaires³ d'appui aux économies populaires situées en territoire à faible indice de développement humain. Structurées à partir de dynamiques associatives locales, les banques communautaires de développement⁴ s'appuient sur une série d'outil pour générer et augmenter les revenus du territoire. Ainsi, s'articulent quatre axes centraux d'action dans son processus d'intervention : fonds de crédit solidaire, monnaie sociale circulante, foires de producteurs locaux et formation en économie solidaire. » (França Filho et Silva Junior 2009, 31)

Pour sortir de la pauvreté, il fallait procéder à une relocalisation des capitaux et plus généralement développer une croissance économique locale ; sans pour autant se cantonner à des indicateurs purement économiques. En effet, la logique de *développement territorial intégré* conçue par la BP s'inscrit dans une création de richesses multidimensionnelles autant quantitatives (création d'emplois, augmentation des revenus...) que qualitative (génération de cohésion sociale, lutte contre la violence conjugale, accès à l'éducation...). Ainsi, la BP

³ Selon Ferraton, « les pratiques de finance solidaire visent à instrumentaliser le crédit pour lutter contre les situations de chômage et de précarité. Les rapports dette-crédit et les relations créanciers-débiteurs ne sont pas simplement perçus au travers du prisme économique mais aussi comme un moyen de réintégration économique et sociale des personnes en situation de précarité. » (2006, 419).

⁴La BP a développé une méthodologie appliquée aujourd'hui dans plusieurs dizaines de communautés partageaient les mêmes caractéristiques économiques et sociales que le *Conjunto Palmeiras*. Par conséquent, le modèle Palmas de banque communautaire est aujourd'hui défini comme une mouvance majeure de l'économie solidaire au Brésil. La définition que nous présentons tend justement à systématiser ce phénomène.

conçoit le "développement" comme un renforcement des forces endogènes du quartier : il s'agit de promouvoir les capacités territoriales à travers la création et la dynamisation de réseaux de producteurs et consommateurs locaux. Pour ce faire, la BP offre un ensemble de services financiers et non financiers à la communauté, dans un objectif de structuration de l'économie populaire du quartier, dont "la priorité est de sortir de la précarité par l'auto-organisation, la consolidation progressive des groupes à travers la création de chaînes socioproductives locales, élaborant l'offre pour répondre aux besoins réels existants" (França Filho 2005, 87). S'inscrivant dans une logique d'économie plurielle, la restructuration de l'économie locale s'effectue par une articulation réticulaire des différents acteurs économiques et sociaux territoriaux, dont l'objectif est "une rupture avec dichotomie habituelle [...] entre la production et la consommation" (França Filho 2007). Les acteurs économiques locaux sont perçus à la fois comme des producteurs et des consommateurs, conformément au concept de *prosommateur*.

D'un côté, la consolidation économique territoriale inclut des activités de renforcement de l'offre à travers un accès facilité au crédit, mais également des formations visant autant un accroissement du capital humain que l'insertion professionnelle. De plus, dès 1998, la BP a organisé la création et le développement d'entreprises d'économie solidaire avec l'objectif de structurer une production locale capable de répondre aux besoins du quartier et développer l'emploi. Ces entreprises solidaires, « regroupant des individus exclus du marché du travail [...] à la recherche d'alternatives collectives de survie » (Gaiger 2006), se déclinaient sous la forme de petites unités productives indépendantes les unes des autres. De l'autre côté, la demande locale est stimulée par un accès gratuit au crédit en monnaie sociale, renforçant la demande solvable pour les productions locales. La commercialisation n'est pas pour autant délaissée puisque la BP organise des foires solidaires afin de constituer un espace dans lequel les productions populaires peuvent être exposées et vendues. En parallèle, la BP a disposé une petite "boutique solidaire" à l'entrée de son bâtiment. Ainsi, dès le début, la BP articule simultanément différents pans complémentaires constitutifs de l'économie du quartier. Avec le temps, elle s'est toutefois spécialisée dans le développement des produits bancaires et financiers, sans pour autant perdre cette logique de développement intégré et inclusif⁵.

⁵ La BP développe toujours des projets sociaux visant l'insertion socio-productive des habitants, notamment à destination des jeunes et des femmes bénéficiaires de la *Bolsa família*.

III. Une initiative populaire et solidaire

Au-delà de l'inclusion bancaire, les pratiques de finances solidaires de la BP sont incluses dans un système socio-économique différencié du capitalisme, sans pour autant être en opposition avec le modèle économique dominant. La BP peut ainsi être qualifiée de *nouveau mouvement social économique* puisqu'elle utilise « la sphère économique pour atteindre [son] but de changement de la société » (Demers et Gendron 2006). Se qualifiant de *pratique d'économie solidaire*, la BP participe de la redéfinition du modèle économique local en fonction de valeurs de solidarité horizontale et démocratique, basées sur la coopération et la mobilisation des acteurs territoriaux. Ainsi, le développement local qu'elle édifie repose sur un « processus qui mobilise des personnes et des institutions cherchant à transformer l'économie et la société locales, en créant des opportunités de travail et de revenu afin d'améliorer les conditions de vie de la population » (de Jesus 2006). L'articulation des acteurs en réseau est en grande partie opérée par les activités non financières de la BP. Cette dernière tend en effet à renforcer le capital social et humain communautaire par un ensemble de formations à visées professionnelle et civique. A cet effet, elle a érigé la Palmatech, une école communautaire d'économie solidaire qui prodigue des enseignements à la fois pour les jeunes, les femmes et les microentrepreneurs. Ces formations visent à consolider les forces actives du quartier autour des valeurs d'économie solidaire inhérentes à la BP et ses actions. En outre, l'économie solidaire brésilienne est intrinsèquement liée à l'économie populaire : elle tend en effet à organiser l'« ensemble d'activités de production, de commercialisation ou de prestation de services effectuées collectivement et selon différentes modalités de travail associées par des groupes populaires surtout dans les quartiers démunis » (França Filho 2005,76). Parallèlement, ces groupes populaires sont souvent organisés informellement et établissent entre eux des rapports réciprocaires. Seule une certaine institutionnalisation permet de structurer ce mouvement et d'avoir davantage d'impacts sur la situation économique et sociale des membres associés. C'est sur ce dernier point que l'action de la BP intervient positivement.

Les économies solidaire et populaire constituent l'un des deux piliers conceptuels dans lesquels s'enracine la BP. Le second est celui de la théologie de la libération. Très présent en Amérique Latine à partir du congrès épiscopal de Medellin en 1968, ce courant catholique se veut résolument progressiste en mettant une « option pour le changement social » (Chaouch 2010). S'inscrivant dans une dynamique sociale et politique, la théologie de la libération se

veut être « l'Eglise des pauvres » : elle organise une sorte de combat pour la justice sociale dans lequel les pauvres doivent s'organiser afin de rompre le cycle d'oppression et de pauvreté dont ils sont victimes⁶. Les démunis sont donc porteurs de solutions et se sont les communautés organisées qui peuvent trouver des solutions à leurs problèmes : la solution se trouve dans l'endroit. Joaquim Melo, président de la BP et personnage emblématique de l'institution, était lui-même séminariste lorsqu'il est arrivé au *Conjunto Palmeiras*. C'est donc sur ces bases de la théologie de la libération qu'est née la BP. Sa fondation repose en effet sur une anecdote qui fait figure de parabole. Face à la pauvreté persistante, les personnes de l'ASMOCONP posèrent la question suivante « Pourquoi sommes-nous pauvres ? ». La réponse courante était : « Car nous n'avons pas d'argent ». Mais ce constat était erroné car une enquête de l'ASMOCONP, réalisée en 1997, révéla que, dans l'ensemble, la quantité d'argent dont disposaient les 32 000 habitants du quartier était somme toute assez élevée : l'ensemble des ménages dépensait en moyenne 1 200 000 R\$ par mois (Melo 2011). Ainsi, le quartier n'était pas intrinsèquement pauvre, mais s'appauvrissait en raison de la fuite des revenus vers le centre de ville. La réponse véridique était donc : « Nous sommes pauvres car nous perdons notre argent ». Le salut se trouve donc dans l'action collective puisque, selon cette logique, il n'existe pas de territoire intrinsèquement pauvres. Il existe des territoires qui s'appauvrissent à force de perdre leurs revenus ; mais pour aussi pauvres qu'ils soient, ils sont encore porteurs de développement économique (Ansorena 2011).

IV. La diffusion du modèle

Ce modèle intégré de restructuration économique fut progressivement sollicité par d'autres communautés en situation difficile. Aussi, la BP a-t-elle acquis une autre structure institutionnelle lui permettant à la fois de diffuser son expérience mais aussi de répondre à des appels à projet publics : l'Institut Palmas (nous reviendrons plus tard sur les qualités respectives de toutes les organisations constitutives du "système Palmas"). Depuis 2003, l'Institut divulgue l'expérience et, depuis 2004, agence la construction d'autres banques

⁶ Selon Goirand (2010), la théologie de la libération a fortement participé à la montée des mobilisations sociales et politiques, notamment à travers les Communautés ecclésiales de base : « Les communautés ecclésiales de base (CEB), espaces de rassemblement et de discussion organisés par des prêtres proches de la théologie de la libération, ont constitué des espaces de socialisation et de politisation qui ont largement contribué à mettre en avant les valeurs de participation, de respect et de justice, très présentes dans le « basisme » des années 1980 ».

communautaires. Cette multiplication de l'expérience est rendue possible par le soutien actif du Secrétariat national de l'économie solidaire (SENAES). Depuis juin 2003, le climat politique et institutionnel est en effet particulièrement favorable au développement des activités de l'économie solidaire. Le président Lula a créé un secrétariat réservé à la promotion et à l'appui de l'économie solidaire au sein du Ministère du Travail et de l'Emploi (Singer 2005). La BP jouit d'une telle situation pour étendre sa méthodologie, et l'on compte aujourd'hui des banques communautaires dans près de 80 territoires. Par conséquent, en étudiant le cas de la BP, il est possible de mieux comprendre ce phénomène d'ampleur national.

METHODOLOGIE

La BP présente un intérêt de recherche certain puisqu'elle est à l'origine d'un système de finance solidaires innovant et en pleine expansion au Brésil. Les solutions de développement local apportées ont un impact positif sur la réduction des inégalités et de la pauvreté, concordant avec les objectifs qu'elle s'est assignés. Ces incidences sont dues à la singularité du modèle financier. Alors que l'intérêt journalistique vis-à-vis de la BP est souvent porté sur le fait qu'elle ait créé sa propre monnaie sociale (Viana 2011, Prada 2011, Fuhrer 2011), rares sont les travaux qui visent une analyse approfondie du phénomène au-delà de l'anecdote (França Filho et Silva Junior 2005 ; 2009 ; Vasconcelos Freire 2010). Notre travail consistera donc en une étude scientifique du système de finances solidaires de la BP. Dans cette partie, nous aborderons les aspects méthodologiques relatifs à notre recherche. Nous présenterons tout d'abord la question de recherche et le cadre d'analyse, avant de nous pencher sur les sources utilisées et la collecte de données.

I. Une recherche entre biens communs et économie solidaire

La BP se veut être une banque *communautaire* : ses activités sont conçues par et pour les membres de la communauté. Ses pratiques ont par conséquent comme objectif de servir l'intérêt général en résolvant les problèmes liés à l'absence de ressources financières. Aussi semblerait-il que la BP cherche à transformer le crédit et la monnaie, qui sont généralement considérés comme des biens privés, en des biens communs. Comme résultante de la structuration d'une mouvance d'économie populaire et solidaire, sa structure organisationnelle est marquée par l'autogestion et l'autogouvernance. Partant de ces liens entre organisation volontaire et biens communs, nous avons décidé d'articuler notre analyse de la Banque Palmas autour des questions de recherche suivantes : « dans quelles mesures les pratiques de finances solidaires de la BP sont-elles comparables au mode de gestion d'un bien commun ? » et « qu'en est-il de la durabilité de ces biens que sont le microcrédit productif et la monnaie sociale ? ».

La théorie économique considère que les biens communs représentent une forme « impure de biens publics » puisqu'ils respectent la contrainte de *non-excluabilité*, mais non celle de *non-rivalité* (Golub et Maréchal 2006). Ainsi, les biens communs sont des biens *rivaux* dans la mesure où l'utilisation du bien par un membre empêche une utilisation simultanée par un autre membre (Beitone 2010). Par exemple, un crédit qui est alloué à un entrepreneur ne peut l'être au même instant à un autre entrepreneur. Le second devra attendre que la ressource se renouvelle via le remboursement du crédit. En revanche, les biens communs ne sont pas *excluables*, c'est-à-dire qu'il est impossible, ou difficile, d'interdire à un individu de jouir de ce bien.

Néanmoins, il est également possible de caractériser ces biens en fonction des pratiques de gestion développées à leur égard. Pour exister, les biens communs doivent être institutionnalisés, c'est-à-dire qu'un ensemble de règles formelles et informelles participent de leur élaboration et que leur gestion est assurée par les membres de la communauté –selon une logique *bottom-up*. Cette vision, basée sur des caractéristiques d'autogestion et d'autogouvernance, est celle d'Ostrom, pour qui les biens communs requièrent une institution participative ancrée dans des valeurs démocratiques, rendues effectives par des instances de délibération collectives (2010). Un *bien commun* peut donc être considéré comme « une ressource (matérielle ou immatérielle) détenue par un groupe de personnes faisant communauté et érigeant collectivement les règles de gestion de cette ressource » (van Cutsem 2012). Les ressources naturelles et culturelles peuvent être envisagées comme des biens communs naturels et culturels lorsqu'elles revêtent cette dynamique organisationnelle. En ce qui concerne la BP, il s'agit de *biens communs sociaux*, recouvrant la monnaie et le crédit.

Les systèmes de microcrédit et de monnaie sociale que nous allons étudier sont considérés par la théorie économique comme des biens privés car ils ne remplissent pas la condition de non-excluabilité : il est en effet possible d'exclure un participant d'un système de crédit de même (quoique plus difficilement) que d'un système monétaire local. La définition qu'apporte Ostrom permet néanmoins de jeter un regard nouveau sur ces biens, en ce sens qu'ils font également l'objet de pratiques d'autogestion et d'autogouvernance potentiellement proches de celles observées par Ostrom. C'est ce que nous chercherons à montrer tout au long de ce mémoire.

Notons que cette typologie des biens communs se rapproche à celle du concept d'économie solidaire. En effet, l'*économie solidaire* peut être définie comme « l'ensemble des

activités économiques soumis à la volonté d'un agir démocratique où les rapports sociaux de solidarité priment sur l'intérêt individuel ou le profit matériel ; elle contribue à la démocratisation de l'économie à partir d'engagements citoyens » (Eme et Laville 2006, 303). La participation des membres est ainsi une des notions clé. Celle-ci est basée sur une égalité de droit entre les membres, suivant la règle « une personne, une voix » (Laville 2007). Comme les structures de biens communs, ces entités trouvent souvent leur origine dans l'action collective et l'optique de créer un projet répondant aux nécessités des membres. Eloigné du secteur privé, axé sur l'accumulation individuelle, et du secteur public, centralisé et bureaucratique, l'économie solidaire trouve ses origines dans l'auto-organisation et l'action collective, mettant en avant la finalité sociale ou écologique dans les activités économiques – suivant une logique de solidarité inter et intra générationnelle (Laville 2010). Ces brefs éléments de définitions théoriques nous permettent de constater certaines valeurs communes entre biens communs et économie solidaire.

Nous émettons donc l'hypothèse que la Banque Palmas considère les systèmes de microcrédit et de monnaie sociale comme des biens communs sociaux, ce qui justifie des pratiques de gestion semblables à celles des ressources communes. De manière plus générale, il pourrait exister un lien entre l'*économie solidaire* et les *biens communs*, la première constituant un cadre institutionnel favorable pour la constitution des seconds. Les connexions entre ces deux champs intellectuels mériteraient d'être davantage étayées. A défaut de développer les relations théoriques et conceptuelles, nous nous concentrerons sur une analyse empirique visant à démontrer qu'une institution d'économie solidaire peut gérer ses ressources comme des biens communs. De plus, l'analyse que nous porterons sur l'institution de finances solidaires Palmas cherchera à montrer la validité empirique du cadre théorique d'Elinor Ostrom vis-à-vis de biens communs sociaux, faisant modestement écho à ce qu'elle appelle elle-même « un défi pour les sciences sociales » (Ostrom 2010, 254).

II. Une analyse néo-institutionnelle

Nous essayerons de démontrer la validité de notre hypothèse en procédant à une analyse empirique de la BP selon un cadre d'analyse néo-institutionnel développé par Elinor Ostrom dans son ouvrage *Gouvernance des biens communs* (2010). Pour Ostrom, certaines

organisations volontaires de la société civile présentent des stratégies originales pour « gouverner » des biens communs, c'est-à-dire en assurer la gestion de façon à garantir un accès à tous les membres du collectif tout en préservant la ressource commune. La base de notre cadre d'analyse se fonde par conséquent sur l'ensemble de principes organisationnels qu'Ostrom a répertoriés en analysant diverses organisations communautaires. Nous examinerons l'institution de la BP sous ces huit principes, développés dans l'encadré suivant :

Encadré 1 : Cadre d'analyse : les principes de conception communs aux institutions durables de ressources communes.

Selon Elinor Ostrom, les institutions de ressources communes durables et auto-organisées partagent huit principes de conception, définis comme « un élément ou une condition essentiel(le) au succès rencontré par ces institutions pour assurer la durabilité des ressources communes et obtenir la conformité de générations d'appropriateurs⁷ aux règles en vigueur » (2010, 113). Ces huit principes constituent le socle de notre analyse institutionnelle du crédit et de la monnaie comme biens communs⁸ :

- 1) *Des limites clairement définies* : Les individus ou ménages possédant des droits de prélever des unités de ressource d'une ressource commune doivent être clairement définis, ainsi que les limites de la ressource commune en tant que telle.
- 2) *La concordance entre les règles d'appropriation et de fourniture et les conditions locales* : Les règles qui restreignent, en termes de temps, d'espace, de technologie et/ou de quantité l'appropriation des unités de ressource sont liées aux conditions locales et aux obligations en termes de main-d'œuvre, de matériels et/ou d'argent.
- 3) *Des dispositifs de choix collectif* : La plupart des individus concernés par les règles opérationnelles peuvent participer à la modification des règles opérationnelles.
- 4) *La surveillance* : Les surveillants, qui examinent les conditions de la ressource commune et le comportement des appropriateurs, rendent compte aux appropriateurs ou sont les appropriateurs eux-mêmes.
- 5) *Des sanctions graduelles* : Les appropriateurs qui transgressent les règles s'exposent à des sanctions graduelles (en fonction de la gravité et du contexte de l'infraction) par les autres appropriateurs et/ou par des agents travaillant pour le compte des appropriateurs.

⁷ Selon la terminologie de Ostrom, les *appropriateurs* sont les personnes qui prélèvent des unités de ressource.

⁸ Nous retranscrivons à la lettre les principes de conception tels qu'Ostrom les définit à la page 114 de *La gouvernance des biens communs* (2010).

- 6) *Des mécanismes de résolution des conflits* : Les appropriateurs et leurs représentants disposent d'un accès rapide à des arènes locales bon marché pour résoudre les conflits entre appropriateurs ou entre les appropriateurs et leurs représentants ou agents.
- 7) *Une reconnaissance minimale des droits d'organisation* : Les droits des appropriateurs d'élaborer leurs propres institutions ne sont pas remis en cause par des autorités gouvernementales externes.
- 8) *Des entreprises imbriquées* : Les activités d'appropriation, de fourniture, de surveillance, d'application des règles, de résolution des conflits et de gouvernance sont organisées par de multiples niveaux d'entreprises imbriquées.

Source : Ostrom (2010, 114).

Toutefois, les analyses empiriques réalisées par Ostrom portent sur des dispositifs de gouvernance de ressources naturelles renouvelables en situation de rareté. Selon Ostrom, il est possible de comparer un système de ressource « à des variables de stock qui, dans des conditions favorables, sont capables de produire une quantité maximale de variables de flux sans porter atteinte au stock ou au système de ressource lui-même » (Ostrom 2010, 44). Le *stock* en question peut être conçu comme un système de ressources halieutiques, forestières ou aquifères. Mais dès lors que nous parlons d'un système de banque communautaire, la ressource en question est principalement composée du capital financier dont dispose la banque ainsi que du volume de monnaie sociale. Ce stock peut être décomposé en *unités de ressource*, représentant « ce que les individus s'approprient ou utilisent des systèmes de ressources ». Dans le premier cas, elles consisteront en des tonnes de poissons récoltées, des cordes de bois ou des mètres cubes d'eau prélevés pour les ressources naturelles, et la régénération de la ressource sera « assurée dans le temps aussi longtemps que le taux moyen de retrait n'excède pas le taux moyen de régénération » (Ostrom 2010, 45). Dans le cas de la BP, une unité de ressource peut être représentée par un prêt accordé ou par une unité de monnaie sociale. La ressource financière est renouvelable uniquement dans la mesure où les prêts accordés sont remboursés, et les coûts de gestion garantis par les taux d'intérêt ; autrement dit, la ressource est renouvelée dès lors que le capital retourne dans les caisses de la banque. Quant à la monnaie sociale, son renouvellement est tributaire de son utilisation et de la soutenabilité de son système de gestion.

Les *appropriateurs* peuvent consommer les unités de ressources qu'ils prélèvent ou bien les utiliser en tant qu'intrant dans un processus productif. Pour le capital naturel, cela consiste par exemple en une satisfaction des besoins alimentaires ou en l'injection de l'eau dans les champs cultivés. Pour le capital financier, les prêts à la production constituent des investissements dans des activités productives ; ils servent donc d'intrant. En revanche, l'utilisation de la monnaie sociale se fait principalement à travers la consommation. Il ne peut y avoir de transfert direct de la propriété de l'unité de ressource à d'autres individus pour le capital financier⁹, alors que celui-ci est possible pour la monnaie sociale, comme par exemple une rétribution salariale. Cependant, les unités de ressources « ne sont pas sujettes à l'utilisation ou l'appropriation conjointe » (Ostrom 2010, 46) : ce sont les systèmes de ressources qui sont utilisés collectivement et non l'unité de ressource elle-même. Dans le tableau suivant, nous reprenons les caractéristiques permettant de comparer les biens communs environnementaux aux biens communs sociaux en application dans la BP :

Figure 1 : tableau récapitulatif et comparatif dans différences entre les biens communs naturels et bancaires.

Système de ressource commune	Capital naturel (pêcherie, foresterie...)	Capital bancaire	
		Financier	Monétaire
Unité de la ressource	Un poisson ; un arbre... ¹⁰	Un prêt	Un Palmas
Renouvellement de la ressource	Le prélèvement d'unité de ressource doit être différé dans le temps et ne doit pas excéder sa capacité de renouvellement	L' <i>appropriateur</i> doit rembourser la valeur du prêt plus les intérêts (assurant ainsi les coûts de gestion)	Le renouvellement de la monnaie est assuré par de nouvelles émissions. Mais pour qu'il y ait de nouvelles émissions il faut une utilisation effective
Utilisation de la ressource	Elle peut être consommée, utilisée comme intrant dans le processus de production, donnée ou vendue (transfert de propriété)	Les prêts doivent être utilisés comme investissement dans le processus productif	La monnaie est avant tout utilisée à des finalités de consommation, mais peut aussi être donnée dans un cadre informel (famille, amis) ou formel (salaire)

Source : travail personnel sur base du travail d'Ostrom (2010).

⁹ Pour le capital naturel, Ostrom utilise l'exemple de pêcheurs qui vendent directement leur poisson à leur retour au port.

¹⁰ L'unité de mesure de la ressource varie en fonction de la quantité et de la nature de la ressource (tonne, kilogramme, corde, hectare...)

En outre, nous chercherons à voir dans quelles mesures qu'autres indicateurs organisationnels que ceux définis par Ostrom s'avèrent pertinents pour la durabilité des systèmes de microcrédit productif et de monnaie sociale. Pour ce faire, nous mobiliserons d'autres concepts relatifs à l'organisation des instruments économiques de la BP. Pour le microcrédit productif, nous utiliserons ceux de champ organisationnel, d'isomorphie institutionnelle et de soutenabilité financière. Pour la monnaie sociale, nous nous concentrerons sur les flux monétaires, les pratiques des usagers et la soutenabilité financière. L'intérêt d'analyser de telles informations réside dans le fait qu'elles participent de la durabilité de la ressource commune. Nous estimons qu'elles complètent l'analyse de la durabilité que le cadre d'Ostrom permet d'entamer.

III. Sources et données collectées

L'analyse réalisée dans ce mémoire se base en premier lieu sur les données empiriques que nous avons collectées sur une durée de trois mois, du 17 septembre au 15 décembre 2011, lors d'un stage d'étude au sein de la Banque Palmas. En travaillant à la gestion du microcrédit, nous avons étudié les pratiques économiques et sociales de l'institution, selon une méthode d'observation participante. Nous avons aussi tissé des relations de confiance avec le personnel, ce qui fut décisif pour les entretiens. Ce premier stage dans la banque communautaire fut complété par un second dans l'Incubateur technologique en économie solidaire de l'Université Fédérale de l'Etat de Bahia. Du 10 janvier au 15 mars 2012, nous nous sommes intégré dans une équipe, mêlant académiques et praticiens, travaillant dans la construction de nouvelles banques communautaires à l'échelle de la région Nordeste. Nous avons par exemple travaillé avec la petite banque communautaire Ilhamar sur l'île d'Itaparica, au large de Salvador, et étions chargé de renforcer l'acceptation de la monnaie sociale dans la communauté. Cette deuxième expérience est complémentaire de la première et nous permet d'avoir un aperçu différencié du phénomène des banques communautaires brésiliennes.

Le premier groupe d'informations dont nous disposons est d'ordre qualitatif. Nous avons en effet réalisé des entretiens semi-directifs avec huit personnes travaillant dans la BP et un chercheur indépendant. Les questions posées visaient à comprendre l'évolution de la BP et de ses pratiques, tout comme les relations qu'elle entretient avec ses partenaires. Ces différentes

conversations sont exploitées comme source orale et à ce titre font l'objet d'une classification spécifique : quand une personne interrogée apporte ou confirme une information, nous la citons explicitement. Par exemple, quand l'agent de crédit Gilvanilson Holanda précise un élément du dispositif de surveillance des crédits, nous exprimons que l'information fut obtenue au cours d'un entretien en la référençant ainsi : (E.6) pour Gilvanilson Holanda.

Figure 2 : liste des personnes interrogées.

Classification	Nom de la personne	Fonction	Date de l'entretien	Durée de l'entretien
E.1	Joaquim Melo Neto	Président et coordinateur de l'Institut Palmas	05, 08 et 12 décembre 2011	3h53
E.2	Sandra Magalhães	Gestionnaire de projet et des relations publiques	01 décembre 2011	3h04
E.3	Elias Lino dos Santos	Assistant technique en micro-assurance et micro-crédit	25 novembre 2011	0h49
E.4	Otaciaa Barros	Superviseuse des activités de correspondance bancaire	13 décembre 2011	0h34
E.5	Socorro Alves	Présidente exécutive de l'ASMOCONP	05 décembre 2011	0h59
E.6	Gilvanilson Holanda	Analyste externe de crédit	16 novembre 2011	0h41
E.7	Francisco Bezerra	Président de l'Association commerciale du <i>Conjunto Palmeiras</i>	28 novembre 2011	0h25
E.8	Asier Ansorena	Assesneur national des crédits pour les BCD	16 décembre 2011	1h49
E.9	Adriano Borges Costa	Chercheur à l'Institut Polis	30 novembre 2011	1h02

Source : travail personnel.

Parallèlement, nous avons interrogé 20 commerçants et 21 habitants du *Conjunto Palmeiras* pour obtenir des données sur les pratiques monétaires des usagers. Pour ce faire, nous nous sommes basé sur un court questionnaire reprenant certains critères comme le moyen d'obtention de la monnaie sociale, son utilisation et la confiance dont elle est créditée¹¹. Par ailleurs, nous avons interrogé huit personnes de la communauté bénéficiaires

¹¹Pour réaliser cette enquête, nous nous sommes en partie basé sur le travail de fin d'étude d'Alexia Fouarge (2010).

des services de la BP. Le questionnaire appliqué visait à évaluer l'impact de la BP en termes de développement territorial. N'ayant pas eu assez de place pour les incorporer dans le cœur de l'analyse, nous étudierons ces entretiens dans l'annexe consacrée aux effets de la BP sur le développement communautaire.

Nous disposons également d'un groupe d'informations quantitatives. Il s'agit tout d'abord de données d'ordre public : celles relatives aux activités de microcrédit, de correspondance bancaire, de microassurance sont publiées dans le rapport d'activité de l'Institut Palmas (2012a). Ensuite, d'autres données nous ont été fournies par la BP. Ces dernières concernent par exemple les flux de monnaie sociale (entrées et sorties de la BP) et les comptes de l'Institut (dépenses et recettes de l'institution). Enfin, certaines informations quantitatives ont été signalées oralement par l'équipe des managers. Nous pensons particulièrement aux coûts de la monnaie sociale que Joaquim Melo nous a communiqués verbalement.

En second lieu, ce mémoire synthétise les travaux académiques et la littérature grise relative à la BP. Celle-ci est composée de sources primaires publiées directement par l'institution. Ces sources sont souvent assez généralistes en présentant un tableau synthétique de l'expérience (Instituto Palmas 2006 ; 2010 ; Melo et Magalhães 2008) mais peuvent être plus spécifiques en s'attardant par exemple sur la monnaie sociale (Melo et Magalhães 2005). Ces ouvrages sont principalement écrits par Joaquim Melo et Sandra Magalhães, deux protagonistes ayant activement accompagné le développement de la BP. Parallèlement, la littérature académique consacrée à la BP est souvent publiée en portugais dans des revues spécialisées, ce qui la rend peu accessible pour un public francophone (Borges 2010a ; Silva Junior 2007 ; 2008). Par conséquent un des objectifs sous-tendant notre analyse est de synthétiser et systématiser ces différentes données écrites.

En outre, la recherche que nous présentons ici fait suite à la publication d'un article écrit conjointement avec les professeurs brésiliens Genauto Carvalho de França Filho, Ariadne Scalfoni Rigo et Jeova Torres Silva Junior dans la *Revue internationale de l'économie sociale RECMA*. Nous avons intégré les questions émises par le comité de lecture afin, d'une part, de répondre aux attentes d'un public francophone et, d'autre part, d'être le plus complet et systématique possible.

PREMIERE PARTIE : LE MICROCREDIT PRODUCTIF

Cette première partie est composée de deux sections. Tout d'abord, nous verrons dans quelles mesures le cadre d'Ostrom convient pour analyser la gestion du système de crédit productif de la BP. Puis, comme complément à la gestion des biens communs définie par Ostrom, nous étudierons ce même système selon les concepts d'isomorphie institutionnelle et de soutenabilité financière afin de discerner s'ils influent sur la durabilité de la ressource commune.

I. La gouvernance du microcrédit productif

Dans cette première section, nous chercherons à savoir si la grille de lecture d'Ostrom s'applique bien au système de gestion du crédit productif de la BP ; autrement dit, si son administration se rapproche de celle de biens communs. Avant d'effectuer cette analyse, nous procéderons à une description préliminaire des différents types de crédits productifs.

1.1 Les différents types de crédits productifs

Il existe cinq types de prêts productifs. Chacun répond à des caractéristiques intrinsèques propres en termes de finalité, de valeur, de taux d'intérêt et de mensualités de remboursement (Instituto Palmas 2011a). Chaque prêt consenti peut être considéré comme une unité de ressource du capital financier commun. L'appropriation de ces unités de ressource se fait selon des règles claires qui se veulent particulièrement inclusives.

Le crédit *a casa productiva* (maison productive) a été conçu pour que les personnes puissent avoir les moyens de produire domestiquement des biens et des services destinés à être vendus. Pour cela, le crédit constitue une aide financière pouvant aller jusqu'à 450 R\$ (soit 175 €) remboursable en six mois et présentant un taux d'intérêt de 2% par mois. Il est nécessaire de présenter un budget pour les investissements à réaliser. Le crédit *revendedor*

(revendeur) est destiné aux personnes désirant acheter des produits pour les revendre par la suite. La revente peut prendre un caractère formel (petit magasin) mais aussi informel comme c'est souvent le cas dans les économies dites du « Sud » (revente à la maison, par exemple). Ce prêt peut également atteindre la valeur de 450 R\$, et ses taux d'intérêt s'élèvent à 2,5% par mois. Les crédits *economia popular* (économie populaire) sont à destination des petits commerces. Leur valeur maximale est fixée à 500 R\$ (soit 200 €) remboursable en quatre mois, à un taux mensuel de 2,5%.

Une innovation majeure de la BP réside dans le crédit *bolsa familia* et le Projeto ELAS. Le crédit *bolsa familia* est un crédit à destination des femmes bénéficiaires de l'aide sociale éponyme, qui sont les personnes les plus vulnérables économiquement de la communauté. Pouvant aller jusqu'à 150 R\$ (soit 60 €), ce prêt présente un taux d'intérêt particulièrement bas, situé à 1,5% mensuel. La particularité de ce prêt est que les femmes qui l'obtiennent font automatiquement partie du Projeto ELAS, qui est un projet d'accompagnement de ces femmes dans leurs activités productives ; accompagnement physique par la visite mensuelle d'un « agent d'inclusion socioproductive » mais également immatériel par des formations et rencontres en éducation financière et en capacitation professionnelle.

En 2011, la BP a libéré 4 714 crédits productifs, dont 2 549 crédits *bolsa familia*. Créée en 2011, le crédit *bolsa familia* a donc connu un succès certain puisqu'il représentait à la fin de sa première année de lancement 54% du nombre total des crédits. Cependant, ces prêts ne représentaient que 9,99% de la valeur totale du portefeuille : 260 074,50 R\$ ont été prêtés via les crédits *bolsa familia*, sur une valeur totale de 2 604 098,06 R\$ de tous les microcrédits productifs (Instituto Palmas 2011b). Le faible pourcentage en termes de valeur s'explique par le plafonnement à 150 R\$ des prêts *bolsa familia*.

Enfin, la cinquième forme de crédit offert par la BP est celle intitulée *linha especial* (ligne spéciale). Ces prêts sont « spéciaux » car leur valeur est nettement supérieure à celle des autres crédits. Ils commencent en effet à 500 R\$ et peuvent atteindre 15 000 R\$ (5 800 €). Ils sont à destination des plus grosses structures de la communauté, comme par exemple les supermarchés¹². Le taux d'intérêt est déterminé en fonction du nombre de mensualités de remboursement. Par exemple, si un prêt de 12 000 R\$ est remboursé sur deux mois, le taux

¹² Il faut relativiser quand nous parlons de « supermarché ». Il ne s'agit pas de supermarché de type européen, mais plutôt d'une grande supérette avec une diversité de produits importante.

sera de 2,5% ; tandis que si cette même valeur est remboursée sur douze mois, les taux d'intérêt seront de 3,5%.

Figure 3 : caractéristiques et volumes des différentes lignes de crédit en 2011.

	Valeur maximale	Taux d'intérêt	Nombre de contrats	% en nombre dans le portefeuille	Valeur totale (en R\$)	% en valeur dans le portefeuille
<i>Bolsa familia</i>	Jusqu'à 150 R\$	1,5% par mois	2 549	54%	260 074,50	9,99%
<i>Casa produtiva</i>	Jusqu'à 450 R\$	2% p. m.	2 165	46%	2 344 023,56	90,01%
<i>Revendedor</i>	Jusqu'à 450 R\$	2,5% p. m.				
<i>Economia popular</i>	Jusqu'à 500 R\$	2,5% p. m.				
<i>Linha especial</i>	Jusqu'à 15 000 R\$	De 2,5% à 3,5% p. m.				

Source : Instituto Palmas (2011a et 2011b).

1.2 Limites de la ressource

Tout d'abord, la limite de la ressource commune peut être considérée en fonction du capital financier dont dispose la BP. Avec un accès à un capital de trois millions de réais, elle peut alimenter diverses lignes de crédits qui constitueront la matrice des formes possibles d'unités de ressource. Toutefois, ce capital dont dispose la BP n'est pas une ressource purement commune dans la mesure où elle découle de contrats avec des entreprises extérieures. C'est donc son utilisation par la BP qui en fait une ressource commune.

Parallèlement, il n'y a pas un nombre fixe de familles ou d'individus pouvant accéder à cette ressource. Tous les habitants du quartier, pour peu qu'ils ou elles soient majeur(e)s, peuvent prétendre à l'obtention d'un prêt et donc prélever une unité de ressource. Cette règle-ci est même évolutive puisqu'avec l'accroissement du capital, la BP prête à des personnes venant de quartiers périphériques voisins du *Conjunto Palmeiras* (ces demandes externes étant minoritaires). Les personnes extérieures sont souvent invitées à solliciter un prêt à la BP

par des habitants du quartier et partagent les mêmes conditions socio-économiques que la majorité des habitants du *Conjunto Palmeiras*, à savoir l'exclusion économique et la pauvreté.

1.3 Des règles d'appropriation liées aux conditions locales

Tous les prêts inférieurs à 500 R\$ ont la spécificité d'être *accordés immédiatement* après sollicitation. Autrement dit, une personne ou un micro-entrepreneur qui vient à la BP demander un de ces crédits l'obtient dans les trente minutes et sort avec l'argent. Il n'est pas pour autant nécessaire qu'elle ait un garant ou apporte une garantie matérielle. Il est à chaque fois demandé d'apporter des documents d'identité et une preuve de résidence. Ces exigences sont valables uniquement pour le premier prêt et non pour ceux qui succèdent puisque, s'il rembourse effectivement son premier crédit, l'emprunteur sera considéré comme une personne de confiance. Par ailleurs, les personnes faisant l'objet d'une *restriction SPC*¹³ peuvent aussi avoir accès à ces crédits.

Les conditions d'accès sont plus complexes pour les crédits d'une valeur supérieure à 500 R\$. Selon Gilvanilson Holanda, agent de crédit externe¹⁴, celles-ci se déroulent en plusieurs étapes : 1) l'entrepreneur remplit une pré-analyse de crédit auprès de l'agent de crédit interne¹⁵, 2) ensuite, l'agent de crédit externe rend visite à l'entrepreneur pour constater si les informations fournies dans la pré-analyse sont véridiques, 3) l'agent de crédit externe questionne le voisinage sur la fiabilité du client, 4) le dossier est analysé par le CAC (Comité d'Approbation des Crédits) (E.6).

Le CAC se réunit chaque semaine pour décider si un de ces crédits peut être libéré ou non. Il a lieu uniquement pour le premier prêt supérieur à 500 R\$ sollicité par un client. Quand un client désire renouveler un crédit, celui-ci lui est directement concédé, sans être

¹³ Il existe au Brésil un Service de Protection du Crédit (SPC). Le SPC est un système fédéral fournissant des informations sur les personnes ayant déjà fait défaut dans le remboursement d'un crédit. Les banques commerciales se basent généralement sur ce registre de défaut de remboursement reprenant l'historique des paiements des consommateurs. Dès lors, il est presque impossible pour une personne ayant son nom dans le SPC de pouvoir avoir accès à un crédit. Elle fait donc l'objet d'une *restriction*.

¹⁴ Les agents de crédit externe sont les agents de la BP qui entretiennent des relations directes avec les emprunteurs en dehors de la BP : ils vont vérifier les informations données par les emprunteurs et font pressions quand ceux-ci ne remboursent pas à temps.

¹⁵ L'agent de crédit interne est la personne chargée de remplir le dossier de sollicitation de prêt dans la BP.

examiné par le CAC¹⁶. Le CAC est constitué de quatre personnes : les analystes de crédit interne et externe, la gérante des finances et le coordinateur de la BP (E.6)¹⁷. Ces personnes débattent des données des agents pour savoir si le crédit peut être approuvé ou non, et quelle en est la valeur. Le crédit est nié quand les informations fournies par le client sont erronées. Si la valeur demandée est trop importante par rapport aux besoins de la structure, la BP négocie avec le client pour lui concéder un prêt inférieur. Selon Joaquim Melo, à chaque dix personnes sollicitant un premier crédit supérieur à 500 R\$ (pour lequel s'applique les procédures du CAC), trois se voient refuser l'octroi du prêt demandé. Ceci s'explique, selon lui, par le fait que la personne n'a pas nécessairement besoin d'argent, mais plus de capacitation professionnelle, (E.1). Il est toutefois important de noter que la grande majorité des crédits sollicités n'excèdent pas les 500 R\$ et donc ne sont pas examinés par le CAC. Par conséquent, relativement peu de personnes sont exclues des crédits de la BP.

Ainsi, les règles d'appropriation de la ressource commune sont fortement liées aux conditions locales. Tout d'abord, elles se veulent inclusives étant donné qu'elles n'excluent pas les personnes faisant l'objet d'une *restriction SPC*, et donc exclue du système formel de crédit brésilien. Étant donné que les personnes les plus pauvres ont souvent cette restriction, le fait qu'elles aient accès à la ressource montre bien l'adaptation du système de crédit aux nécessités des habitants du *Conjunto Palmeiras*. Ensuite, la concession des crédits ne requiert pas de garantie matérielle ou d'aval, étant donné que les emprunteurs sont des personnes pauvres économiquement. La notion de *confiance* intervient donc fortement dans l'attribution de ces crédits.

L'attribution des microcrédits les plus importants (au-delà de 500 R\$) se base sur les conditions locales dans la mesure où les relations de proximité détiennent une place centrale sur la crédibilité accordée à l'emprunteur (França Filho et Silva Junior 2009). Le contrôle a ainsi une portée sociale importante : l'honnêteté du client et la consultation du réseau de voisinage constituent des sources d'information primordiales. En outre, les crédits revêtent les caractéristiques populaires propres au *Conjunto Palmeiras* puisque l'immense majorité (98%) de ces crédits sert à financer des activités informelles (Ansorena 2011). Ainsi, la BP soutient les activités productives des habitants de la communauté : ceux-ci, traditionnellement exclus

¹⁶ Toutefois, la valeur ne peut doubler d'un crédit à l'autre. Par exemple, si le premier crédit est de 500 R\$, le second sera de 800 R\$ et ainsi de suite. S'il désire une valeur supérieure au double du crédit précédent, l'agent de crédit externe rend une visite pour voir s'il y a nécessité.

¹⁷ La configuration du CAC varie en fonction de la banque communautaire. Nous savons par exemple que certaines banques font appel à des personnes de la communauté ne travaillant pas dans la banque pour faire partie du CAC ; ceci afin de garder le caractère communautaire de la BCD. Ce n'est plus le cas de la BP.

du marché du travail formel, autant public que privé, n'ont trouvé d'autres issues de subsistance que l'auto-organisation dans le secteur informel.

En outre, le système de microcrédit productif entretient des relations étroites avec le système capitaliste marchand et ne constitue pas à proprement parlé une *rupture*. La Banque Palmas vise en effet l'acquisition effective de droits économiques basiques pour les habitants. Pour ce faire, elle leur donne les moyens financiers de réaliser des projets auto-organisés relevant majoritairement d'une logique de survie. Elle tend donc implicitement à faciliter la transition d'une économie de subsistance irrégulière à une économie conférant un emploi et des revenus stables. Elle structure donc l'informel dans ce sens, car c'est dans cette direction que se dirigent les volontés des bénéficiaires. Les finances solidaires permettent donc cette insertion des personnes précarisées dans un circuit conférant davantage de sécurité.

1.4 Dispositifs de choix collectifs

Selon Ostrom, les institutions qui utilisent le principe de choix collectif « sont plus à même d'adapter leurs règles au contexte local, car les individus qui interagissent directement les uns avec les autres [...] peuvent modifier les règles au fil du temps de manière à ce qu'elles correspondent mieux aux caractéristiques spécifiques de leur situation » (Ostrom 2010, 117). Dans le cas de la BP, l'arène de choix collectif est représentée par le Forum socioéconomique local (FECOL). Cet organe de délibération collective n'a pas comme but explicite de modifier les règles opérationnelles relatives à la fourniture et à l'appropriation de la ressource commune (Duran Passos 2007). Elle constitue davantage un *espace public de proximité* dans lequel ont lieu des « interactions entre les différentes parties prenantes » du *Conjunto Palmeiras*. Le FECOL permet par conséquent une certaine *démocratisation de l'économie* étant donné que les grandes orientations économiques de la BP sont décidées au sein de cet espace intermédiaire entre sphère privée et publique, tout en participant au renforcement de la cohésion sociale et à l'engagement citoyen (Fraisie 2011). Le FECOL tient des réunions mensuelles dans lesquelles sont débattues les questions économiques et sociales du *Conjunto Palmeiras*¹⁸. Le forum exerce également un contrôle social sur la BP. Tous les habitants du quartier peuvent y participer. Cependant, ce sont surtout les producteurs,

¹⁸ Initialement, des réunions étaient réalisées toutes les semaines. Seulement avec le temps, elles se sont de plus en plus espacées.

commerçants, représentants des organisations communautaires (culturelles, sportives, religieuses) et des institutions publiques (écoles, poste de santé) qui s'y rassemblent pour débattre (Banco Palmas sans date, 29). Le FECOL permet ainsi de conserver un certain contrôle démocratique sur la BP pour qu'elle réponde aux difficultés économiques de la communauté. Par conséquent, l'élaboration des politiques de la BP est adaptée au contexte local, résultant d'une interaction directe entre les individus et les institutions. L'évolution institutionnelle résulte ainsi du choix collectif.

Par ailleurs, Joaquim Melo souligne que la communauté participe quotidiennement à l'orientation des activités de la BP (E.1). Le fait que le siège de la BP soit dans la communauté fait qu'il existe une relation personnalisée : les clients et habitants viennent et font part de leurs suggestions, réclamations et critiques. Ainsi, si le contrôle communautaire est représenté officiellement par le FECOL comme arène de délibération et choix collectif, dans la pratique ce sont les clients qui interagissent au quotidien. De plus, pour Sandra Magalhães, cet échange quotidien avec les habitants incite la BP à chercher de nouveaux services pour répondre aux besoins communautaires :

« Une chose intéressante dans le système Palmas est que nous ne l'avons pas pensé comme complet [...]. C'est au fur et à mesure que nous voyions les besoins de la communauté que nous avons cherché de nouveaux services pour y répondre. Je trouve donc très intéressant de constater la créativité et la capacité du Palmas à se rénover, créer de nouvelles choses, toujours dans l'objectif de répondre à une demande présente dans la communauté. Et je pense que c'est possible de le faire de cette façon car nous sommes dedans [...]. Ici, le fait d'être très liés avec la communauté et ses habitants est une chose très importante et a cette grande force de créer des produits innovants. » (E.2)

Pourtant, le dispositif institutionnel de la BP ne permet pas en tant que tel que les appropriateurs puissent participer à la modification des règles opérationnelles. Ces règles opérationnelles sur l'appropriation et le remboursement des crédits se doivent d'être efficaces économiquement dans la mesure où elles répondent aux exigences de rentabilité financière permettant la préservation de la ressource commune. C'est peut être la raison pour laquelle il n'existe pas de mécanismes conçus pour changer les droits et obligations des emprunteurs à l'échelle communautaire ; ces mécanismes étant relativement complexes. En revanche, le FECOL représente un organe de démocratie directe et participative –ce même s'il existe une part de représentation à travers les représentants des associations et institutions du quartier.

1.5 Mécanismes de résolution des conflits

Ces lieux de délibération collective visent à résoudre les conflits pouvant exister avec les organismes communautaires et les citoyens. Toutefois, les conflits individuels relevant du non-remboursement de la dette font l'objet d'autres mécanismes.

Si Ostrom évoque des possibilités d'interprétation sur l'application des règles communautaires dans le cas des ressources naturelles, dans le cas de la BP les règles soient univoques : toute unité de ressource empruntée doit être remboursée avec ses taux d'intérêt. La possibilité d'interprétation est nulle¹⁹. Ainsi, le conflit qui pourrait avoir lieu entre les appropriateurs de la ressource et leurs représentants gravite principalement autour du paiement effectif de la dette. Dans ce cas, l'« arène » de résolution des conflits se trouve au sein de la banque. Si un appropriateur se trouve en défaut de paiement, il se doit d'aller à la BP pour discuter avec les agents de crédits. L'accès est rapide et bon marché puisqu'il suffit de se rendre à la BP pour renégocier les modalités de remboursement. Les nouvelles conditions sont analysées au cas par cas, et la renégociation est basée sur la confiance. Les agents de crédit savent se montrer compréhensifs en fonction des hasards et infortunes compromettant le remboursement (Instituto Palmas 2006).

La BP distingue donc les personnes ne pouvant ponctuellement pas payer mais qui désirent s'acquitter de leur dette des personnes refusant de payer par « mauvaise-foi » (Instituto Palmas 2006). Dans le premier cas, la BP se montre solidaire dans la mesure où elle négociera d'un commun accord les modalités de remboursement, par exemple en rééchelonnant la dette. Dans le second cas, elle applique des mécanismes de surveillance et de sanctions.

¹⁹ Ces règles peuvent toutefois diverger en fonction du type de crédit. Nous pensons alors au crédit *bolsa familia* dans lequel les femmes doivent se conformer à un ensemble d'activités complémentaires (formation, accompagnement). Nous ne bénéficions cependant d'aucune information empirique sur l'application effective de ces règles.

1.6 Surveillance et sanctions graduelles²⁰

Le BP, opérant avec des ressources provenant d'autres institutions, doit surveiller avec rigueur les défauts de paiement car les ressources dont elles disposent doivent être remboursées. Dans ce cadre, il est nécessaire que les appropriateurs se conforment aux règles d'appropriation pour garantir le renouvellement de la ressource commune. Pour ce faire, la BP a élaboré un système de surveillance des comportements des appropriateurs incorporant, d'une part, des mécanismes de pression morale se basant sur les relations sociales des appropriateurs et, d'autre part, des surveillants employés par la banque, qui sont par ailleurs eux-mêmes des appropriateurs²¹.

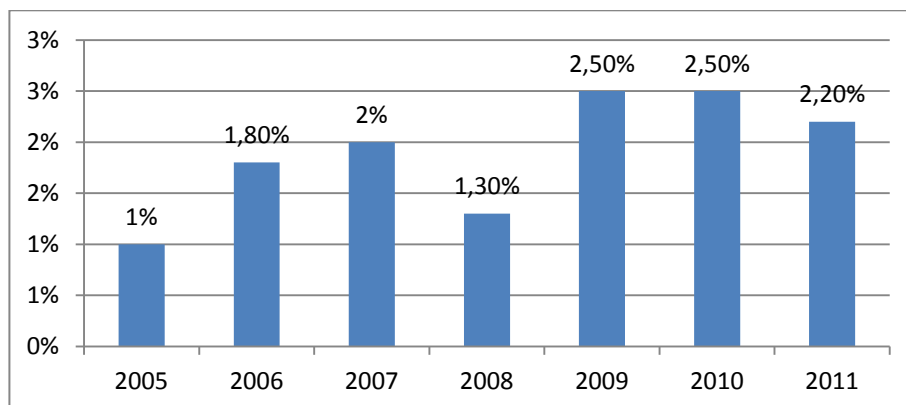
Dans le cas de non remboursement intentionnel, la BP applique les sanctions suivantes. Si, les jours suivants la date de remboursement mensuel, le client n'a pas effectué son versement, l'agent de crédit l'appelle afin de lui rappeler son engagement avec la BP. Après 15 jours, l'agent externe de crédit rend visite au client pour rappeler qu'il y a un retard sur le remboursement et le convie de se rendre à la BP pour payer sa dette ou éventuellement la renégocier. De plus, il met en avant les conséquences sociales et communautaires d'un défaut de paiement : il est expliqué que l'argent dont il ou elle a bénéficié ne pourra pas profiter à d'autres personnes du quartier, et qu'en refusant de remplir ses obligations, l'emprunteur met en péril l'équilibre financier de la BP et par là même l'institution. Etant donné que les pratiques d'inclusion financière et sociale de la BP ont permis de réelles améliorations à l'échelle du quartier, cet argument fonctionne généralement assez bien (E.6). Si après plusieurs visites l'emprunteur n'a toujours pas remboursé, il lui est envoyé une lettre de relance, l'enjoignant de se rendre dans les 48h à la BP pour régulariser son cas. Si celui-ci ne vient pas, l'agent informe le voisinage de l'état de défaut de paiement et de la non-volonté de l'emprunteur à résoudre sa situation. Par la suite, le nom de cette personne est divulgué dans les forums et réseaux locaux, dont le FECOL. Enfin, si à l'issue de ce processus aucun accord n'est trouvé, la BP inscrit le nom de cette personne dans le SPC (Banco Palmas sans date, 13 et 26). Le nombre de personnes se faisant inscrire dans le SPC équivaut aux taux de non-remboursement des crédits. Cette mesure reste exceptionnelle car elle s'applique uniquement dans les cas où l'emprunteur fait preuve de mauvaise-foi et ne manifeste aucune

²⁰ Afin de garder en cohérence, nous avons décidé de joindre ces deux principes de conception dans le même point.

²¹ Ces surveillants sont les agents de crédit externe qui rendent visite aux emprunteurs pour leur rappeler leurs obligations de remboursement.

volonté de s'acquitter de sa dette envers la BP et par conséquent la communauté (Instituto Palmas 2006).

Figure 4 : taux de non-remboursement des crédits au-delà de 30 jours (crédits productifs –R\$- et à la consommation –P\$-).



Source : Banco Palmas (sans date) et Ansorena (2011)

L'inclusion de mécanismes sociaux dans le dispositif d'octroi des crédits, de surveillance et de sanctions graduelles, permet que les taux de conformité aux règles d'appropriation soient très élevés. Nous pouvons en effet observer que les taux de non-remboursement sont tout à fait faibles puisqu'ils se situent entre 1% et 2,5% en fonction des années. Selon Adriano Borges, ces taux peuvent être considérés comme particulièrement bons en comparaison de ceux rencontrés dans les banques commerciales, variant entre 6% et 8% au-delà de 30 jours (Borges 2010a, 266). Ainsi, le système d'octroi et de surveillance des crédits de la BP est jugé efficient et géré de manière soutenable.

1.7 Des entreprises imbriquées

L'évolution de la BP est caractéristique d'une complexification des activités en faveur de la constitution d'un bien commun à l'échelle communautaire. Outre le fait que la BP partage le même espace physique avec l'ASMOCONP et l'Institut Palmas, les imbrications entre les différentes entreprises sont substantielles et méritent quelques éclaircissements.

Si elle a créé la BP comme un de ses projets de développement communautaire, l'ASMOCONP exerce aujourd'hui des activités de contrôle social sur les actions de la BP. S'opérant principalement dans l'instance de délibération collective du FECOL, ce contrôle tend à rappeler la mission sociale et l'appartenance communautaire de la BP, en développant conjointement des programmes sociaux et économiques en faveur des groupes sociaux les plus vulnérables. Parallèlement, l'ASMOCONP cherche à mener des actions complémentaires de celles de la BP dans le quartier.

De cette façon, la BP est responsable des activités d'appropriation de la ressource commune et détermine à qui sont octroyés les crédits. Elle assure l'administration opérationnelle des produits financiers et surveille le remboursement effectif des crédits en appliquant le régime de sanction défini plus haut. C'est également la BP qui est chargée de résoudre les conflits existants avec les appropriateurs.

Apparu en 2003 pour des raisons principalement juridiques, l'Institut Palmas (IP) est chargé, d'une part, de diffuser le modèle de finances solidaires dans d'autres communautés et, d'autre part, d'élaborer des partenariats avec des institutions publiques et privées. Grâce aux conventions avec des institutions financières, l'IP dispose d'un fonds de capital qu'il met principalement à disposition de la BP, mais aussi à d'autres BCD du réseau. Ainsi, l'IP assure à la BP un accès au capital, de même que la gestion et le contrôle des crédits et des autres produits financiers et programmes sociaux dont bénéficie la BP. Par ailleurs, l'Institut représente l'entité juridique formelle à laquelle est rattachée la BP.

Les imbrications substantielles qui existent entre ces trois structures sont soulignées par Joaquim Melo :

« J'ai l'habitude de faire cette plaisanterie : c'est comme le père, le fils et le saint esprit. C'est trois et un. Il est presque impossible de séparer une chose de l'autre. Dans la pratique c'est le même bâtiment, se sont les mêmes choses, les mêmes personnes. Mais la BP n'existe pas juridiquement ! La BP est le nom d'un projet. Ce qui existe juridiquement c'est l'IP et l'association des habitants. [...] Le crédit qui circule dans la BP et le correspondant bancaire, sont faits au nom de l'IP. [...] Au quotidien, certaines personnes disent que c'est de l'association, d'autres que c'est de l'Institut. Mais juridiquement, ce qui est dans la BP vient de l'IP. » (E.1)

Figure 5 : imbrication des différentes entités constitutives de l'expérience Palmas.

<i>Nom de l'organisme</i>	ASMOCONP	Banco Palmas	Instituto Palmas
<i>Date de création</i>	1981	1998	2003
<i>Origine</i>	Mouvement social	ASMOCONP	ASMOCONP et Banco Palmas
<i>Objectifs</i>	Principalement politique : organisation du quartier et mobilisation des habitants pour l'amélioration des conditions de vie	Principalement économique : inclusion socio-productive des habitants afin de générer emplois et revenus	Capter des ressources publiques et privées et diffuser la méthodologie de la BP
<i>Outils/actions</i>	Faire connaître les droits des habitants et porter leurs réclamations devant les pouvoirs publics	Développer un réseau local d'économie solidaire par les finances solidaires (microcrédit et monnaie sociale) et la formation des habitants	Accompagnement à l'implantation et au développement des BCD ; plaidoyer politique
<i>Activités par rapport à la gouvernance des ressources communes</i>	Organisation conjointe du FECOL (choix collectif)	Activités d'appropriation, de surveillance, d'application des règles, de gouvernance et de résolution des conflits	Activités de fourniture et de renforcement juridique
<i>Statut juridique</i>	ASBL	Pas de statut juridique Dépend de l'IP	OSCIP (Organisation de la Société Civile d'Intérêt Public)

Source : travail personnel.

1.8 Relations avec les autorités publiques

Cette complexité des imbrications entre les entreprises est en grande partie due à la difficulté de reconnaissance institutionnelle dont fait l'objet la BP. En effet, il n'existe pas de statut juridique adapté pour les banques communautaires. Aussi, la BP travaille-t-elle sous-couvert de l'IP qui est légalement une OSCIP (Organisation de la Société Civile d'Intérêt Public) de microcrédit. Comme le souligne Joaquim Melo, ce cadre juridique est crucial,

puisque'il permet à l'IP et à la BP de travailler, mais n'est pas formellement adapté pour une banque communautaire :

« Nous sommes d'un point de vue légal une OSCIP de microcrédit. [...] S'il n'existait pas ce statut spécial pour les OSCIP, la banque communautaire ne pourrait fonctionner d'aucune façon. Ce fut la loi des OSCIP de 2002 qui nous a ouvert cette possibilité d'opérer comme correspondant bancaire, de faire des prêts, d'emprunter aux autres banques... Il est donc nécessaire d'avoir un statut juridique pour avoir le minimum d'accès aux services financiers commercialisés sur le marché brésilien. Même comme cela, nous luttons pour avoir un statut juridique pour les banques communautaires [...] Nous n'avons pas de statut qui nous permette de capter l'épargne, émettre des chèques, ouvrir un compte courant... une série de choses que seules les banques commerciales peuvent faire. » (E.1)

Dans cette section, nous étudierons les relations que la BP a entretenues et entretient avec la Banque Centrale Brésilienne. Puis, nous évoquerons le projet législatif visant à instaurer un cadre juridique adapté. Enfin, nous poursuivrons l'examen des relations avec les autorités publiques en considérant les partenariats avec les pouvoirs publics fédéraux.

1.8.1 Les relations avec la Banque Centrale

La BP a suscité l'attention de la Banque Centrale Brésilienne (BCB) dès ses origines en 1998. A l'époque, la BP prétendait pouvoir capter l'épargne des habitants. Or, comme elle n'était pas officiellement une institution financière, elle ne pouvait pas légalement proposer ces services bancaires. Ainsi, la BCB ordonna à la BP de cesser ces activités relatives à l'épargne car elles constituaient un crime contre le système financier national (Viana Faustino 2007).

En 2003, la BCB a assigné en justice la BP en raison de la monnaie Palmas. Le motif invoqué était que l'émission d'une monnaie fiduciaire allait contre les compétences constitutionnelles exclusives de la BCB en termes d'émission monétaire et de régulation de l'offre de la monnaie (Vasconcelos Freire 2011). La BCB perdit son procès contre la BP car la monnaie sociale n'avait « à aucun moment [...] affecté la normalité de la circulation fiduciaire du Réal » (Vasconcelos Freire 2011, 81). Elle était également légale au regard du droit constitutionnel qu'ont les citoyens d'avoir un accès aux finances (Kennedy et al. 2012).

A la suite de ces procès, la BCB manifesta une volonté de mieux comprendre le phénomène des monnaies sociales fiduciaires. Ainsi, elle lança en 2007 un projet stratégique intitulé « Etude et accompagnement de l'évolution des monnaies sociales au Brésil ». Cette recherche avait comme objectif de « connaître et évaluer les possibilités, limitations et potentialités des monnaies sociales » en considération des aspects théoriques et pratiques des expériences brésiliennes et de « créer un mécanisme qui permette l'accompagnement, de forme permanente, de l'évolution des monnaies sociales dans le pays » (Vasconcelos Freire 2011, 78-79). Cette étude commença en septembre 2007, mais fut suspendue le 10 mars 2008.

Toutefois, la BCB a par la suite reconnu l'utilité des monnaies sociales et plus généralement des banques communautaires de développement. Tout d'abord, elle a consulté différents praticiens et théoriciens des banques communautaires lors de la constitution d'un rapport consacré aux dispositifs nationaux d'inclusion financière (Feltrim, Ferreira Ventura et von Borowski Dodl 2009). Cette reconnaissance de l'utilité sociale des BCD fut par la suite officialisée en 2009 par l'élaboration d'une *note technique* réalisée conjointement avec le Secrétariat National de l'Economie Solidaire (Place 2011). Si cette note technique participe d'un embryon de position officiel, elle ne régule pas pour autant le statut des BCD.

Sandra Magalhães résume la position de la BCB de la manière suivante :

« Que fait la banque centrale aujourd'hui ? La BCB ne régule pas : elle déclare que ce n'est pas du domaine de ses compétences car il s'agit d'un projet des communautés. Mais à chaque fois qu'apparaît une nouvelle BCD, la couverture médiatique fait que la BCB est consultée par les Etats ou les ministères. Il existe une note technique entre la SENAES et la BCB sur les BCD et les monnaies sociales : ils ne disent pas que c'est interdit mais ils ne régulent pas. La BCB dit que ce n'est pas à elle de réguler ces systèmes. » (E.2)

1.8.2 Une tentative de législation

Par conséquent, selon la BCB, comme cette monnaie émane et appartient à la société civile, c'est à la société de la normaliser. La responsabilité repose donc sur les pouvoirs exécutifs et législatifs et non sur la BCB. A cet effet, deux projets législatifs visant à élaborer un cadre juridique et réglementaire pour les BCD et leur monnaie sociale ont été introduits au parlement fédéral par la députée Luiza Erundina en 2003 puis en 2007. Après un premier refus, le projet, désigné comme « loi complémentaire à l'article 192 de la Constitution

fédérale de la République Brésilienne », fut archivé par la législature précédente. Depuis mars 2011, il a été désarchivé et est actuellement en cours de traitement (Vasconcelos Freire 2011). Ce dernier a reçu un appui favorable du rapporteur de la Commission du travail, de l'administration et des pouvoirs publics, le député de Fortaleza Eudes Xavier. La loi complémentaire vise à pallier le flou juridique relatif aux BCD. Pour ce faire, elle prévoit d'établir la création d'un « Segment national de finances populaires et solidaires » et d'un cadre juridique adapté pour les BCD (Erundina 2007). Régulant la constitution, le fonctionnement et la fiscalisation des BCD, une telle loi désigne les BCD comme des « institutions civiles, sans but lucratif, ayant pour objectif de promouvoir des services financiers afin de fomentier la production populaire et solidaire et le développement socio-économique des communautés » (Erundina 2007). Elle permettrait également aux BCD de développer des nouveaux services financiers, notamment des activités de dépôt à vue et à terme, mais surtout d'épargne communautaire.

Si le projet de loi est de nouveau à l'étude, la BP et l'IP font désormais pression pour la concession d'un décret présidentiel qui serait moins complexe à élaborer et permettrait tout autant de créer une politique publique adaptée aux BCD (E.2).

1.8.3 Des partenariats avec les pouvoirs publics

Malgré l'inexistence d'un statut juridique spécifique pour les banques communautaires, l'IP a signé de nombreux partenariats avec les pouvoirs publics. Tout d'abord, il travaille en étroite collaboration avec le Secrétariat national de l'économie solidaire (SENAES), inclus au sein du ministère du travail et de l'emploi. S'inscrivant dans la stratégie de finances solidaires de la SENAES, les projets menés par l'IP visent la diffusion de la méthodologie à l'échelle nationale. Pour ce faire, l'IP agit comme un consultant : il fournit des formations aux associations et acteurs locaux intéressés pour implanter une BCD. Une fois celle-ci établie, l'IP apporte généralement un soutien logistique afin de consolider la BCD établie. Le premier partenariat de ce type fut établi en 2005 et portait le nom de *Projeto de apoio à organização de bancos comunitarios* (Projet d'appui à l'organisation de banques communautaires) (Silva Junior 2007). Depuis lors, de nouveaux contrats ont été signés avec la

SENAES et, à partir de 2008, quatre autres organismes régionaux participent à la diffusion et à la consolidation des BCD²².

L'IP travaille également en partenariat avec le gouvernement de l'Etat du Ceara, via le Fonds Etatique de Combat contre la Pauvreté du Ceara (FECOP). Comme pour la SENAES, l'IP est engagée pour fournir des services visant à édifier et consolider des BCD dans d'autres territoires, mais cette fois à l'échelle de l'Etat. Le gouvernement du Ceara a mobilisé des fonds pour la création de 20 BCD, que l'IP était chargé de fonder avec les communautés (E.8). Par delà ces partenariats avec les pouvoirs publics étatiques et nationaux, l'IP travaille directement pour les municipalités qui en font la demande. Ainsi, il a par exemple directement participé à la construction des BCD des municipalités de São João do Arraial dans l'Etat du Piauí, de Silva Jardim et de la Cidade de Deus dans l'Etat de Rio de Janeiro. Ces dernières collaborations se mettent en place grâce à une volonté politique active des pouvoirs locaux.

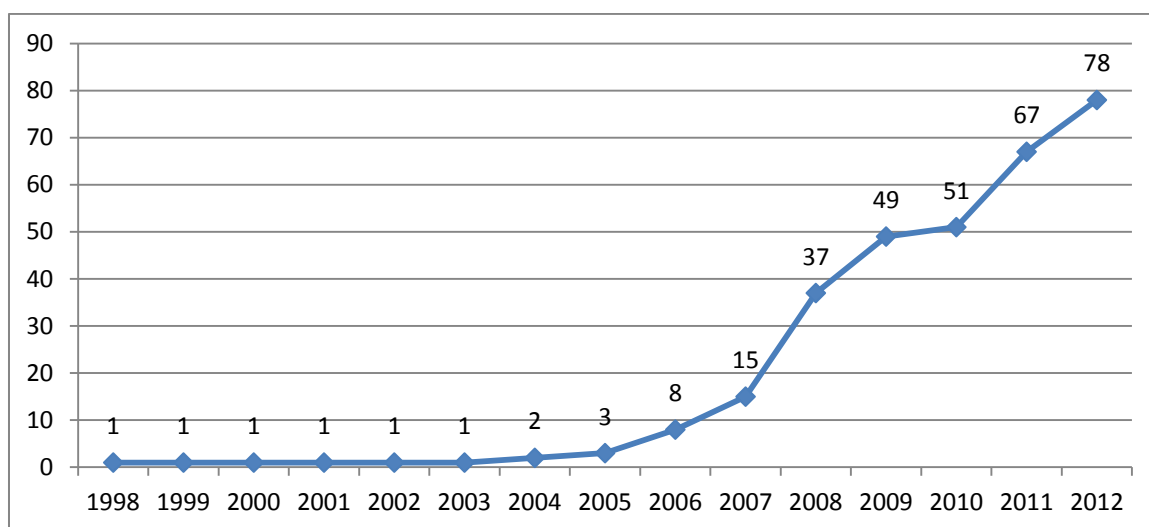
La dissémination de la méthodologie Palmas, rendue possible par l'appui des différents pouvoirs publics, a engendré la création d'un réseau à l'échelle nationale qui compte aujourd'hui 78 BCD²³.

²² En 2008, la SENAES décida d'allouer quatorze millions de réais pour le développement des BCD. L'organe fédéral conclut que l'IP était une trop petite structure pour absorber l'entièreté de cette somme. Il décida donc que chaque région devait se prémunir d'une structure propre afin de développer les BCD à l'échelle régionale. L'IP devenant le coordinateur à l'échelle nationale, quatre des cinq régions brésiliennes se munirent d'une entité chargée de passer les contrats avec le gouvernement fédéral. Deux structures universitaires font partie du programme : l'Incubateur technologique en économie solidaire de l'Université Fédérale de la Bahia (ITES/UFBA) pour la région du Nordeste et le Noyau d'économie solidaire de l'Université de São Paulo (NESOL/USP) pour la région Sudeste. La banque communautaire Banco Bem est elle aussi chargée de disséminer les technologies des BCD dans la région Centre-Ouest à travers la structure Ateliê de Ideias – bénéficiant du statut d'OSCIP. La Banco Bem est donc à son tour devenue une référence clé dans l'extension du modèle. Enfin, l'ONG Institut Capital Social de l'Amazonie est chargé de la région Norte (E.1).

²³ Si la BP constitue le modèle de référence des BCD, il n'en reste pas moins que sa réalité est fort différente de celles des autres BCD. Le niveau de maturité et d'articulation de la BP, tout comme le capital social de la communauté, ne se retrouve pas dans d'autres localités et BCD en cours d'implantation ou de consolidation. Ainsi, au fur et à mesure de la dissémination de la méthodologie, il est apparu que les BCD divergent fort d'un endroit à l'autre et que les pratiques de finances solidaires devaient s'adapter à leur local d'implantation. En janvier 2006, l'IP décida d'organiser une rencontre entre toutes les BCD en fonctionnement ou en phase d'implantation dans le but de définir les caractéristiques effectives d'une BCD²³. Il fut en outre décidé de créer le Réseau brésilien des banques communautaires (*Rede brasileira de bancos comunitarios*) (Duran Passos 2007).

L'articulation et la coordination du réseau est assurée par l'IP. Cette représentation n'est pas formelle puisque le réseau n'existe pas juridiquement : la légitimité est historique. Le rôle de l'IP est crucial puisque c'est lui qui représente le réseau auprès de la BCB et du gouvernement ; l'institut est comme le tuteur et la coupole des autres BCD. Ce réseau est constitué de deux OSCIP (la BP et la Banco Bem) ; le reste des BCD étant dépendantes de petites associations. L'IP se charge d'assurer l'accès aux ressources pour 13 autres BCD se trouvant principalement à proximité de la BP (11 au Ceara et 2 dans l'Etat de Rio de Janeiro). Les autres BCD sont indépendantes de l'IP et dépendent financièrement de mécénats (entreprises privées) et de donations. Les pouvoirs publics locaux peuvent aussi aider techniquement, financièrement et en nature la construction et

Figure 6 : évolution du nombre de BCD existantes par année depuis la création de la BP.



Source : données fournies par l'IP.

II. Une gestion durable de la ressource commune

Comme tout organisme d'économie solidaire, la BP conjugue hybridation des ressources économiques et des logiques d'action (Laville 2007). Ainsi, elle a engagé différents partenariats avec des banques commerciales publiques et des entreprises privées. Nous étudierons maintenant l'influence de ces collaborations sur la durabilité et l'extension du système de ressources communes.

2.1 Evolution des partenariats financiers

Jusqu'en 2005, la BP n'avait que 30 000 R\$ en réserve (soit moins de 12 000 €). Venant de donations privées, principalement étrangères (comme Oxfam ou la GTZ), ces fonds

consolidation des BCD (Instituto Palmas 2011a). Voir en annexe le point consacré à la méthodologie utilisée pour implanter une BCD.

très limités lui permettaient d'avoir seulement une trentaine de clients à l'année²⁴. Cette insuffisance de fonds propres était donc fort contraignante pour le développement de ses activités. Ne pouvant récolter l'épargne, le seul accès au capital financier se trouvait (et se trouve encore) dans l'élaboration de convention avec des banques publiques (França Filho, et al. 2012). Parallèlement, la BP en a profité pour diversifier son offre de services financiers.

2.1.1 Une première collaboration avec la Banque Populaire du Brésil

Le premier contrat avec la Banque Populaire du Brésil (BPB)²⁵ fut décisif dans l'augmentation des ressources de la BP. Ce fut à travers le Programme national de microcrédit productif orienté (organisé par le ministère du travail et de l'emploi) que la BPB ouvrit une ligne de crédit pour l'IP. Celle-ci se composait sous la forme d'un prêt évolutif atteignant 1 000 000 R\$ (390 000 €)²⁶. Le prêt était évolutif puisque le premier versement de la BPB à l'IP fut de 50 000 R\$. Ce ne fut qu'une fois celui-ci remboursé que furent attribués 100 000 R\$, puis 200 000 R\$ et enfin 1 000 000 R\$. L'IP empruntait cet argent au taux de 2% par mois et était responsable en cas de non-remboursement des crédits (Borges 2010a). Toutefois, la BP décidait elle-même des conditions d'attribution et d'octroi des crédits. Ce partenariat avec la BPB se termina en 2010, lorsque l'IP trouva un accès au capital dans de meilleures conditions (E.1).

Outre l'accès au capital, ce partenariat avec la BPB incluait –et inclut toujours– des activités de correspondant bancaire avec la Banque du Brésil (BB)²⁷ (Duran Passos 2007). Cela signifie que l'IP est habilité à fournir les quatre services de la BB suivants : retraits et dépôts sur les comptes BB, impression d'extraits et consultation du solde des comptes (E.4). L'IP reçoit une rémunération différenciée en fonction des opérations réalisées. La

²⁴ De plus, jusqu'en 2002, la BP ne pouvait prêter de l'argent qu'à un taux d'intérêt de 1%, en raison de son statut d'association.

²⁵ « La Banque Populaire du Brésil est une entreprise subsidiée de la Banque du Brésil [banque à capital mixte entre l'Etat et le privé], fondée en 2003 et destinée exclusivement aux personnes de bas revenus ; c'est-à-dire que c'est une banque qui opère conjointement avec la Banque du Brésil, mais qui réalise seulement de petites opérations de forme simple et peu chère. Son objectif est d'être une politique publique de bancarisation et de démocratisation d'accès au crédit, avec la mission de permettre l'inclusion bancaire de populations à faibles revenus » (Borges 2010a, 266).

²⁶ Avec ces fonds de 1 000 000 R\$, les 30 000 R\$ dont disposait préalablement la BP furent destinés au système de monnaie sociale. Nous y reviendrons plus tard.

²⁷ Le partenariat avec la BPB, filiale de la Banque du Brésil, ne permet pas la création de compte : elle offre un accès au capital plus simple pour les OSCIP de microfinance. Les opérations de correspondance bancaire se font en relation aux comptes de la Banque du Brésil.

correspondance bancaire incorpore également la possibilité de payer des factures (eau, électricité, téléphone, etc.) et de rembourser des crédits contractés auprès d'agences commerciales. L'IP est aussi gestionnaire du réseau de correspondance bancaire de la BB envers les autres BCD. En effet, aucune des BCD du réseau n'a de contrat avec la BB²⁸ ; uniquement l'IP qui est par conséquent « responsable légal pour les opérations dans toutes les BCD liées au système » (Borges 2010a, 275). Aujourd'hui, l'IP assure la correspondance bancaire de 13 autres BCD.

En 2011, la BP réalisa 46 375 transactions dans le cadre du correspondant bancaire BB, pour une valeur de 23 233 179,13 R\$ (soit plus de 9 millions d'euros). Parallèlement, les 13 BCD du réseau appuyées par l'IP pour les activités de correspondant bancaire réalisèrent 185 882 opérations pour un total de 20 144 068,14 R\$ (soit près de 7 800 000 €). Il est par conséquent intéressant de constater la grande capacité de contrôle et de régulation de l'IP : l'Institut gère près de 45 millions de réais dans ce partenariat pour 14 BCD (BP incluse) (Instituto Palmas 2011b).

2.1.2 La convention avec la banque *Caixa Econômica*

Aujourd'hui, la majorité des activités de correspondance bancaire se fait avec la banque publique *Caixa Econômica*. Cette banque exécute l'immense majorité des programmes sociaux fédéraux. Elle répond donc davantage aux besoins des populations à faibles revenus composant l'essentiel des habitants du *Conjunto* puisque, d'une part, elle est plus accessible que la BB²⁹ et, d'autre part, elle assure le versement de la *Bolsa família*, des retraites, des allocations chômage, etc. Par conséquent, en 2011, la BP a réalisé 234 031 opérations pour la *Caixa* pour un total de 27 727 791,97 R\$ (soit un peu moins de 11 millions d'euros). Au total, la BP a effectué 280 406 opérations pour la BB et la *Caixa*, pour un total de 50 960 971,1 R\$ (soit un peu moins de 20 millions d'euros) (Instituto Palmas 2011b).

²⁸ Il est possible que le Banco Bem ait un contrat indépendant avec la BPB puisqu'elle a le statut d'OSCIP. Toutefois, nous ne pouvons l'affirmer, ignorant la situation de cette banque communautaire.

²⁹ Il est très difficile pour des personnes pauvres et travaillant dans l'économie informelle d'ouvrir un compte dans la BB puisqu'elle applique des critères marchands, et est donc plus exclusive que la *Caixa Econômica*.

Figure 7 : chiffres de 2011 relatifs aux différents produits financiers de la BP et de l'IP, hors microcrédit.

		Partenaire mobilisé	Banco Palmas	Instituto Palmas³⁰	Total BP + IP
Correspondance bancaire	Nombre de transactions	<i>BB</i>	46 375	185 882	232 257
		<i>Caixa</i>	234 031	44 618 ³¹	278 649
	Valeur des transactions (R\$)	<i>BB</i>	23 233 179,13	20 144 068,14	43 377 247,27
		<i>Caixa</i>	27 727 791,97	5 047 425,18 ³²	32 775 217,15
Bolsa Familia³³	Nombre de versements BF	<i>Caixa</i>	31 737	5 401 ³⁴	37 138
	Valeur des versements BF (R\$)	<i>Caixa</i>	3 414 440,00	643 603,00 ³⁵	4 058 043,00
Ouverture de comptes courants³⁶		<i>Caixa</i>	2 670	30 ³⁷	2 700
Micro-assurance vie		<i>Zurich et Camed</i>	2 124	87	2 211

Source : Instituto Palmas (2011b).

Avec la *Caixa*, l'IP n'est pas responsable de l'ensemble des autres BCD adhérentes au système. La *Caixa* a en effet opté pour des activités décentralisées et signe des contrats directement avec les BCD, sans passer par l'IP. Aussi, l'IP gère cette activité uniquement pour la BP, mais aussi pour le « point de finances solidaires » de São João qui ne constitue pas une BCD à proprement parlé mais plutôt une sorte de relais de la BP dans cette localité se situant à 2 km du *Conjunto Palmeiras*³⁸. La rémunération de la *Caixa* par opération est certes inférieure à celle adoptée par la BB, mais elle est graduelle puisque plus il y a d'opérations réalisées, plus la *Caixa* rémunère la BP par opération (E.4).

Selon Otaciana Barros, superviseuse de la correspondance bancaire, ces activités permettent d'attirer beaucoup de monde dans la BP : les personnes viennent pour payer leurs

³⁰ Cette colonne incorpore les BCD bénéficiant de l'appui de l'IP. La BP est exclue de ces données, faisant l'objet d'une colonne spécifique. Les BCD concernées sont les banques : São Cristovão, Sertanejo, Dendesol, Bandesc, Dunas, Ocards, Pacatubanco, Potira, Quixada, Bansol, Buriti, Capivari, Cidade de Deus.

³¹ Chiffres relatifs au « point de finances solidaires » de São João.

³² Voir note de bas de page 55.

³³ Ces données sont déjà incluses dans les transactions de correspondance bancaire.

³⁴ Voir note de bas de page 55.

³⁵ Idem.

³⁶ Les comptes courants sont ouverts par la BP mais les clients sont officiellement de la *Caixa Econômica*.

³⁷ Voir note de bas de page 55.

³⁸ La BP/IP organise la gestion de ce « point de finances solidaires » en termes de microcrédit et de correspondance bancaire (paiements, comptes courants et *Bolsa família*).

factures ou recevoir leurs allocations et ressortent en connaissant la BP et ses services (E.4). L'intérêt pour les habitants réside donc dans la proximité et la rapidité de la BP. L'agence bancaire la plus proche du *Conjunto Palmeiras* se situe en effet à plus de 10 km, ce qui représente une perte de temps et d'argent non négligeable. Pour s'y rendre, les habitants devaient prendre un autobus, payer leur trajet et attendre dans la file une fois rendus sur place. Si cela était fastidieux pour tout un chacun, il l'était encore plus pour les entrepreneurs qui avaient davantage de versements à régler. Aujourd'hui, ces derniers laissent leurs factures avec l'argent et la BP se charge d'effectuer leurs opérations sans nécessiter leur présence. Ce système pour les entrepreneurs est effectué gratuitement, ce qui diffère des banques commerciales (E.4).

La convention avec la *Caixa Econômica* inclut également un accès au capital financier de la banque publique. Cependant, il s'agit d'un « contrat de mandat » : la *Caixa* autorise la BP à prêter en son nom, mais ne laisse pas le capital à sa disposition. C'est la *Caixa* qui prête l'argent aux clients de la BP et la BP agit comme intermédiaire. L'intérêt d'un tel système est que les ressources sont presque illimitées car sont celles de la banque publique. De plus, la BP n'est pas responsable en cas de non-remboursement. Toutefois, le système de crédit est plus bureaucratique : les conditions d'octroi des crédits sont entre autres basées sur le système de SPC et il est nécessaire que le client ait un patrimoine. Seules une quarantaine de personnes ont actuellement un prêt de la *Caixa*. Cette dernière donne 0,9% de la valeur du prêt à la BP pour son rôle d'intermédiaire (E.1).

2.1.3 Croissance du capital et diversification des produits financiers

Le principal accès au capital est aujourd'hui assuré par la Banque nationale de développement économique et social (BNDES). La BNDES n'est pas une banque commerciale mais une entreprise publique fédérale qui fournit un accès au capital financier aux personnes morales (banques et grandes entreprises nationales) pour la réalisation d'investissements de développement stratégique. L'IP a établi un partenariat avec le BNDES en 2010 et a désormais accès à un portefeuille de 3 000 000 de Réais (soit près de 1 200 000€). L'Institut met ces fonds à disposition pour la BP mais également pour 13 autres

BCD³⁹. Les BCD gèrent ainsi elles-mêmes les ressources, selon leurs critères d'attribution. La gestion est donc des BCD mais le crédit provient de l'IP qui le distribue en fonction des besoins (E.8). La BP capte 84% du total de ce capital, soit 2 604 098,06 R\$ (Institut Palmas 2012a) ; capital qui coûte en moyenne 0,8% par mois, ce qui est inférieur à plus d'un point au coût de l'argent fourni par la BPB (E.1).

Par ailleurs, depuis 2010-2011, la BP propose également des services de micro-assurance vie aux habitants du quartier. Comme une OSCIP ne peut émettre une assurance, l'IP a signé un partenariat avec les compagnies privées Zurich et Camed⁴⁰. La suisse Zurich est l'assureur officiel : en cas de décès elle donne l'argent à la famille du défunt. La brésilienne Camed a un rôle de « correcteur »⁴¹ (E.3). La BP est l'intermédiaire et à ce titre reçoit 25% de la valeur des contrats à chaque convention vendue. Comme le confirme Elias Lino dos Santos, assistant technique en micro-assurance (E.3), il existe deux types d'assurance vie. Le *Palmas microsseguro* coûte 35 R\$ (14 €) à l'année et donne le droit à une indemnisation de 3 000 R\$ (1 200 €) en cas de décès dans la famille (mari, femme et enfants), auxquels s'ajoutent une aide funéraire de 1 000 R\$ (400€). En contractant cette assurance l'assuré participe automatiquement à une loterie nationale mensuelle dont le lot est de 5 000R\$ (2 000€). Le *Palmas microsseguro Bolsa familia* est une assurance vie créée spécifiquement pour les femmes de la *Bolsa familia*. Coûtant 10 R\$ (4€) pour un an, cette assurance confère une indemnité de 300 R\$ (120€) en cas de décès, et une aide funéraire de 700 R\$ (280€), uniquement limitée au titulaire (Instituto Palmas 2012b). En 2011, la BP vendit 2 124 micro-assurances. Ce nombre important est en partie dû au fait que la BP incite fortement ses clients à souscrire à ce produit financier. Cependant, selon Sandra Magalhães, ces assurances vie représentent une micro-révolution sociale pour le quartier :

« Ainsi, quand nous avons commencé à réfléchir sur ce thème, nous avions cet objectif d'offrir aux personnes la possibilité de prendre une assurance. Car en réalité, les riches ont toujours des assurances avec tout ; tous leurs biens sont assurés. Mais, si on part du principe que les pauvres n'ont pas de biens, n'ont rien à assurer, alors ce service ne leur a jamais été offert. Donc, quand nous avons commencé ici, l'idée fut d'offrir à la communauté un service auquel elle n'avait jamais eu accès. » (E.2)

³⁹ Nous détaillons en annexe ce partenariat et le rôle de l'IP dans l'administration du crédit auprès des 13 autres BCD.

⁴⁰ L'IP s'occupe de la fourniture de micro-assurance pour la BP mais également de trois autres BCD : Banco Ocards, Banco Tupinamba, Banco Paju (Instituto Palmas 2011b).

⁴¹ N'étant pas spécialiste de la finance, nous ne savons pas quel est le rôle exact de la Camed en tant que correcteur. Toujours est-il qu'il est intéressant de constater la capacité de la BP à constituer un partenaire crédible pour des professionnels de la finance.

Ainsi, les différents partenariats avec des entreprises bancaires et financières publiques et privées ont permis à la BP de développer significativement son portefeuille. De plus, ces collaborations ont engendré une diversification des activités d'inclusion financière sous la forme de correspondance bancaire et de micro-assurances vie.

2.2 Vers un isomorphisme institutionnel

En interagissant avec les entreprises publiques et privées et les pouvoirs publics fédéraux, la BP s'insère dans un « champ organisationnel » qui exerce une influence croissante sur son mode de fonctionnement. Le *champ organisationnel* :

« fait référence à cet ensemble d'éléments symboliques, de pratiques sociales, de routines fonctionnant comme « connaissance locale » [...]. A l'intérieur d'un champ interagissent différents acteurs (entreprises, organisations publiques, associations de catégorie, associations professionnelles, syndicats) qui instituent des croyances légitimées auxquelles il faut se conformer, en influençant le cours de l'action économique. Un champ organisationnel est formé par des individus qui se contaminent réciproquement et qui contribuent à définir des normes de référence par rapport à différentes dimensions de la vie d'une organisation (les politiques de gestion du personnel, le développement de nouveaux produits/services, la recherche de nouvelles solutions pour la résolution de problèmes...) ». (Rizza 2008, 11)

La structuration d'un champ organisationnel est composée du « renforcement de l'interaction entre les organisations présentes dans le champ », de « l'émergence de structures inter-organisationnelles de domination », d'un « volume croissant d'information » et « d'une prise de conscience chez les membres d'une même organisation d'être engagés dans une entreprise commune » (Rizza 2008). Dans le cas de la BP/IP, nous pouvons définir une diversité importante d'organisations et d'institutions à l'intérieur du champ organisationnel. Celui-ci incorpore en effet le Secrétariat national de l'économie solidaire, des banques publiques (BB, Caixa Econômica, BNDES), des institutions privées (Zurich, Petrobras⁴²...), les BCD membres du réseau et cogérées par l'IP, et les clients du quartier. Si les liens avec ces derniers sont basés sur une logique de coopération et de réciprocité, les relations avec les premiers ne sont pas exemptes d'exigences d'efficacité économique. Il existe par conséquent

⁴² L'IP développe des programmes sociaux à destination de la communauté. Ceux-ci sont financés par les activités de mécénat d'entreprises, comme la Petrobras.

une tension entre la mission sociale de la BP et les impératifs de rentabilité financière imposés par les partenariats. Ceci soulève donc des questions concernant la survie à terme de certains processus communautaires existants actuellement dans la BP, comme cela a pu se dérouler avec certaines mutualités et coopératives européennes (Bidet 2003).

Sur ce dernier point, nous pouvons nous demander s'il existe un risque d'*isomorphie institutionnelle* ; cette dernière reprenant « la tendance des organisations présentes dans un domaine à se ressembler [et] l'homogénéisation des critères de conduite » (Rizza 2008, id.). Aussi, la logique de fonctionnement propre aux institutions publiques et privées risque-t-elle de transformer graduellement la gestion et la gouvernance de la BP, puisqu'en effet « les caractéristiques organisationnelles se modifient pour devenir progressivement compatibles avec les traits dominants de l'environnement » (Huault 2012, 3). DiMaggio et Powell (Rizza 2008, Huault 2012) ont ainsi défini trois formes d'isomorphismes : l'isomorphisme coercitif, l'isomorphisme normatif et l'isomorphisme mimétique.

2.2.1 Une isomorphie coercitive

L'*isomorphie coercitive* résulte des « pressions exercées par le contexte social à l'intérieur duquel les organisations opèrent » (Rizza 2008). Dans ce cas, différentes coercitions sont exercées sur la structure institutionnelle de la BP et de l'IP. Tout d'abord, les dispositions légales en place ont informellement contraint la BP de se doter d'une structure juridique d'OSCIP afin de jouir d'une certaine légitimité et d'un accès aux ressources publiques. L'adoption de cette structure organisationnelle oblige l'IP à se soumettre aux règles édictées par l'Etat. En tant qu'OSCIP, l'IP doit envoyer sa comptabilité annuelle au ministère de la justice qui doit l'approuver. Ce contrôle gouvernemental a permis une certaine professionnalisation des pratiques et a parallèlement mené l'IP à adopter des modes de gestion cadrant dans les exigences des pouvoirs publics. Ensuite, les contrats avec les institutions bancaires et d'assurance imposent un mode de gestion axé sur l'efficacité puisque la BP et l'IP doivent rendre des comptes financièrement. Par ailleurs, la BP et l'IP ont aussi dû se conformer aux formalités administratives inhérentes aux partenariats philanthropiques (mécénat) dont ils bénéficient pour l'élaboration de leurs programmes sociaux.

Par conséquent, l'isomorphie coercitive se concrétise à travers les contraintes statutaires et procédurales des bailleurs de fonds publics et privés auxquelles la BP et l'IP ont

dû se soumettre ; les bailleurs demandant en effet davantage de suivi, de contrôle et de transparence.

2.2.2 Une isomorphie normative

L'*isomorphisme normatif* accorde une grande importance à la professionnalisation, « appréhendée comme l'ensemble des efforts collectifs des membres d'une profession pour définir leurs conditions et méthodes de travail [...] leur garantissant un degré d'autonomie suffisant » (Huault 2012, 4). Dans le cas de la BP, nous pouvons noter une professionnalisation en cours en termes de gestion. En effet, la BP et l'IP utilisent depuis 2012 un nouveau logiciel de comptabilité. Avant son utilisation, tout le traitement des crédits était opéré manuellement (encodage des données par le personnel). Ayant davantage d'erreurs, cette gestion posait des problèmes dans l'actualisation des données et le contrôle du portefeuille. Le même système était utilisé depuis l'origine de la BP. Le nouveau logiciel de gestion est contracté auprès d'une entreprise de l'Etat du Rio Grande do Sul. Si la BP et l'IP travaillent depuis le début de l'année avec ce software, celui-ci n'est pas adapté pour assurer une comptabilité bimonétaire. C'est pourquoi l'IP travaille parallèlement avec l'entreprise informatique indienne Mahiti pour développer un logiciel spécifique aux BCD qui inclurait les deux monnaies ; ce qui permettrait par exemple de suivre le fait de prendre un crédit en une monnaie et de rembourser dans l'autre (E.1). Par ailleurs, l'IP fait partie de l'association professionnelle internationale AIESEC et recrute certains travailleurs par ce réseau. Ainsi, l'actuel assesseur national des crédits Asier Ansorena a étudié les sciences politiques et économiques dans l'Université du Michigan, aux Etats-Unis. L'inclusion de managers internationaux participe de cette application de méthodes normatives plus généralement utilisées dans les institutions financières.

De plus, l'IP est également chargé de former les employés de la BP et des autres BCD. Il assure ainsi un rôle pivot dans la professionnalisation des BCD. Dans ce contexte, l'isomorphisme normatif serait davantage de l'IP vers l'ensemble du réseau puisque l'IP est chargé de former le personnel exécutif des BCD, quand d'autres organismes régionaux les accompagnent par la suite. Ce processus vise à créer un « socle culturel commun » (Rizza 2008) basé sur les valeurs et la méthodologie de la BP, tout en structurant le champ

organisationnel en renforçant le rôle des acteurs communautaires et, par conséquent, leurs actions face aux acteurs publics et privés.

2.2.3 Une isomorphie mimétique

Enfin, l'*isomorphie mimétique* peut être définie comme une « imitation de formes organisationnelles déjà disponibles, considérées comme efficaces et légitimes » (Rizza 2008). Cette homogénéisation des pratiques consiste principalement à répéter des comportements perçus comme performants par le marché. Dans le cas de la microfinance, il pourrait s'agir d'offrir des services bancaires selon une logique plus commerciale qu'inclusive et communautaire. Par le passé, l'application de principes managériaux par certaines ONG a pu les contraindre de privilégier des pratiques axées davantage sur les résultats économiques (Rosengard 2004) ; logique pouvant potentiellement s'avérer peu compatible avec celle de l'inclusion sociale. Or, avec l'obligation d'assurer ses coûts –faute de quoi elle verrait ses partenaires bancaires désertir, la BP se doit d'être économiquement performante. Dans cette perspective, la BPB a formé les employés de la BP à ses technologies d'opération bancaire et de gestion du portefeuille (Dikaios 2007). Cependant, nous constatons que la BP n'applique pas pour autant les logiques managériales en vigueur dans les banques commerciales : la technologie sociale et la gestion de concession du microcrédit sont propres à la BP et par conséquent fortement encadrées dans les réseaux sociaux communautaires. Alors qu'il est souvent requis par les banques commerciales que les clients aient des garanties physiques, une personne comme caution ou ne figurent pas dans le SPC, la BP, et les BCD en général, se basent sur la confiance ou les relations sociales des emprunteurs –permettant ainsi de distinguer les emprunteurs sûrs des risqués. Ces mécanismes d'encastrement et de régulation sociale permettent de résoudre certains problèmes de sélection adverse et d'aléa moral auxquels sont confrontées les institutions de microfinance (Armendariz et Morduch 2010). En outre, si ces mécanismes permettent d'avoir des taux de remboursement élevés, ils n'en restent pas moins inclusifs et servent avant tout une finalité sociale.

Selon Sandra Magalhães, le partenariat avec de grandes structures capitalistes ne compromet pas l'action de la BP, mais apparaît comme une nécessité pour se donner les moyens de mener un travail durable de grande ampleur :

« Je ne pense pas qu'il y a un risque d'institutionnalisation⁴³. Je pense ceci : nous avons relevé beaucoup de défis pour créer des innovations qui nous renforcent. C'est une nécessité car la pauvreté est à grande échelle. Donc cela ne sert à rien de faire un petit modèle mignon (sic) dans lequel on ne change rien, tout est agencé et tout le monde se connaît. Le monde n'est pas comme ça. Nous nous défions, comme par exemple avec la Zurich : nous nous sommes assis autour de cette table, chacun a posé ses conditions et nous avons créé un produit pour la communauté, c'est cela l'important ! Nous ne pouvons pas avoir peur de faire des choses sinon nous n'atteindrions pas nos objectifs. » (E.2)

Pourtant, nous pouvons observer que la BP applique des pratiques marchandes en ce qui concerne le système de micro-assurances. En effet, lorsqu'un client vient solliciter un crédit, il lui est annoncé qu'il doit prendre également une micro-assurance vie. Cette contractation n'est pas présentée comme optionnelle, mais bien obligatoire. Ainsi, si la BP et l'IP tendent à contenir la logique de marché dans le système de microcrédit productif en conservant les critères sociaux pour l'octroi des prêts, il semblerait que n'est pas le cas en ce qui concerne les micro-assurances.

2.3 Une banque soutenable financièrement

La BP s'est professionnalisée par des mécanismes d'isomorphie institutionnelle concomitante à une diversification des produits financiers. Si pour Joaquim Melo la soutenabilité ne doit pas être réduite à sa seule dimension financière –incluant par exemple des aspects sociaux et environnementaux, cette première est pourtant nécessaire car elle permet à la BP de se maintenir sur le moyen et long terme. Donc, tout autant par soucis de légitimité que d'indépendance, la BP accorde de plus en plus d'importance à avoir de bonnes performances financière.

⁴³ Dans le sens de calquer ses pratiques sur celles des banques commerciales ou institutions de microfinance marchande.

2.3.1 Un équilibre des comptes

Une première étude de viabilité financière fut réalisée en 2007 (Dikaïos 2007). Celle-ci pointait la nécessité d'accroître les fonds de crédit disponibles pour que la BP puisse être soutenable financièrement. Depuis lors, avec l'évolution des partenariats et des pratiques, la BP est aujourd'hui viable économiquement. En effet, les recettes de la BP sont légèrement supérieures à ses dépenses, puisqu'elles s'élèvent respectivement à 32 600 R\$ contre 28 064,37 R\$.

Nous pouvons classer en trois grandes catégories les dépenses de la BP : les dépenses courantes (téléphone, électricité, matériel, transport, etc.), les frais de personnel (agents de crédit, sécurité, etc.), et les frais de fonctionnement bancaire (consultations SPC, paiement des intérêts bancaires, etc.)⁴⁴. Les dépenses courantes de la BP s'élèvent à 3 919 R\$ mensuels, soit 14% des dépenses totales mensuelles. Les frais de personnels, incluant sept employés plus les agents de sécurité contractés auprès d'une organisation externe, représentent la première part des dépenses avec 15 762,37 R\$, soit 56,1% du total. Enfin, les frais de fonctionnement bancaire (comprenant les consultations SPC –fournies par une entreprise-, l'achat de *boletos*⁴⁵ et le paiement des intérêts auprès de la BNDES) sont de 8 383 R\$ mensuels et constituent 29,9% des dépenses totales.

Quant aux recettes, elles peuvent être classées en fonction des trois services financiers proposés par la BP : la micro-assurance, le microcrédit et le correspondant bancaire. Les micro-assurances apportent en moyenne des revenus mensuels de 600 R\$, ce qui constitue de loin la plus petite source de rémunération (1,8% du total). Sans surprise ce sont les activités liées au crédit (incluant la TAC⁴⁶, les taux d'intérêt et les *boletos*) qui représentent les premières recettes de la BP avec 22 000 R\$, soit 67,4% des ressources totales. Il faut noter que la BP vend moins cher les *boletos* à ses clients qu'elle ne les paye à la *Caixa* : 1 500 R\$ contre un coût de 2 183 R\$. Enfin, les activités de correspondant bancaire assurent 30,8% des recettes avec la somme de 10 000 R\$.

La BP dégage ainsi un léger bénéfice mensuel de 4 535,63 R\$. Cette somme renfloue les fonds propres de la BP. Annuellement, la marge dégagée s'élève à près de 55 000 R\$, et

⁴⁴ Les trois catégories sont mises en exergue dans le tableau suivant par des lignes plus épaisses entre elles.

⁴⁵ Les *Boletos* sont des petits billets donnés aux emprunteurs pour rembourser leur crédit. Ceux-ci doivent donner un *boleto* à la BP à chaque remboursement effectué.

⁴⁶ La TAC représente la Taxe d'ouverture de crédit. Cette taxe est fixée par la BCB.

peut être affectée à d'autres effets que les fonds de réserve, comme par exemple des donations ou des dépenses imprévues.

Figure 8 : recettes et dépenses mensuelles de la BP en 2011.

Dépenses		Recettes			
Objet	Valeur (en R\$)	Objet	Quantité (en moyenne)	Valeur prêtée (en R\$)	Total en valeur (en R\$)
Loyer	0,00	Micro-assurance	200 assurances	----	600,00
Téléphone	480,00	TAC	400 crédits	220 000,00	7 300,00
Internet	120,00	Taux d'intérêt	400 crédits	220 000,00	13 200,00
Eau	129,00	Boletos	----	----	1 500,00
Electricité	1 400,00	Objet	Entité concernée	Nombre (en moyenne)	Total en valeur
Matériel de bureau	500,00	Correspondant bancaire ⁴⁷	Caixa Econômica	19 272 opérations	6 800,00
Matériel de nettoyage	200,00		Banco do Brasil	4 500 opérations	3 200,00
Alimentation	150,00				
Transport	480,00				
Photocopies	400,00				
Taxes locales	60,00				
Employés (7)	10 014,37	Total des recettes			
Sécurité	5 748,00				
Consultation SPC	200,00				
Dépenses bancaires (boletos)	2 183,00				
Paieement des intérêts BNDES	6 000,00				
Total des dépenses	28 064,37 R\$	32 600,00 R\$			

Source : données fournies par Joaquim Melo.

2.3.2 Une rentabilité en partie imputable aux pouvoirs publics

Toutefois, s'il on peut se fier à ces chiffres, il est probable que le fonctionnement de la BP ne soit pas entièrement tributaire de ses capacités financière, mais également de

⁴⁷ Il est intéressant de constater dans quelles mesures la BPB rémunère bien plus généreusement les opérations bancaires que la Caixa.

subventions gouvernementales. Le débat de savoir si les institutions de micro-finance doivent être rentables ou peuvent bénéficier de soutiens publics est très présent au sein du réseau brésilien des BCD, et dans la microfinance en général (Armendariz et Morduch 2010). La majorité des BCD considèrent qu'elles ne doivent pas être rentables, comme le rappelle Joaquim Melo :

« [Selon la majorité des BCD] une banque communautaire n'est pas, ne peut pas, ni ne doit vouloir être rentable, parce que sa soutenabilité vient de l'utilité sociale de son travail : ce qu'une BCD fait est de promouvoir l'inclusion, la génération de revenus, et l'organisation des personnes. Ceci ne peut être payé par les personnes, mais doit être payé par le gouvernement. Dans ce cas, une BCD équivaldrait à une école publique, un hôpital public, une crèche dans lesquelles les personnes ne payent pas. Par conséquent, les BCD doivent être subsidiés par le gouvernement pour garantir ces services. Personnellement je considère que les BCD doivent trouver leur soutenabilité, même si je reconnais que c'est très difficile car elles sont petites et les taux d'intérêts sont bas. C'est un débat très polémique au sein du réseau. » (E.1)

Si la BP a acquis une structure permettant de gérer un nombre élevé de contrats et de couvrir ses coûts, les BCD travaillent généralement avec un portefeuille trop petit et avec trop peu de clients pour arriver à ce niveau d'efficacité économique. C'est par conséquent la création de richesses sociales qu'il faut considérer, au détriment des indicateurs économiques.

Pour l'heure, il faut noter que l'IP et la BP bénéficient d'un soutien public pour plusieurs raisons. Tout d'abord, l'IP est engagé par le gouvernement fédéral en tant que consultant et assistant dans la diffusion de la méthodologie Palmas. A cet égard, l'IP offre des formations et instaure un suivi auprès d'autres BCD. L'institut est payé pour ses services. Par conséquent, il ne s'agit pas de réelles subventions dans la mesure où l'institut est rémunéré pour des services fournis, comme n'importe quel prestataire pour l'Etat. Si la SENAES est l'organe public ayant signé le plus de contrats avec l'IP, l'Etat du Ceara a également sollicité ses services pour la diffusion et la consolidation de BCD. L'IP n'a aucun accord avec la municipalité de Fortaleza. Toutefois, deux villes de l'Etat de Rio de Janeiro lui ont demandé de développer et organiser la gestion de deux BCD, celles de la favela Cidade de Deus et de la ville de Silva Jardim⁴⁸. Aussi s'agit-il de contrats réalisés avec les pouvoirs publics pour des prestations de service ; contrats rendus possible grâce au statut d'OSCIP. Il faut toutefois

⁴⁸ Si la première est particulièrement connue pour le film du même nom, la deuxième a développé de nouvelles techniques pour la diffusion de la monnaie sociale. Nous reviendrons ultérieurement sur ce dernier point.

souligner que la BP bénéficie de ces contrats publics fédéraux, puisqu'en tant que BCD elle jouit des programmes de consolidation. Par conséquent, une partie de la gestion est assurée par l'IP, et certains employés de la BP sont payés par l'ITES/UFBA –chargée par la SENAES de renforcer les BCD à l'échelle du Nordeste.

Selon Adriano Borges (2010a), s'il n'existe pas de politique publique spécifique relative aux BCD, le programme social *Bolsa família* leur bénéficie indirectement, comme « politique de transfert de revenus qui atteint une bonne partie du public cible des BCD ». Par conséquent, le partenariat avec la *Caixa Econômica*, chargée d'allouer la *Bolsa família*, permet aux bénéficiaires de venir chercher l'aide sociale dans la BP. Ceci contribue parallèlement à augmenter les revenus de la BP étant donné qu'elle touche une commission comme correspondant bancaire.

Par ailleurs, il faut remarquer que son expansion est fortement tributaire de son accès au capital facilité par les banques publiques. Le partenariat avec la BNDES fut fondamental puisque, outre le fait qu'il permette de remédier à une insuffisance de fonds propres, le coût du capital est très faible (0,8% en moyenne). L'accès à cet argent subsidié ne pourrait toutefois pas être perçu comme une faveur des pouvoirs publics étant donné que la BNDES a également des accords avec les plus grandes entreprises capitalistes du pays.

En outre, un élément crucial dans la stabilité et la durabilité de la BP réside dans le fait que le départ du leader Joaquim Melo, reconnu comme « tête pensante », ne compromet pas la pérennité de la BP. En effet, il existe trop souvent des problèmes de « personnalisation » de certains mouvements de la société civile ; personnalisation entraînant déstructuration quand le leader vient à partir. Interrogé sur ce point, Joaquim Melo répond ceci :

« Je suis ici au Conjunto Palmeiras depuis 1984. J'ai déjà été président de l'association, j'ai été séminariste [...] Ainsi, mon leadership est très fort, et mes capacités de penser des produits et des projets aussi. Pour la partie opérationnelle, les personnes n'ont plus besoin de moi. Mon absence se sentirait plus dans le domaine de la création. Mais je ne pense pas qu'elle empêchera la BP de continuer. [...] Ceci arrivera obligatoirement car je termine mon second mandat, et il est impossible de faire trois mandats. C'est sûr que je vais continuer à collaborer, mais le leadership sera assuré par quelqu'un d'autre. » (E.1)

IV. Conclusion de la première partie

Dans cette première partie, nous avons procédé à une analyse néo-institutionnelle du mode de gouvernance de la BP en nous focalisant principalement sur le système de crédit productif. Pour ce faire, nous avons utilisé le cadre d'analyse développé par Elinor Ostrom, que nous avons complété par une étude de certaines interactions que l'institution entretient dans son champ organisationnel. Il s'est avéré que le cadre d'analyse de la gestion des biens communs d'Ostrom s'applique bien au système de microcrédit productif de la BP. Nous récapitulons dans le tableau suivant l'ensemble de ces données.

Figure 9 : application des principes de conception d'Ostrom au système de microcrédit en monnaie nationale de la BP.

Principes	En application dans la BP
Limites de la ressource et accès clairement définis	-Limites : capital de la BP provenant des marchés financiers élevé à 3 000 000 R\$ -Accès : tous les habitants du quartier peuvent potentiellement prélever une unité de ressource (taille des unités prédéfinie)
Concordance entre les règles d'appropriation et les conditions locales	Les règles sont adaptées aux conditions locales car : -Accès facilité pour les ménages pauvres : pas besoin de caution ni de garant -Octroi immédiat (si prêt inférieur à 500 R\$) -Octroi basé sur les relations sociales locales pour les prêts supérieurs à 500R\$ (système CAC) -Aide au développement d'activités économiques de survie
Arènes de choix collectif	-Le FECOL : les citoyens et les représentants des institutions locales participent à l'élaboration de grandes orientations de la BP -La présence de la BP dans le quartier crée une interaction avec la communauté (les clients font part de leurs remarques et suggestions)
Surveillance	Le comportement des appropriateurs est surveillé par la BP (vérification du paiement effectif des mensualités) et les agents de crédit externes (visite de rappel).
Sanctions graduelles	Uniquement dans le cas où l'emprunteur fait figure de « mauvaise-foi » : -Le voisinage est informé du défaut de paiement et du comportement de l'emprunteur -Son nom est divulgué publiquement -Son nom est inscrit dans le SPC (dernière sanction) -Plus d'accès au crédit
Mécanismes de résolution des conflits	Renégociation des conditions de remboursement si difficultés de l'emprunteur. Il ou elle se rend à la BP et programme un rééchelonnement de la dette

Droits d'organisation reconnus	Situation complexe : -Inexistence d'un statut juridique approprié pour les BCD -L'IP est reconnu par l'organe gouvernemental SENAES puisqu'il l'a chargé de diffuser la méthodologie à l'échelle nationale -L'IP est reconnu comme une institution fiable par des institutions publiques et privées (BNDES, <i>Caixa Econômica</i> , BPB, Zurich, Camed) -La Banque Centrale reconnaît que son action n'est pas délictueuse mais se refuse à réguler la situation
Unités imbriquées	Les différentes activités sont organisées par de multiples niveaux d'unités : -L'ASMOCONP : exerce un contrôle social sur les activités de la BP ; participe aux dispositifs de choix collectifs -La BP organise l'appropriation, la surveillance et la résolution des conflits autour de la ressource commune -L'IP organise la fourniture de la ressource (via partenariats avec institutions) => Chaque entité a des prérogatives propres, mais les frontières sont minces

Source : travail personnel sur base d'Ostrom (2010).

Dans un deuxième temps, nous avons complété cette étude du système de gouvernance du crédit par un examen de certains des facteurs ayant une influence sur la durabilité de la ressource commune. A ce titre, nous avons évalué les différents partenariats financiers permettant d'accroître les fonds de crédits mais aussi les services proposés à la communauté. Ces collaborations, conjointement aux pressions du secteur public, ont entraîné une professionnalisation des pratiques de la BP et de l'IP et de leur système de gestion. Partant de cette isomorphie institutionnelle, la BP organise son action vers davantage de résultats économiques, ce qui lui permet aujourd'hui d'atteindre une certaine soutenabilité financière. L'adoption de tels comportements permet certes d'assurer –toute proportion gardée- une certaine pérennité des activités de microcrédit, mais elle pourrait parallèlement mener au développement de pratiques marchandes pour l'obtention des crédits⁴⁹. Dans ce cas, la ressource pourrait perdre un certain caractère *commun*, c'est-à-dire inclusif et axé vers la réduction de la pauvreté, pour garder quelques pratiques communautaires dans une logique de *benchmarking* en faveur de bons résultats économiques.

⁴⁹ Nous observons déjà l'application d'une logique marchande, notamment en ce qui concerne les micro-assurances. Toutes les personnes sollicitant un nouveau prêt sont fortement incitées à contracter une assurance en même temps (assurance différenciée en fonction de la situation économique des clients).

SECONDE PARTIE : LA MONNAIE SOCIALE PALMAS

Dans cette seconde partie, nous nous concentrerons sur le système de monnaie sociale. Nous ferons tout d'abord un bref historique des monnaies ayant précédé le Palmas avant de présenter la monnaie sociale actuelle. Ensuite, nous analyserons le dispositif de gestion monétaire selon le cadre d'analyse d'Ostrom. Puis, nous verrons dans quelles mesures d'autres facteurs influencent la durabilité du système. Enfin, nous présenterons les nouvelles monnaies communautaires en cours ou en projet.

I. Présentation de la monnaie sociale

Nous allons maintenant présenter les différents dispositifs monétaires élaborés par la BP.

1.1 Les monnaies antérieures au Palmas

Dans son optique de démocratiser l'économie, la BP a très tôt entamé une réflexion sur le rôle de la monnaie comme intermédiaire d'échange. Dès octobre 2000, la BP a organisé un « club de troc » (*clube de trocas*) dénommé Palmares⁵⁰. Tous les 15 jours, entre 30 et 40 producteurs se réunissaient dans les locaux de l'ASMOCONP pour troquer leurs produits entre eux. Ils et elles apportaient des produits artisanaux et alimentaires, et s'échangeaient leurs biens dans la monnaie sociale Palmares. Le prix des produits était fixé d'un commun accord entre les participants, et ceux-ci recevaient la valeur afférente de leurs productions en Palmares. La réglementation tarifaire résultait donc d'un processus démocratique ouvert à tous les participants (Melo et Magalhães 2005). Avant de commencer l'échange de produits, il était à chaque fois organisé des conversations sur des thèmes relatifs à la monnaie, comme par exemple : le rôle et la signification de l'argent, l'importance du club de troc dans les relations

⁵⁰ Le nom de Palmares fait autant référence au quartier (on trouve la racine Palmas dans presque tous les produits de la BP : Institut et Banque Palmas, monnaie Palmas, Palmatech, PalmaLimpe, PalmaFashion...) qu'à la communauté quilombo Palmares, ayant résisté plus d'un siècle aux assauts de la couronne portugaise, dont le dernier leader fut Zumbi dos Palmares, symbole de la lutte des esclaves afro-descendants.

sociales et la satisfaction des besoins, l'importance de construire une économie basée sur des valeurs humaines. Après le troc, les participants emportaient leurs biens chez eux et laissaient les Palmares à la BP pour être réutilisés dans la quinzaine suivante (Singer 2009).

Selon Melo et Magalhães (2005), le club de troc a été important dans la stratégie de développement local de la BP : 1) il permettait la satisfaction des besoins immédiats des familles par l'acquisition de produits grâce au troc ; 2) il a fortement contribué à la formation d'une conscience critique à partir des discussions sur la signification de l'argent et de l'économie ; 3) le club a aidé à la mobilisation de la communauté et à la participation dans l'ASMOCONP ; 4) enfin, il a renforcé les liens communautaires et le vivre ensemble entre les participants (Melo et Magalhães 2008).

Le club de troc a ainsi duré deux ans. Il a progressivement perdu de la force par le fait que les familles venaient principalement dans l'objectif de troquer leurs produits contre des aliments de première nécessité, mais ceux-ci n'étaient apportés par personne : les biens présents partageaient souvent les mêmes caractéristiques (petit artisanat, vêtements, gâteaux...). La similitude des produits menait à une situation peu intéressante qui était qu'ils échangeaient un bien par un autre aux mêmes caractéristiques (E.2). Par conséquent :

« Il devenait de plus en plus claire que notre club de troc [...] ne montrait aucune perspective de développement économique capable de faire que le pouvoir d'achat des familles se renforce graduellement dans la perspective d'amélioration de leur qualité de vie » (Melo et Magalhães 2005, 15).

Le club de troc n'était pas le seul instrument économique permettant aux personnes démunies de pouvoir satisfaire leurs nécessités premières. Dès le début de la BP, en 1998 (E.2), la banque a élaboré un système permettant un accès rapide à l'argent pour répondre à des besoins élémentaires (médicament, gaz de cuisine, aliments...) quand les familles se retrouvaient devant un imprévu financier et ne disposaient pas d'épargne permettant de gérer la situation. Cette aide à la consommation se présentait sous la forme d'une carte de crédit : la Palmacard. D'une valeur allant de 20 à 100 R\$, la Palmacard permettait l'achat de biens et services dans les commerces du quartier enregistrés auprès de la BP (Viana Faustino 2007). Lors de la vente, le commerçant annotait sur la carte la valeur de l'achat, en ayant préalablement vérifié que la carte disposait encore de crédit. Pour le paiement effectif, le propriétaire de la Palmacard se rendait à la BP pour payer la valeur de la carte, sans taux

d'intérêt. Le 15 du mois, le commerçant venait à la BP avec ses factures relatives à la Palmacard –notées sur un formulaire spécifique- et recevait l'argent. La BP prenait cependant 3% de la valeur des ventes Palmacard au commerçant pour couvrir ses coûts opérationnels (Melo et Magalhães 2008).

Le système de contrôle était toutefois très rudimentaire puisque tout était enregistré manuellement : le nom de l'entrepreneur, la date et la valeur de paiement. Les factures commerciales étaient très nombreuses et comportaient souvent des erreurs (qui s'expliquent par le faible niveau de scolarisation des entrepreneurs). Parallèlement, peu de Palmacard pouvaient être simultanément en circulation puisque leur émission dépendait des ressources financières de la BP : celle-ci garantissait 30% de la valeur des cartes –et devait donc garder cet argent en réserve- pour payer les commerçants dans le cas de défaut de remboursement des utilisateurs. Ce système a duré une décennie, et s'est terminé en 2008-2009 (E.2).

1.2 La monnaie sociale Palmas

Créée en 2002, la monnaie Palmas (P\$) est une monnaie fiduciaire, sous la forme de petits billets de 0,5 P\$, 1 P\$, 2 P\$, 5 P\$ et 10 P\$. En parité avec la monnaie nationale (un Palmas est égal à un Réal), elle est émise de façon centralisée par la BP qui décide de son émission et assure son contrôle. Par conséquent, la confiance des utilisateurs en sa valeur est en grande partie tributaire du rôle de l'institution BP/IP dans le développement économique et social du quartier. Le Palmas vise le renforcement de l'économie locale en orientant les porteurs de la monnaie à réaliser leurs achats au sein du *Conjunto Palmeiras*, favorisant *de facto* la localisation des échanges et leur dynamisation (Blanc 2006a). Etant liée au dispositif de microcrédit de la BP, la monnaie Palmas permet un développement local solidaire dans la mesure où elle soutient la consommation des producteurs et distributeurs locaux ayant bénéficié des crédits productifs. Comme le souligne Blanc, son principal objectif est le « développement d'un tissu local de micro-entrepreneurs éduqués à l'autonomie et à la solidarité locale et [le] développement d'infrastructures collectives » (Blanc 2006b, 193).

La monnaie Palmas est une des formes possibles de monnaies sociales (MS), ces dernières pouvant être désignées comme « un ensemble de dispositifs d'échanges de biens, de services ou de savoirs organisés par et pour des groupes humains de petites taille au moyen de

l'établissement d'une monnaie interne » (Blanc 2006c, 11). Emises dans une logique citoyenne, les MS poursuivent trois finalités : 1) « la localisation des échanges au sein d'espaces communautaires ou territoriaux », 2) « la dynamisation des échanges à l'intérieur de ces espaces », et 3) « la transformation de la nature de ces échanges » (Blanc 2006a). Ces caractéristiques se veulent volontairement larges pour couvrir un phénomène aux diverses manifestations. Le localisme du Palmas est territorial, c'est-à-dire que la monnaie est accessible à tous et restreinte à un territoire défini, en l'occurrence le *Conjunto Palmeiras*. La dynamisation des échanges qu'elle entraîne réside principalement sous la forme d'un accès gratuit au crédit. Enfin, le changement de la pratique des échanges se manifeste essentiellement par une consommation de type « civique » en faveur du développement des entreprises locales. Ainsi, la monnaie Palmas –et les monnaies sociales en général- revête un grand potentiel de redynamisation durable des économies locales et régionales (Lietaer 2006 ; Lietaer et Kennedy 2008). En outre, la monnaie Palmas fait partie de ce qui peut être considéré comme la troisième génération de MS (Blanc 2011) puisqu'elle vise la « dynamisation des activités économiques locales par la relocalisation d'une série de consommations quotidiennes » et que son architecture monétaire inclut des liens étroits avec la monnaie nationale.

Le Palmas fut implanté à travers la « méthode Fomento », en partenariat avec l'organisation internationale de recherche et développement dans le champ des monnaies complémentaires *Strohalm* (van Arkel, Vink et Ramada 2006). Cette méthode « mobilise les subventions de projets de développement locaux en combinant microcrédit et monnaie locale » (Ferreira et Moers 2006, 357). Elle consistait ainsi à augmenter l'effet économique d'un subside accordé pour la construction de l'école d'économie solidaire de la BP, la Palmatech. La somme utilisée pour financer le projet devenait une garantie pour la monnaie sociale, faisant fonds de réserve en monnaie nationale. La MS était complémentaire de l'émission de microcrédit en monnaie nationale puisque « les dépenses de la construction [de la Palmatech] ont été faites dans la monnaie locale, en Palma, chaque fois que cela a été possible. La monnaie officielle ainsi épargnée a pu être utilisée pour l'attribution de microcrédits à des entreprises locales. » (Ferreira et Moers 2006, 360). La méthodologie *Fomento* permettait ainsi que les fonds puissent être utilisés deux fois, « en tant que capital disponible pour du microcrédit et pour réaliser des projets de développement ».

1.3 Des liens étroits avec le microcrédit

Ainsi, la monnaie Palmas entretient des liens étroits avec le microcrédit productif depuis sa création. Elle est conçue conjointement à des crédits d'investissement ; elle-même accessible *via* le crédit à la consommation. Nous établissons quelques liens entre les deux systèmes de microcrédits dans le tableau suivant.

Figure 10 : tableau comparatif des dynamiques en jeu dans les microcrédits en monnaie sociale et en monnaie nationale.

	Le microcrédit en Palmas	Le microcrédit en Réais
<i>Population cible</i>	Les habitants à faibles revenus ne disposant pas d'épargne pour faire face aux imprévus	Les microentrepreneurs à faibles et moyens revenus nécessitant un accès au capital pour démarrer ou renforcer une activité productive
<i>Principe de fonctionnement</i>	La dette initiale donne accès à des biens et services	La dette initiale donne accès à des biens et services
<i>Fixation des prix de l'endettement</i>	Pas de taux d'intérêt prélevé mais une taxe d'administration de 1%	Taux d'intérêts inférieurs à ceux du marché du crédit, entre 1,5 et 3,5%
<i>Utilisation du crédit</i>	Crédit à la consommation Utilisation restreinte à l'espace communautaire territorial	Crédit d'investissement Utilisation non fixée au local ; peut être utilisée hors du <i>Conjunto Palmeiras</i>
<i>Fixation des prix à la consommation</i>	Les prix sont inférieurs à ceux du marché (ristourne)	Les prix sont ceux du marché
<i>Confiance en la monnaie</i>	La confiance en la MS est fortement tributaire de celle accordée à l'entité émettrice	La confiance en la monnaie nationale est assurée par la confiance attribuée à l'Etat et la Banque Centrale ⁵¹
<i>Confiance de la BP</i>	La BP fait confiance au débiteur pour s'acquitter de sa dette	La BP fait confiance au débiteur pour s'acquitter de sa dette
<i>Contribution de transformation sociale</i>	Vecteur de transformation et de rupture par rapport au système de marché Développement d'une culture de coopération et de solidarité	Vecteur d'intégration dans les formes dominantes de l'économie Développement d'une culture de coopération et de solidarité
<i>Dynamique de développement</i>	Instrument de développement local par une dynamique des échanges Usage endogène de revenus tirés d'une production locale	Instrument de développement local par une dynamique des échanges Valorisation des capacités des personnes et du territoire

Source : travail personnel inspiré en partie par Servet (2008).

⁵¹ Cette confiance dans la monnaie nationale n'a pas toujours existée. Le Brésil a en effet connu des périodes d'inflation galopante durant lesquelles la monnaie perdait de sa valeur en quelques heures.

Ce système bimonétaire permet que le Palmas et le Réal soient utilisés simultanément pour le paiement des échanges dans le quartier. C'est également le cas lorsque les utilisateurs se rendent à la BP pour s'acquitter d'une facture ou rembourser un crédit : ils peuvent le faire dans les deux monnaies. De plus, il est possible d'emprunter dans une monnaie et de rembourser dans l'autre ; ce qui complexifie encore davantage de système de contrôle de la MS. Aussi, la MS agit-elle complémentirement des autres services financiers fournis par la BP :

« La monnaie a une relation très forte avec le microcrédit car c'est un instrument qui renforce la consommation locale. Dans ce système vient le correspondant bancaire qui, initialement, peut apparaître comme une possibilité pour les habitants de réaliser des paiements. Mais il renforce aussi la monnaie sociale car les personnes peuvent payer leurs factures (eau, électricité..) en MS. Sans le correspondant bancaire, cette relation ne serait pas possible, car on ne saurait pas faire ces transactions. Les banques n'ayant pas de celui-ci voient leur rôle beaucoup plus limité, tant pour la MS que le microcrédit. » (E.2)

II. La gouvernance de la monnaie sociale Palmas

Dans cette section, nous chercherons à savoir si la grille de lecture d'Ostrom s'applique bien au système de gestion de la monnaie sociale Palmas ; autrement dit, si son administration se rapproche de celle de biens communs. Comme en ce qui concerne le microcrédit productif, notre analyse portera sur les limites et les règles d'appropriation de la ressource commune, les dispositifs de choix collectifs, la surveillance et le contrôle de la monnaie, les mécanismes de résolution des conflits, l'imbrication des différentes entreprises et les relations avec les autorités publiques.

2.1 Limites de la ressource et taille du dispositif

Des plus de 55 000 P\$ émis dans le cadre de la méthodologie Fomento (Ferreira et Moers 2006), seuls 3 000 P\$ étaient encore en circulation à la suite du projet (E.1). Ceci s'explique par le fait que les commerçants rémunérés en Palmas remboursaient leur prêt en monnaie sociale. La monnaie n'a fait qu'un cycle : les ouvriers payés en Palmas faisaient leurs achats chez les commerçants qui venaient de suite rembourser leur prêt dans la même

monnaie. La loi de Gresham s'expliquait donc ; « la mauvaise monnaie chasse la bonne » puisque tout le monde préférerait dépenser leurs Palmas et conserver leurs Réais. Autrement dit, la circulation n'a duré que six mois, le temps des travaux (E.1).

Avec le premier contrat avec la BPB, la BP bénéficiait de fonds plus importants pour assurer ses activités de microcrédit. Par conséquent, elle décida de verser les 30 000 R\$ qu'elle consacrait jusqu'alors au microcrédit dans le système de MS. Ainsi, les fonds de réserve assurant la convertibilité de la monnaie Palmas passèrent progressivement de 3 000R\$ à plus de 30 000 R\$ (E.1). Par la suite, ce fut la BP qui se chargea d'assurer la convertibilité en puisant dans ses fonds propres, pour atteindre la somme actuelle de plus de 46 000 P\$ disponibles. Ainsi, la MS bénéficia de l'appui direct et indirect d'organisations externes pour assurer son développement premier : le soutien de la Strohalm tout d'abord, puis les 30 000 R\$ issus du système de microcrédit, originaires de la solidarité internationale (voir à cet effet la partie consacrée à l'évolution du capital de la BP).

La ressource monétaire commune est donc limitée en tant que telle par les billets qui en constituent le stock. Aujourd'hui, la masse monétaire s'élève à près de 46 000 P\$. Tous les individus et ménages désirant prélever et utiliser cette ressource commune sont libre de le faire. Le système est ouvert à tous –même aux touristes- et aucune adhésion préalable n'est nécessaire. Les appropriateurs sont mêmes incités à prélever la ressource commune pour l'utiliser. Pour ce faire, il existe différentes règles d'appropriation (Melo et Magalhães 2005 ; Borges 2010a).

2.2 Des règles d'appropriation liées aux conditions locales

Il existe deux moyens de s'approprier la monnaie Palmas : à travers l'émission directe de MS par la BP (1) ou par la réception de la monnaie déjà émise (2).

L'appropriation directe par émission monétaire peut se réaliser des manières suivantes :

- 1) L'appropriateur sollicite un crédit à la consommation en Palmas. Il ou elle sera obligé(e) de consommer son crédit au sein du quartier, favorisant ainsi la constitution d'une demande communautaire.
- 2) L'appropriateur peut échanger ses Réais contre des Palmas à la BP, et ce afin de bénéficier d'une ristourne lors de l'achat.

- 3) L'appropriateur peut recevoir une partie de son salaire en Palmas. C'est le cas pour tous les employés de la BP, qui obtiennent généralement entre 10% et 20% de leur salaire en P\$.
- 4) L'appropriateur peut recevoir des Palmas lorsqu'il ou elle suit une formation de la BP dans l'école d'économie solidaire Palmatech. Si la formation inclut une bourse, 40% de celle-ci est versée en Palmas (E.2).

Le crédit à la consommation est destiné à aider les familles quand elles se trouvent dans des situations d'urgence et ne savent survenir financièrement à celles-ci. Les exemples les plus emblématiques sont par exemple quand le gaz de cuisine se termine, quand il faut se procurer des médicaments ou des aliments de base. C'est la raison pour laquelle ce crédit est appelé « crédit solidaire ». Le prêt est délivré uniquement en Palmas et ne peut être dépensé qu'à l'intérieur du quartier. Il est limité à 50 P\$ pour le premier crédit, et peut atteindre 300P\$ si la personne rembourse à temps. Le délai de remboursement se situe de 30 à 60 jours (Borges 2010a). Les conditions d'accès sont les mêmes que pour un crédit productif inférieur à 500 R\$, à savoir aucun besoin de garantie et une contractation immédiate (d'autant plus immédiate qu'il s'agit d'un crédit d'urgence)⁵². Ce crédit est gratuit, c'est-à-dire qu'aucun taux d'intérêt n'est appliqué : le fait de tirer des bénéfices de l'émission monétaire est illégal et pourrait générer d'importants problèmes pénaux avec la BCB⁵³. Toutefois, une taxe administrative de 1% est appliquée pour couvrir en partie les frais de gestion. Si les crédits à la consommation ont été en augmentation constante depuis 2005, nous pouvons constater que leur émission diminue depuis 2010.

⁵² Il est impossible de savoir le taux de non remboursement de ce type de prêt étant donné que la BP centralise ces informations avec celles des crédits productifs. Autrement dit, les chiffres dont nous disposons portent sur l'ensemble des crédits de la BP et ne font aucune distinction entre prêts productifs ou de consommation. Pour plus d'information sur les taux de non remboursement, se reporter à la section « surveillance et sanctions graduelles » du microcrédit productif.

⁵³ Nous avons détaillé dans la partie sur le microcrédit les compétences de la BCB en matière d'émission monétaire.

Figure 11 : évolution du nombre de personnes ayant bénéficié d'un crédit en monnaie sociale et du nombre d'entreprises acceptant le Palmas.

Année	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Nombre de personnes ayant bénéficié d'un crédit à la consommation	70	97	170	310	340	109	127
Nombre d'entreprises acceptant la monnaie Palmas	90	99	130	180	240	240	250

Sources : Banco Palmas (sans date), Instituto Palmas (2011b) et Ansorena (2011).

Le consommateur bénéficie d'une réduction lorsqu'il ou elle effectue ses achats en Palmas. Cette ristourne, appelée *desconto*, varie entre 2 et 15% de la valeur de l'achat lorsqu'elle est pratiquée⁵⁴ (Kennedy et al. 2012). Ce dispositif vise à rendre la MS davantage attractive pour les usagers (Singer 2009) et à réduire le coût de la vie pour les habitants du quartier. Ce *desconto* permet donc de renforcer le pouvoir d'achat des personnes les plus démunies, et est par conséquent adaptées aux conditions locales.

L'appropriation de « seconde main », c'est-à-dire de la monnaie déjà émise, se réalise principalement par les commerçants. Toutefois, cette appropriation ne se fait pas sans contrôle de la BP car les entreprises doivent normalement être enregistrées auprès de la banque pour pouvoir se l'approprier dans un cadre commercial. Une fois cadastrées, la BP leur offre une petite pancarte sur laquelle est inscrit « nous acceptons les Palmas » ; pancarte que les commerçants doivent mettre en évidence afin de bien signaler l'acceptation de la MS. De plus, l'enregistrement auprès de la BP leur donne le droit d'échanger leurs Palmas contre des Réais (R\$). Seuls les commerçants peuvent troquer leurs P\$ contre des R\$ puisqu'ils effectuent des relations commerciales avec l'extérieur⁵⁵. Aussi ont-ils besoin de Réais pour s'approvisionner en dehors du quartier, renouveler leurs stocks et payer leurs fournisseurs. L'échange en Réais se fait généralement en dernier recours, quand l'entrepreneur ne réussit pas à trouver ce dont il a besoin dans le quartier (Melo et Magalhães 2005). Il peut par ailleurs payer ses factures en Palmas, en utilisant les services de correspondance bancaire (usages autorisés pour tous les appropriateurs).

⁵⁴ Si d'un point de vue normatif les commerces se doivent d'appliquer une réduction (cela fait partie du contrat avec la BP), dans la pratique ils ne le font pas toujours.

⁵⁵ Les consommateurs peuvent également entretenir des relations commerciales à l'extérieur de la communauté, mais ils ne peuvent pas échanger leurs P\$ contre des R\$ étant donné que l'outil monétaire a comme objectif de localiser leur consommation.

2.3 Dispositifs de choix collectif

Nous avons dans la partie précédente montré comment s'établissent et se transforment les grandes règles de fonctionnement institutionnel de la BP et de l'IP. Les règles opérationnelles du Palmas ont été établies au début des années 2000 et peuvent être modifiées à travers le FECOL. Le FECOL est censé rassembler et représenter la population pour l'édiction des règles d'émission et de circulation de la MS. Les réunions qui s'y déroulent participent de la « construction de liens sociaux et [à l'] apprentissage d'une forme de citoyenneté par le biais de discussions et de débats relatifs aux règles du jeu internes au groupe » (Blanc 2006b, 179). Ces discussions participent d'une logique de démocratisation de l'économie puisque ce sont les usagers eux-mêmes qui élaborent leurs règles et éditent leurs conventions. Par conséquent, les réunions permettent aux appropriateurs d'exercer un contrôle plus grand sur leurs décisions économiques⁵⁶, et rappellent que la monnaie est une création commune « imprégnée de l'esprit collectif ». Autrement dit, « une monnaie communautaire est simplement un moyen d'échange dont le volume [et les règles] ne dépend[ent] que de la volonté d'échanger des participants » (Hart 2006, 139). Si la BP insiste sur le rôle participatif et démocratique du FECOL dans la constitution des règles opérationnelles de la monnaie, nous pouvons toutefois questionner la représentativité de ce forum. En effet, bien qu'il soit ouvert à tous les habitants de la communauté, il semblerait que se sont davantage les représentants d'institutions locales qui y participent.

Comme le rappelle Sandra Magalhães, le processus d'appropriation démocratique est initié dans toutes les communautés où s'implantent une nouvelle BCD :

« Quand nous allons dans une municipalité ou une communauté, nous parlons avec les gens de la signification de la monnaie, pourquoi nous travaillons avec une monnaie sociale, quels sont les avantages et les défis de travailler avec la monnaie. A partir de là, il y a une chose que je trouve fascinante qui est le processus de définition : comment elle va s'appeler, pourquoi, quel dessin elle va avoir... » (E.2)

La monnaie, considérée comme institution sociale, est en effet définie par la communauté elle-même à travers les délibérations collectives. Les règles de fonctionnement

⁵⁶ Les Banques Centrales ne demandent jamais aux usagers monétaires leur avis sur le rôle social et économique de la monnaie. Elle choisit expressément l'iconographie numismatique et la décision des politiques monétaires est laissée à des spécialistes hors de toute participation politique (voir sur ce dernier point la position de la Banque Centrale Européenne exclue de toute régulation politique).

diffèrent ainsi entre les MS ; par exemple certaines ne confèrent pas de réduction à l'achat. De plus, les MS acquièrent leur caractère communautaire dans l'onomastique et l'iconographie :

« La définition du nom de la Banque et de la Monnaie engendre généralement une discussion sur ce qui caractérise la communauté, ce qui la différencie, ce qui la rend unique. Ce processus impulse la construction d'une mémoire et identité communes dans lesquelles apparaissent les luttes les plus importantes, les héros et les héroïnes, les difficultés et les conquêtes. [...] Le résultat de cette construction collective [...] doit exprimer un sentiment d'identité, d'appartenance et de fierté. » (Instituto Palmas 2011a, 13).

Le nom Palmas fait évidemment référence au territoire du *Conjunto Palmeiras*, initialement parsemé de palmiers. Elle fait ainsi écho au nom même de la BP et à son histoire, ses luttes et ses conquêtes. Le nom de « Palmas » est en effet couramment utilisé par les habitants pour désigner indifféremment l'ASMOCONP, la BP, l'IP et la MS. L'ornementation de la monnaie est assez simple : au *recto* est présent le palmier « Palmas » -symbole de la BP et de l'IP- avec la valeur monétaire, et au *verso* se trouvent une corne d'abondance, le code barre et la numérotation du billet, tout comme un petit texte rappelant le rôle de la MS. Le Palmas, première MS d'une BCD, apparaît aujourd'hui comme ayant une iconographie assez simple –si ce n'est rudimentaire. Les MS des BCD plus récentes se veulent en effet plus représentative des caractéristiques culturelles territoriales. Il peut y apparaître des éléments naturels (une plante particulièrement cultivée, un oiseau spécifique...), des fêtes populaires ou des personnes ayant participé à la construction du quartier⁵⁷. Par conséquent, la monnaie en tant que telle est un symbole social et communautaire très fort, comme le souligne Sandra Magalhães :

« La possibilité de vous-même créer votre propre argent, d'avoir ce pouvoir, qu'elle soit ici parce que nous avons décidé qu'elle serait comme ça est grandiose. Et après vous prenez cet argent et vous aller acheter dans le commerce, c'est une chose fantastique! Nous sentons que la population se surprend avec ce pouvoir. » (E.2)

⁵⁷ A cet égard, nous pouvons évoquer la monnaie de la Banco dos Cocais –de São João do Arraial- sur laquelle est représenté le fruit du palmier de type *Attalea speciosa*, très présent sur le territoire et conditionnant le mode de vie d'une bonne partie de la population (Borges 2010b). La monnaie de la Banco Paju dans la ville de Maracanau –voisine du *Conjunto Palmeiras*- reprend le petit perroquet Maracanã. Le nom de la monnaie est le même que celui de ce perroquet (présent dans tout le Brésil), mais provient probablement d'un jeu de mot avec le nom de la municipalité d'implantation de la banque. Pour ce qui concerne les représentations de fêtes villageoises populaires, nous pouvons évoquer un des billets de la monnaie Conchas de la Banco Ilhamar dans la communauté de Matarandiba. Il y est par exemple représenté le *boi de janeiro*, rappelant la fête éponyme durant laquelle un homme se vête d'une tête de bœuf ; très présente dans le Nordeste. Enfin, sur la monnaie de la BCD de la Cidade de Deus (la *favela* la Cité de Dieu de Rio de Janeiro) apparaissent différents héros communautaires qui ont participé à la vie et au développement du quartier.

2.4 Surveillance et contrôle du dispositif monétaire

La monnaie Palmas est une monnaie fiduciaire et manuelle dont l'émission est centralisée par la BP. C'est donc cette dernière qui est chargée d'assurer le contrôle de la masse monétaire ; contrôle relatif à l'émission, la circulation et la convertibilité de la monnaie⁵⁸. Si les émissions monétaires sont conditionnées par les prêts à la consommation, la conversion volontaire et les salaires des employés, la BP se doit d'équilibrer l'offre de MS dans le quartier en fonction des capacités de dépense des usagers. A cet effet, l'adhésion progressive des commerces au système a justement permis d'élargir les capacités de dépense des appropriateurs par une diversification des produits disponibles.

En premier lieu, la BP exerce le contrôle de la circulation monétaire en enregistrant les entreprises recevant la MS. Outre le fait qu'il permette d'avoir une vue partielle sur l'acceptation de la monnaie dans la communauté, ce recensement octroie certains droits aux commerces enregistrés. Ceux-ci peuvent venir à la BP pour convertir leurs Palmas contre des Réais s'ils doivent se procurer des biens et services hors de la zone de circulation monétaire. Seuls ceux-ci peuvent le faire. Les commerces non-enregistrés, tout comme n'importe quel usager de la monnaie, peuvent utiliser cette monnaie comme moyen d'échange pour consommer ou payer une partie des salaires de leurs employés. Tout détenteur de la monnaie peut également utiliser le Palmas pour payer des factures dans le cadre de la correspondance bancaire de la BP ou bien rembourser un crédit délivré par la BP. Les usages monétaires sont donc multiples. Si la BP surveille le processus d'émission, elle ne peut superviser l'entièreté de la circulation de la MS dans la communauté. En effet, elle n'a aucune capacité de contrôle sur les échanges intrafamiliaux (don de monnaie à un autre usager) et intra ou interentreprises (paiement des salaires, achat dans d'autres entreprises).

Ensuite, la gestion des flux d'entrée et de sortie monétaire dans la BP est opérée manuellement par les employés. Ils classifient mensuellement les émissions et les retraits monétaires sur un logiciel de tableur commun et non adapté spécifiquement à la MS. A cet égard, nous rappelons que l'IP a commandé à l'entreprise informatique indienne Mahiti un logiciel incorporant un système de comptabilité bimonétaire adapté pour les opérations de la BP et des BCD. Dans l'attente de ce software, les gestionnaires calculent les modifications du stock monétaire présent dans la BP en fonction des débits et crédits mensuels. Il est en effet

⁵⁸ Dans ce cas, la surveillance n'a pas pour objectif de contrôler la conformité des comportements des appropriateurs mais bien d'assurer l'appropriation et la convertibilité de la monnaie envers les usagers.

nécessaire de surveiller attentivement ces fluctuations étant donné que la BP se doit d'assurer la parfaite convertibilité de la MS envers la monnaie nationale. Son architecture monétaire intègre en effet un dispositif de convertibilité partielle des avoirs en MS. La masse monétaire est donc entièrement couverte par une réserve en monnaie officielle.

Le dialogue entre les deux monnaies est d'autant plus renforcé que la MS est en parité avec le Réal. Ceci facilite la fonction d'unité de compte étant donné que ni les commerçants ni les consommateurs n'ont à effectuer une conversion mentale pour calculer les prix en MS. En contrepartie, la MS ne permet pas de juguler l'inflation présente dans la monnaie nationale, mais la ressent symétriquement. Cette réserve en monnaie nationale, qui constitue une garantie pour la valeur de la MS en circulation, porte un nom en portugais brésilien : le *lastro* (Vasconcelos Freire 2011). A la différence de la masse monétaire officielle, ajustée par la Banque Centrale Brésilienne en fonction d'objectifs d'inflation ou de croissance, la masse monétaire Palmas est analogue aux réserves en devises brésiliennes de la BP.

En outre, la MS incorpore certains signes de sécurité. Les Palmas sont imprimés sur un papier monnaie propre ayant une texture spécifique, un dessin en filigrane et un ajustement de couleur difficile à reproduire. L'impression des billets comporte également un numéro de série et un code barre. Enfin, un petit autocollant à l'effigie de la BP lui est adossé. Malgré les signes de sécurité, la BP doit être vigilante vis-à-vis de toute tentative de falsification monétaire. La BP a déjà eu affaire à deux cas similaires, même si le terme de *falsification* s'applique difficilement. La première fois, un commerçant est venu à la BP avec une photocopie de la MS pour l'échanger. Comme il était évident que la monnaie était fausse, ce fut le commerçant qui resta avec le préjudice. La seconde fois, une personne avait récupéré dans les poubelles un lot de billets anciens brûlés par la BP. Quelques billets qui restaient en bon état furent utilisés dans le commerce. Dans ce cas-ci, les commerçants furent indemnisés et reçurent l'équivalent en Réal (Instituto Palmas 2011a). Il existe ainsi des mécanismes de résolution des conflits relatifs à la monnaie commune. Les appropriateurs disposent d'un accès rapide et efficace pour résoudre tout problème monétaire dans ces cas de « falsification ». Parallèlement, les habitants peuvent se rendre à la BP pour renégocier les conditions de remboursement de leur crédit à la consommation en cas de difficulté –faisant écho à la résolution des conflits autour des crédits productifs vue dans la partie précédente.

2.5 Mécanismes de résolution des conflits

Outre ces exemples de « falsification », les conflits entre les appropriateurs et la BP relatifs aux règles opérationnelles sont résolus au sein du FECOL. Il existe toutefois des conflits sous la forme d'un manque de confiance des usagers. Ces conflits sont généralement rencontrés par les monnaies sociales fiduciaires (Vasconcelos Freire 2007). Comme nous le montrons dans le tableau suivant, la BP et le FECOL ont relativement bien réussi à résoudre ces problèmes de défiance. Cependant, le système monétaire rencontre encore certaines difficultés.

Figure 12 : résolution des difficultés propres aux dispositifs de monnaies sociales fiduciaires.

Type de difficulté	Résolution dans la BP
<i>Manque de lastro pour initier la circulation de la MS</i>	Le Palmas dispose de tout le <i>lastro</i> nécessaire. Le <i>lastro</i> n'est pas sur un compte spécifique destiné à cet effet mais plutôt assuré par l'ensemble des ressources financières dont dispose la BP et l'IP
<i>Peur des producteurs et commerçants de perdre de l'argent en cas de non validité de la MS</i>	Un travail de sensibilisation et de dialogue a été mené en direction des commerçants et entrepreneurs afin de les rassurer sur la convertibilité des avoirs en MS
<i>Peu d'entreprises acceptent d'entrer dans le système (consommateurs n'ont pas d'option pour dépenser la MS)</i>	La BP a sensibilisé sur les avantages économiques de la MS et l'association des commerçants l'a soutenu dans la démarche. Il existe aujourd'hui plus de 250 entreprises qui acceptent la MS, offrant une grande diversité de produits
<i>Les habitants ont peur que la MS soit falsifiée</i>	La BP est garante de la MS. Aucun cas de falsification formelle n'a vu le jour
<i>Les producteurs et consommateurs ne comprennent pas les avantages de l'usage de la MS et préfèrent travailler en monnaie nationale</i>	Les avantages de la MS ne sont pas compris par la majorité des habitants. Il manque une certaine sensibilisation, même s'ils ont déjà changé leurs habitudes de consommation (voir section suivante)
<i>La majorité des habitants n'ont pas connaissance de l'existence de la MS</i>	La majorité des habitants ont connaissance de la monnaie mais ne l'ont jamais utilisée. Ainsi, s'ils la « connaissent », il n'y a pas d'appropriation formelle, dû à des moyens d'émission limités
<i>La MS peut être associée à une question politique</i>	Ce n'est pas le cas avec la MS Palmas. Elle n'a jamais reçu aucun soutien politique
<i>Difficultés opérationnelles : avoir un stock bimonétaire suffisant, manque de signalisation des commerces qui acceptent la MS...</i>	Toutes les difficultés opérationnelles sont gérées efficacement par la BP

Source : travail personnel basé sur les critères élaborés par Vasconcelos Freire (2007).

2.6 Des entreprises imbriquées

Comme nous l'avons déjà souligné dans la partie sur le microcrédit productif, les interconnexions entre l'ASMOCONP, la BP et l'IP sont profondes. Ces trois organismes se partagent chacun des compétences relatives à la ressource commune.

L'ASMOCONP se charge d'organiser conjointement avec la BP les réunions et débats collectifs visant à établir ou réformer les règles opérationnelles de la MS. Elle assure le contrôle social de la monnaie en offrant un espace de communication dans lequel les différents usagers peuvent s'exprimer (FECOL).

La BP s'occupe d'accorder la ressource commune aux appropriateurs. C'est elle qui délibère de l'octroi des crédits. Elle assure la gestion et le contrôle de la monnaie en centralisant les entrées et sorties monétaires dans la communauté. En outre, c'est également elle qui résout les conflits quand ceux-ci se présentent.

Enfin, l'IP est chargé de rémunérer les salariés en MS et de couvrir les frais opérationnels de la monnaie Palmas. En effet, comme nous le verrons plus loin, la MS n'est pas soutenable financièrement. Ainsi, les différents coûts du Palmas sont assumés par les autres activités de la BP/IP. La comptabilité étant gérée par l'IP, c'est celui-ci qui amortit les dépenses financières de la MS.

2.7 Relations avec les autorités publiques

Nous allons dans un premier temps présenter les positions des pouvoirs publics vis-à-vis de la monnaie Palmas. Puis nous exposerons deux méthodes originales d'incorporation d'une monnaie sociale dans les politiques publiques locales organisées dans deux municipalités. Nous avons jugé utile d'expliquer ces deux dispositifs car ils montrent la multiplicité des rôles que peuvent prendre les autorités publiques face à une monnaie sociale (Blanc et Fare 2011).

2.7.1 La position vis-à-vis du Palmas

Nous avons vu dans la partie précédente la défiance de la Banque Centrale Brésilienne par rapport à la MS. Celle-ci a mené un procès contre la BP pour émission illégale de monnaie ; procès qu'elle a perdu. La BCB a dès lors cherché à mieux comprendre le phénomène de MS de type Palmas jusqu'à émettre une note technique considérant que cet instrument économique pouvait faciliter l'inclusion financière des plus démunis (Feltrim, Ferreira Ventura et von Borowski Dodl 2009). Cette reconnaissance de l'utilité sociale des MS est en grande partie due à la procureure générale adjointe de la BCB Marusa Vasconcelos Freire, qui a elle-même réalisé une thèse de doctorat sous-titrée : « contribution en faveur d'un cadre légal et réglementaire pour les monnaies sociales circulantes locales au Brésil » (Vasconcelos Freire 2011). Ses travaux n'ont toutefois pas encore eu de retombées significatives sur la mise en place d'un statut juridique adéquat pour ces nouvelles formes monétaires. Comme nous l'avons vu, la BCB renvoie cette tâche aux pouvoirs de la société civile, représentée par le législatif et l'exécutif. Les espoirs d'une réglementation parlementaire restent minces, étant donné que la législature précédente n'a pas approuvé le projet de loi complémentaire à l'article 192 de la Constitution fédérale brésilienne présenté par la députée Luiza Erundina (Erundina 2007). Si le projet est de nouveau à l'étude, Sandra Magalhães considère qu'il vaut mieux miser sur un décret présidentiel qui serait moins complexe à élaborer et permettrait tout autant de créer une politique publique adaptée aux BCD.

A cette attitude de défiance, voire d'hostilité, se joint un certain désintérêt des pouvoirs publics à l'égard de la MS Palmas. Les pouvoirs locaux n'ont en effet jamais soutenu la BP et sa MS sous aucune forme. S'il existe cette négligence de la ville de Fortaleza par rapport à la plus ancienne des BCD, il est notable de remarquer que les nouvelles BCD sollicitent fréquemment les pouvoirs locaux pour qu'ils soutiennent leur développement initial ; notamment par des donations financières pour constituer les fonds de crédit ou le prêt d'un bâtiment public (Instituto Palmas 2006). Si la SENAES et le gouvernement du Ceara financent le processus de capacitation du personnel et payent pour la production de la MS, ils ne fournissent des fonds ni pour le crédit, ni pour assurer le *lastro* :

« Même dans les BCD appuyées par les gouvernements, nous ne pouvons prévoir de lastro pour la monnaie sociale dans l'élaboration du projet. Les gouvernements

n'acceptent pas d'avoir dans le budget une partie consacrée à la MS. Ils payent pour faire de nouvelles banques, mais pas pour la monnaie sociale. » (E.2)

2.7.2 L'inclusion de la monnaie sociale comme politique publique locale

Si les banques communautaires sont considérées par le pouvoir fédéral (SENAES) et certains Etats (Ceara et Rio de Janeiro) comme des outils favorisant l'inclusion financière et la génération d'emplois et de revenus, les MS peuvent l'être également. Seulement, cette valorisation se réalise avec les pouvoirs publics locaux. Les expériences de MS soutenues par les municipalités se déroulent principalement dans les localités de Silva Jardim dans l'Etat de Rio de Janeiro, et de São João do Arraial dans l'Etat du Piauí.

Depuis 2011, la municipalité de Silva Jardim attribue une aide financière en monnaie sociale aux familles les plus démunies. Dénommé « Bourse Capivari »⁵⁹, ce programme est officialisé par la loi municipale du 4 octobre 2011 (Câmara municipal de Silva Jardim. Gabinete do Presidente 2011) et constitue une innovation en termes de politiques publiques pour les finances solidaires⁶⁰. Destinée aux familles ayant des revenus inférieurs au quart du salaire minimum national, la « Bourse Capivari » a des conditions d'allocation similaires à la *Bolsa família* (incluant la nécessité de présence scolaire des enfants et d'actualisation de leurs vaccinations). Les familles qui remplissent les conditions nécessaires reçoivent une aide mensuelle de 50 Capivari, à venir chercher à la Banco Capivari.

Les avantages d'un tel dispositif sont nombreux. Tout d'abord, les familles les plus pauvres bénéficient de revenus supplémentaires qu'elles devront nécessairement dépenser dans leur localité. Les liens avec le développement économique et commercial de la ville et la BCD sont renforcés par le fait que c'est l'Association commerciale de Silva Jardim qui est en charge de la gestion de la BCD. Ensuite, la « Bourse Capivari » augmente la visibilité de la BCD, son caractère communautaire et sa contribution pour le développement social. De plus, le fait de se rendre à la Banco Capivari pour chercher l'allocation amène un grand mouvement de personnes qui découvrent en même temps les offres de microcrédit et de correspondant

⁵⁹ La monnaie de cette BCD Capivari est le « Capivari ». Sur les billets sont présents des capybara (*capivara* en portugais), qui sont des gros rongeurs présents en Amérique du Sud.

⁶⁰ A cet égard, la municipalité de Silva Jardim a gagné deux prix pour cette innovation financière et sociale : le prix de l'organe fédéral SEBRAE (Service Brésilien d'Appui aux Micro et Petites entreprises) dans la catégorie « crédit et capitalisation » (Tavares 2012), et le prix national des objectifs du millénaire pour le développement-Brésil (Antonio Meneghetti Faculdade 2012).

bancaire. Ainsi, à Silva Jardim, les BCD et MS sont devenues des outils de politique publique de promotion sociale.

A de São João do Arraial, la municipalité rémunère en partie ses fonctionnaires en monnaie sociale Cokaïs. Cette rémunération partielle en MS est rendue possible par l'adoption de la loi municipale n°112/2007 qui autorise que la rétribution en MS puisse atteindre 25% du salaire. Or, le pourcentage payé en MS est généralement de 5% ; ce qui équivaut à une émission mensuelle d'environ 10 500 Cokaïs (Borges 2010b). Ce taux s'explique par le fait que les commerçants viennent directement à la BCD échanger leurs Cokaïs contre des Réais. Ainsi, une grande partie de la masse monétaire ne sert qu'une fois. Il apparaît donc plus important de garantir la circulation de la MS que d'en injecter un plus grand volume (Borges 2010b). Ceci souligne également la faible capacité productive de la communauté, car les entreprises éprouvent des difficultés à s'approvisionner avec les productions locales.

Les avantages de ce partenariat sont multiples. Tout d'abord, les Réais donnés par la municipalité permettent d'assurer le *lastro* de la MS. Ensuite, la Banco dos Cokaïs est rémunérée pour les services prestés : elle reçoit 7,5% de la valeur totale qui est payée aux fonctionnaires (Borges 2010b). Ces ressources permettent davantage de soutenabilité financière ; d'autant plus que la BCD ne tire très peu de revenus des opérations de microcrédit. Enfin, comme pour le cas de la BCD de Silva Jardim, ce partenariat confère davantage de visibilité à la BCD et sa MS. Il incite les commerçants à accepter la monnaie et favorise grandement la consommation locale.

Ces deux dispositifs d'utilisation de la monnaie sociale comme instrument de gestion publique et de développement local ont été rendus possibles par un grand volontarisme politique formalisé par la mise en place de lois municipales. Si ces appuis des pouvoirs publics locaux sont force d'innovation sociale et financière, il existe toujours un risque de subordination politique. Ainsi, la BCD peut être assimilée au pouvoir en place, ce qui peut potentiellement renforcer une opposition vis-à-vis de ses activités (E.9). L'équilibre est donc délicat et la BCD doit se fortifier, certes avec concours des autorités locales, mais en toute indépendance.

III. Viabilité sociale et financière de la monnaie

Il nous semble pertinent de compléter l'analyse de la grille d'Ostrom par une étude de viabilité du dispositif monétaire. Nous allons maintenant considérer d'autres indicateurs organisationnels participant de la durabilité de la ressource commune. Dans un premier temps, nous présenterons les considérations et pratiques des usagers (consommateurs et commerçants) dans l'optique de déterminer la viabilité sociale de la monnaie. Dans un deuxième temps, nous étudierons les flux de la monnaie afin de constater une diminution effective de son appropriation par les usagers. Enfin, nous analyserons les dépenses relatives au maintien du système monétaire dans l'optique d'en déterminer la soutenabilité financière.

3.1 La viabilité sociale de la monnaie

Dans cette section, nous analyserons les résultats de notre enquête de terrain réalisée auprès de la communauté les 24 et 28 novembre et le 1^{er} décembre 2011. Nous avons sillonné les alentours de la BP pour interroger 21 personnes choisies aléatoirement dans la rue et 20 commerces⁶¹. L'étendue géographique de nos entretiens est limitée par le fait que nous ayons dû nous cantonner au voisinage de la BP, en raison de l'insécurité potentielle des voies plus périphériques. Cette étude nous permettra d'établir la *viabilité sociale* de la monnaie, viabilité que nous entendons comme l'acceptation et l'utilisation effective de la monnaie par les usagers potentiels. Nous allons dans un premier temps nous concentrer sur les usages des habitants avant d'étudier ceux des commerçants.

3.1.1 Une utilisation restreinte des consommateurs

Sur les 21 personnes que nous avons interrogées, 6 étaient des hommes et 15 des femmes. Nous nous sommes plusieurs fois adressé à un groupe de 2 ou 3 personnes, afin de recueillir davantage d'informations et de percevoir les réactions des individus entre eux. La

⁶¹ Pour réaliser cette enquête, nous nous sommes en partie basés sur le travail de fin d'étude d'Alexia Fouarge (2010).

majorité des personnes interrogées n'utilise pas la MS : seules 5 personnes déclarent avoir déjà utilisé le Palmas. L'utilisation de la MS reste exceptionnelle pour ces personnes puisque quatre l'ont utilisée occasionnellement, et une seule peu fréquemment. Outre le fait que la monnaie représente une « référence du quartier » et aide à son développement, l'utilisation de la MS répond principalement à des raisons pratiques. Plus spécifiquement, les usagers ont utilisé la MS car 1) ils l'ont reçue dans leur commerce et l'ont réutilisée pour consommer (2/5), 2) ils l'ont acquise par un crédit en MS⁶² (2/5), 3) ou encore l'ont utilisée car leur enfant avait été en partie rémunéré en Palmas (1/5). Dans une enquête réalisée auprès de 253 usagers des services de la BP, et coordonnée par Jeova Silva Junior (2008), uniquement 58% des personnes interrogées ont affirmé utiliser ou avoir utilisé la MS. Leur principale motivation pour utiliser la monnaie était que celle-ci contribue à aider les commerces du quartier (43%), devant le fait que celle-ci permette une remise à l'achat (22%). Enfin, 18% affirmait qu'ils le faisaient car ils recevaient une partie de leur rémunération en Palmas et 10% en raison du fait de recevoir le crédit en MS.

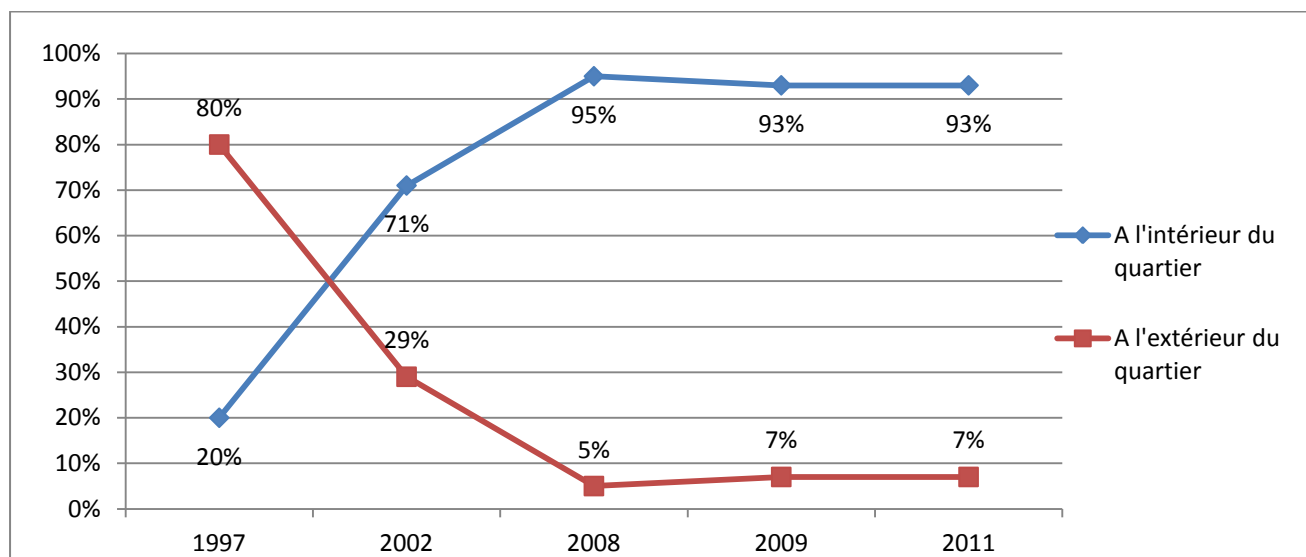
Les 16 personnes qui n'utilisent pas la MS connaissent pourtant majoritairement l'existence de ce dispositif (12/16). Nous pouvons même noter qu'ils ont confiance en la monnaie puisque sur les 21 personnes de l'échantillon, 7 lui font entièrement confiance, contre 2 qui s'en méfient. Deux individus font « plus ou moins » confiance et 9 ne se prononcent pas car ils ne connaissent pas cette monnaie ; ils ne l'ont même jamais vue.

Les raisons en faveur de la MS sont qu'elle est acceptée dans la majorité des commerces et participent à leur développement. Les arguments en défaveur sont en revanche plus nombreux : la qualité du papier monnaie et le fait que la monnaie ne soit valable qu'uniquement dans le quartier constituent les obstacles les plus importants. Viennent par la suite le fait qu'il faut prendre du temps pour aller changer ses Réais contre des Palmas et qu'il y a peu de temps que la monnaie existe. Ainsi, selon une étude réalisée par un étudiant étatsunien auprès de 100 personnes du quartier choisies aléatoirement, 76% des personnes interrogées préfèrent utiliser le Réal car la monnaie nationale est plus accessible et plus simple à utiliser, et car elle n'est pas restreinte géographiquement (Andrew 2011). Si pour un certain nombre de personnes la MS a la même valeur que le Réal, dans la pratique il apparaît que les habitants du quartier privilégient la monnaie nationale. Cette monnaie est en effet un moyen d'échange universellement reconnu au Brésil et symbole d'une richesse qu'il est

⁶² Dans ce cas, les personnes interrogées soulignent qu'il existe une différence de prix entre la monnaie nationale et la MS : l'acquisition de MS est en effet bien moins onéreuse qu'un crédit à la consommation en Réal.

toujours difficile de construire. Il existe donc une réelle différence dans les pratiques monétaires des usagers, en faveur de la monnaie nationale.

Figure 13 : internalisation progressive de la consommation dans le *Conjunto Palmeiras*.



Sources : Melo (2011).

Ce n'est pas parce que la monnaie est peu utilisée que les consommateurs n'ont pas assimilé le message qu'elle véhicule, à savoir favoriser la consommation à l'intérieur du quartier. La BP a en effet réussi à instaurer une culture de la consommation locale. En nous basant sur les recensements de la consommation et de la production locale, il est possible d'observer que les tendances de consommation se sont inversées sur la période 1997-2002. Si seulement 20% des ménages déclaraient réaliser leurs achats à l'intérieur du quartier en 1997, ce pourcentage a plus que triplé en cinq ans pour atteindre 71% en 2002. Etant donné que la monnaie Palmas a été mise en place cette même année (2002), les causes de la consommation interne sont autres. Selon Sandra Magalhães (E.2) et Socorro Alves (E.5), ce phénomène est imputable aux opérations conjointes de l'ASMOCONP et de la BP. A partir de 1999, les deux institutions ont élaboré la campagne « *compre no bairro é mais emprego* » (achetez dans le quartier pour plus d'emploi)⁶³. Cette internalisation de la consommation, objectif clé de la

⁶³ Cette campagne était composée d'un travail éducatif basé sur des films vidéo, une pièce de théâtre et un roman photographique. Diffusés au cours des événements de la communauté et dans les lieux publics (comme les associations, écoles...), ces supports montraient aux habitants qu'ils pouvaient trouver tous les produits dont ils avaient besoin dans le quartier, sans devoir aller les chercher à l'extérieur –avec les pertes de temps et d'argent

MS, s'est renforcée au cours des années suivantes atteignant 93% des achats à l'intérieur du quartier en 2011.

Au contraire de ce qui a pu être constaté dans d'autres sociétés avec les « monnaies primitives » (Dupuy 2001) ou certains groupes sociaux (Bloch 1994), la monnaie Palmas n'est pas considérée ni perçue par les usagers comme un symbole structurant les relations sociales. Certes, la dimension sociale existe : elle est présente sous forme d'un achat solidaire chargé de la logique de coopération territoriale voulue par l'institution émettrice. Toutefois, elle n'est pas destinée à des usages différenciés de la monnaie nationale et ne s'applique pas dans des sphères d'échange différentes. Elle n'a pas de nature distincte puisqu'elle permet une acquisition de marchandises identiques, entièrement substituable par la monnaie officielle. En ce sens, la monnaie Palmas n'est pas réservée à des emplois spécifiques ni à des fins différentes. Elle est toutefois emblématique de la culture coopérative développée par la BP. A cet égard, elle est constitutive du lien social entre les acteurs puisqu'elle repose sur la confiance contractuelle et mutuelle. Ainsi, la monnaie représente une institution sociale visant à personnaliser les rapports marchands. Il existe même, dans une certaine mesure, une logique de don et de contre-don dans la monnaie. Le don n'est pas à voir dans les rapports entre usagers mais plutôt dans ceux qu'ils entretiennent avec la BP. En effet, nous avons pu constater que les habitants du quartier manifestaient une confiance certaine vis-à-vis de la BP et qu'ils étaient prêts à utiliser la monnaie pour cette raison. L'usage monétaire représente le contre-don du don effectué par la BP en termes d'inclusion financière.

3.1.2 Un accueil favorable des commerçants

Comme remarqué plus haut, nous avons interrogé 20 commerçants du *Conjunto Palmeiras* afin de découvrir leurs relations avec la MS. Seulement 2 commerces n'acceptaient pas la MS, en raison des deux arguments suivants : 1) la MS n'est pas valide partout et les fournisseurs des quartiers voisins ne l'acceptent pas ; 2) le commerce avait moins d'un an.

La majorité des commerces qui acceptent la MS existent depuis plus de 10 ans (8/18) ; viennent ensuite ceux entre 5 et 10 ans (7/18), puis entre 1 et 4 ans (2/18) et enfin celui établi depuis quelques mois lors de l'entretien (1/18). Ces établissements présentent un éventail de

afférentes. De plus, différentes fresques murales relayaient –et relayent toujours- ces messages à travers le quartier.

marchandise très diversifié : ce sont des épiceries, supermarchés, magasins de meubles, boulangerie, garage, pompe à essence, etc.

Les flux de MS sont dans l'ensemble assez négligeables. Ainsi, pour 14 d'entre eux les mouvements de MS sont faibles voire inexistants. Parallèlement, les entrepreneurs déplorent une diminution de la MS dans le quartier (8/18), affirmant qu'ils en recevaient davantage auparavant. Pour les 4 commerces ayant des rentrées de MS conséquentes, la MS représente une part appréciable de leurs revenus. Elle représente par exemple 10% du chiffre d'affaires d'un magasin vendant des bonbons en gros, 20% de celui d'une épicerie et de 10 à 15% de celui d'une pharmacie. La plus forte concentration de MS se trouve dans les caisses de la pompe à essence du quartier. Or, elle ne représente pas pour autant une part importante de son chiffre d'affaires étant donné que la pompe brasse des sommes conséquentes. Les quantités de MS que reçoivent les commerces peuvent principalement s'expliquer par deux variables de consommation : 1) ils proposent des biens liés aux nécessités quotidiennes telles que l'alimentation, la santé, 2) ils pratiquent le *desconto* (les magasins le pratiquant reçoivent davantage de MS). De plus, les commerces offrant des biens et services nécessaires pour l'approvisionnement d'autres entreprises s'approprient un volume important de MS. En outre, il semblerait qu'une comptabilité bimonétaire ne soit pas compliquée à assurer puisqu'aucun commerce n'a manifesté de difficulté à manier les deux monnaies.

Les commerçants utilisent à titre personnel la MS pour effectuer des achats dans d'autres commerces, souvent plus généralistes (de type supermarché), tout comme pour payer leurs factures à la BP. Toutefois, à titre professionnel, ils vont principalement dépenser leurs Palmas dans la pompe à essence pour approvisionner par exemple les motos de livraison à domicile. C'est la raison pour laquelle la MS se concentre dans cet établissement, comme nous le verrons bientôt. Enfin, quelques entrepreneurs utilisent la MS pour d'autres usages tels que la réalisation d'une avance sur salaire pour leurs employés. Par ailleurs, ils ont unanimement confiance dans la monnaie Palmas ; confiance en partie due au fait qu'ils sont nombreux à avoir bénéficié d'un microcrédit productif.

Comme l'a souligné Blanc, l'existence d'une certaine variété de commerces et de producteurs est nécessaire pour encourager l'usage de la monnaie sociale. Une telle variété apparaît même comme « l'une des conditions nécessaires au maintien et au développement [du dispositif] mis en place » (Blanc 2006b, 175). Les entreprises locales doivent trouver des contreparties intéressantes à leur participation au sein du système. Lorsque la BP démarchait

pour sensibiliser les entreprises à accepter la MS, elle tentait de les convaincre en mettant en exergue leur « responsabilité sociale » face aux consommateurs. De même, elle mettait l'accent sur le rôle que la MS aurait sur la fidélisation de la clientèle (Melo et Magalhães 2005). Ces incitants, de même que d'autres de nature moins économique, comme par exemple la volonté d'insertion dans les réseaux d'économie solidaire ou de collaboration aux activités de la BP, ont permis un accroissement significatif du nombre d'entreprises acceptant la MS : elles sont ainsi passées de 40 en 2002 à 250 en 2011 (Banco Palmas sans date, 35). Nous constatons par ailleurs que l'évolution du nombre d'entreprises acceptant la MS est corolaire de l'augmentation du nombre de crédit en Palmas. Selon Francisco Bezerra, président de l'Association commerciale du *Conjunto Palmeiras*, les commerçants ont joué un rôle pro actif dans l'extension de la MS :

« La grande croissance de la monnaie Palmas vient du fait que la communauté [commerçants et consommateurs] s'est ouverte au système. [...] C'est pour cela qu'aujourd'hui la BP est si forte, car il y a toute la communauté autour d'elle. Je pense que cela est arrivé à travers la capacitation que les commerçants ont reçus : nous avons absorbé cette information et l'avons passée au consommateur. » (E.7)

Ainsi, la monnaie sociale Palmas se trouve dans une situation paradoxale. D'un côté, elle est relativement bien perçue par les usagers formels et potentiels, bénéficiant d'une confiance certaine et du prestige de l'institution émettrice. De l'autre, elle est très peu utilisée par les habitants du quartier. La viabilité sociale de la monnaie se trouve donc limitée par son absence d'appropriation. A cet égard, il est utile d'examiner les flux monétaires afin de déterminer pourquoi si peu de personnes se l'approprient malgré la confiance qu'elles lui attribuent.

3.2 Concentration et diminution de la monnaie

Dans cette section, nous examinerons les flux de monnaie sociale gérés par la BP au cours des dix premiers mois de l'année 2011. Cette étude quantitative nous permettra de voir dans quelles mesures les volumes monétaires sont appropriés par un nombre d'acteurs assez restreint, ce qui participe d'une concentration de la monnaie et réduit sa circulation effective.

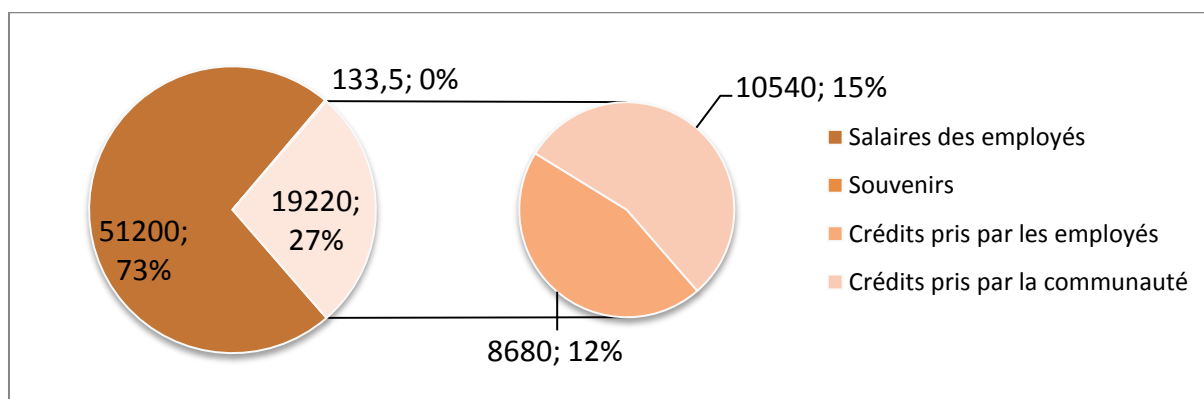
Nous dresserons par la suite le circuit de la monnaie Palmas au sein de la communauté avant de fournir quelques éléments explicatifs de la diminution de la monnaie sociale.

3.2.1 Une polarisation des flux monétaires

Nous allons maintenant étudier les flux de la MS en fonction des entrées et des sorties monétaires que la BP a gérées au cours des dix premiers mois de l'année 2011. La masse monétaire en circulation est en effet tributaire des volumes d'émission et de retrait de la circulation de la MS.

La première figure reprend les données d'émission monétaire. Nous pouvons remarquer que sur cette période de dix mois 70 553,5 P\$ ont été mis en circulation par la BP. La rémunération des salariés de la BP/IP représente de loin le premier moyen d'émission avec 73% des émissions totales, soit 51 200 P\$. Les prêts à la consommation n'arrivent qu'en seconde place avec 27% du total de mise en circulation des Palmas, pour une valeur de 19 220P\$. De ces 27% d'émission attribués aux crédits en Palmas, 15% sont acquis par la communauté –pour la somme de 10 540 P\$- et 12% par des employés ou des personnes affiliées⁶⁴ à la BP –soit 8 680 P\$. Enfin, le dernier moyen d'émission –l'échange de Réais contre des Palmas- ne représente même pas 1% du volume monétaire total, avec 133,5 P\$. Ce ne sont pas des personnes de la communauté qui viennent « troquer » leur monnaie nationale, mais des touristes qui gardent les billets comme *souvenir* de leur visite et emblème de la BP.

Figure 14 : volumes et pourcentages de monnaie sociale émis de janvier à octobre 2011.

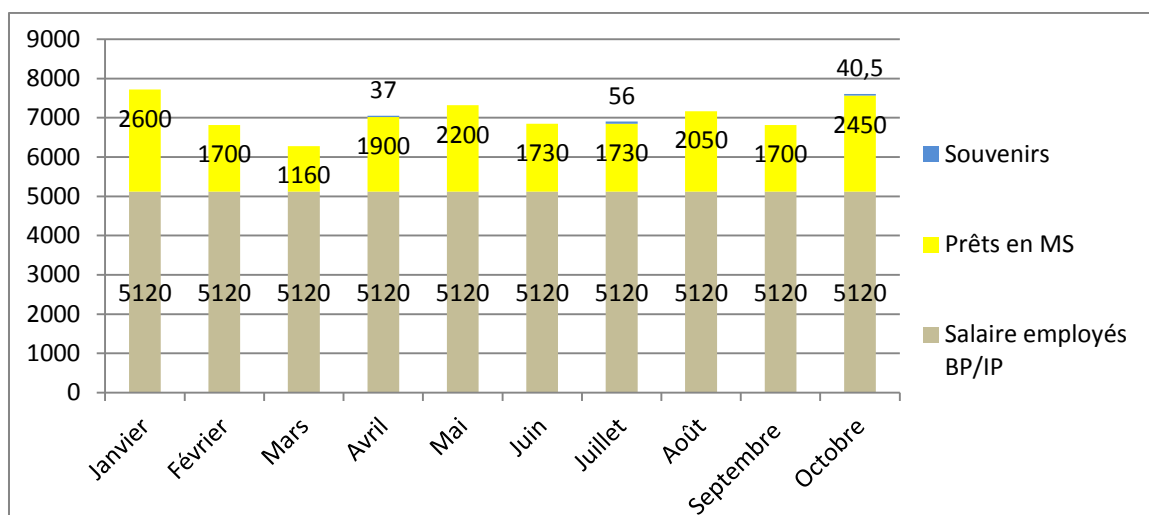


Source : données recueillies dans le système de tableur de la BP.

⁶⁴ Par « personnes affiliées », nous entendons des personnes ayant travaillé à la BP, dans une des entreprises solidaires que la BP a incubé (PalmaFashion, PalmaNatus...), ou bénévole à l'ASMOCONP.

Dans la figure suivante, nous présentons les volumes mensuels relatifs à chaque moyen d'émission. Hormis les salaires des employés de la BP qui représentent une émission mensuelle fixe de 5 120 P\$, le volume de P\$ mis en circulation par les prêts varie d'un mois à l'autre ; tout comme les échanges de R\$ vers P\$ utilisés comme souvenirs par les visiteurs :

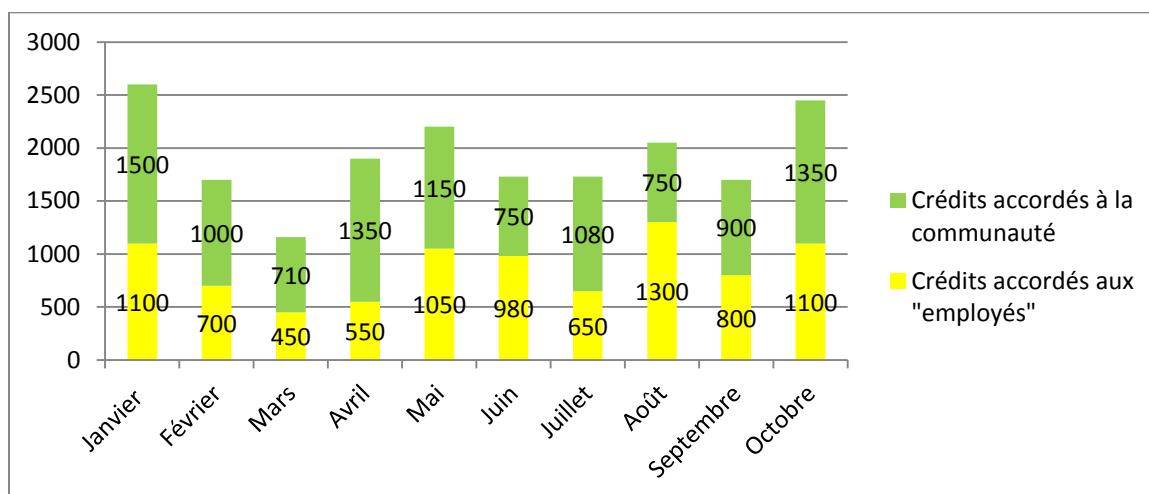
Figure 15 : mise en circulation mensuelle de la monnaie sociale.



Source : données recueillies dans le système de tableur de la BP.

Sur cette période de dix mois, 116 crédits en MS ont été délivrés ; nombre assez réduit puisqu'il signifie que la BP accorde en moyenne entre 11 et 12 crédits par mois. Ce chiffre apparaît d'autant plus faible quand on le compare aux 4 714 crédits productifs délivrés par la BP sur une période de douze mois ; soit une moyenne de 392,8 contrats mensuels. Sur les 116 crédits en MS, 70 ont été contractés par la communauté, et 46 l'ont été par les employés de la BP et affiliés. Si ce dernier groupe s'accapare 12% des Palmas en circulation à travers le crédit, il faut ajouter les volumes de MS perçus par les employés au titre de rémunération (73%). Nous pouvons ainsi conclure que 85% des émissions monétaires sont directement assimilées par le personnel de la banque et les personnes ayant un lien direct avec celle-ci.

Figure 16 : volumes des crédits en monnaie sociale perçus par les employés de la BP et la communauté.



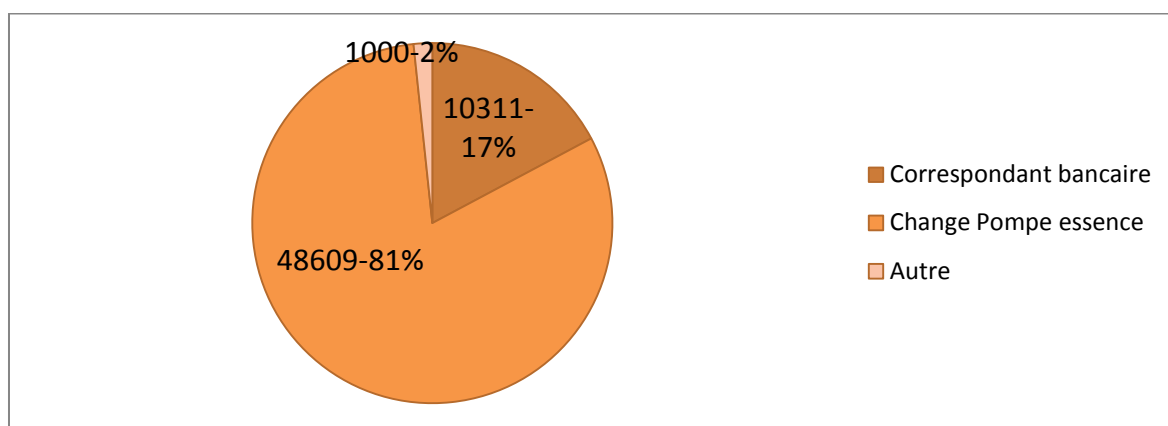
Source : données recueillies dans le système de tableur de la BP.

Comme il est convenu, les entrepreneurs et les consommateurs peuvent payer leurs factures et leur crédit en MS à la BP. Seuls les commerçants peuvent troquer leurs Palmas quand cela est nécessaire. Ainsi, sur les dix premiers mois de l'année 2011, 59 920 P\$ sont retournés à la BP. L'analyse de ces rentrées de MS nous permet de relever que personne n'est venu rembourser ses crédits avec la monnaie Palmas. Les entreprises et particuliers préfèrent payer leurs factures en Palmas. A cet égard, 17% des retours de Palmas à la BP sont attribués aux activités de correspondant bancaire ; ce qui représente une somme de 10 311 P\$ sur les dix mois. Les rentrées de la MS au sein de la BP sont par conséquent principalement imputables au troc des Palmas contre des Réais. Il n'y a qu'une seule entreprise qui effectue cette opération : la pompe à essence du quartier. Celle-ci est en effet responsable de 81% des retours de Palmas à la banque en ayant échangé 48 609 P\$ pour l'équivalent en Réais. Cet établissement est le seul dont la marchandise provienne intégralement de l'extérieur. Il doit donc changer ses revenus en monnaie nationale pour payer ses fournisseurs ; les autres entreprises trouvant en effet toujours la possibilité d'utiliser la MS dans le quartier⁶⁵. Enfin, 1 000 P\$ sont retournés à la BP sous l'appellation « troc pour chantier »⁶⁶ ; ci-désigné par « Autre ».

⁶⁵ Nous reviendrons plus tard sur le circuit effectif de la MS dans la communauté.

⁶⁶ Nous ne savons pas ce que désigne cette catégorie apparue dans le système de gestion de la MS.

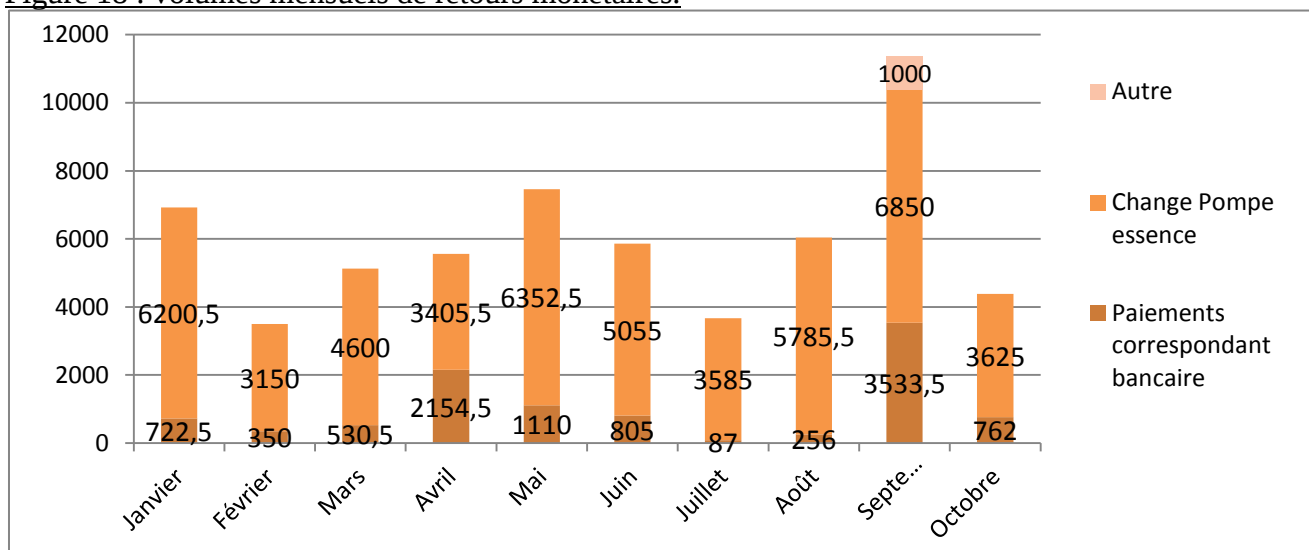
Figure 17 : volumes et pourcentages des retours de monnaie sociale à la BP.



Source : données recueillies dans le système de tableur de la BP.

Nous présentons dans le graphique suivant les volumes mensuels des différentes catégories de rentrée de MS dans la BP :

Figure 18 : volumes mensuels de retours monétaires.



Source : données recueillies dans le système de tableur de la BP.

En outre, ce n'est pas l'entièreté de la masse monétaire Palmas qui est en circulation : une partie de la MS reste dans les réserves de la BP. Ainsi, s'il y a 46 000 P\$ qui sont mobilisables car ayant le *lastro*, la monnaie en mouvement dans la communauté est en volume inférieur. En effet, il reste en moyenne 10 000 P\$ en réserve dans la BP. Nous

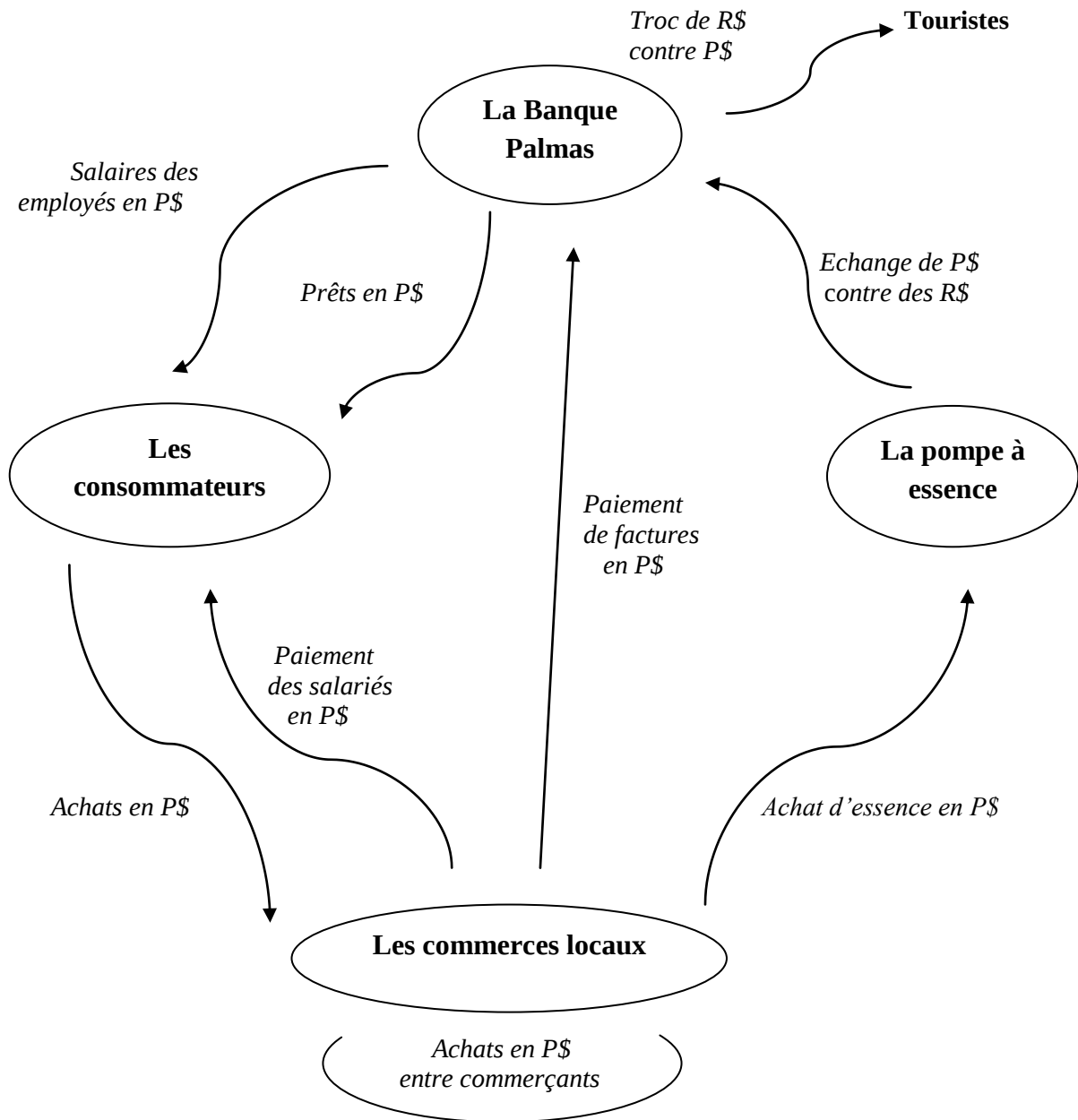
pouvons ajouter à ce volume les sorties du système qui s'opèrent dès que des touristes viennent échanger leurs Réais contre des Palmas. Cette action est positive puisqu'elle permet de constituer des réserves en monnaie nationale et d'assurer le *lastro*. Elle rend toutefois la gestion plus hasardeuse car le personnel note rarement ce transfert comme une sortie du système. A ces « fuites », il faut ajouter les pertes de Palmas effectives, comme dans toutes les formes monétaires fiduciaires. Par conséquent, ce ne sont pas 46 000 P\$ qui circulent quotidiennement dans le quartier. De plus, la MS stagne un instant dans tel commerce ou tel foyer, avant d'être utilisée pour effectuer une opération d'ordre économique. Il semblerait par ailleurs que la pompe à essence garde ses devises dans ses caisses avant de les échanger une fois par mois à la BP. Elle stocke donc la MS pendant ce temps, ce qui l'empêche de circuler.

3.2.2 Les cycles de la monnaie

Les différentes données analysées plus haut nous permettent de dresser deux constats. Tout d'abord, les principaux appropriateurs de la monnaie sociale sont les employés de la BP, qui concentrent 85% des émissions monétaires. Ensuite, la majeure partie de la MS termine sa circulation dans la pompe à essence. Les sorties et entrées monétaires sont donc fortement polarisées, ce qui tend à concentrer la monnaie dans les mains de quelques uns, restreignant par là même son appropriation communautaire.

Nous pouvons par conséquent déterminer le circuit de la monnaie Palmas de la façon suivante : 1) le P\$ sort de la BP, *via* le paiement des salaires et les prêts, pour aller dans la communauté (consommateurs) ; 2) le P\$ est utilisé pour l'achat dans les commerces et circule entre les commerces ; 3) les commerces utilisent le P\$ pour payer leurs factures à la BP ; 4) les commerces vont s'approvisionner en essence dans la station du quartier ; 5) la pompe à essence vient troquer ses P\$ à la BP car elle ne peut pas les dépenser dans le quartier. Ce circuit de la monnaie Palmas est conceptualisé dans le schéma suivant :

Encadré 2 : dynamique de circulation du Palmas.



Source : travail personnel.

3.2.3 Une diminution de la circulation

Les entretiens qualitatifs passés avec les appropriateurs et l'étude quantitative des flux monétaires attestent d'une certaine diminution de la circulation de la monnaie. Selon Joaquim Melo, trois facteurs permettent d'expliquer cette diminution :

« Je pense que la majorité des personnes se sont habituées à acheter dans la communauté. Elles ont donc cessé d'avoir besoin de la monnaie sociale pour acheter. De plus, il y a eu une « invasion » des cartes de crédit. Avant, il n'y avait pas de possibilité de payer par carte de crédit dans le quartier. Mais [aujourd'hui] tout le monde a pris une carte de crédit. Certains commerces du quartier ont même fait leur propre carte de crédit, ce qui est bien. Je pense donc qu'il y a eu : 1) une grande offre d'instruments de consommation locale par les cartes de crédits traditionnelles et celles des commerçants, ce qui a fait que les gens ont moins eu besoin de la monnaie sociale pour acheter, 2) la propre culture de consommation dans le quartier et 3) nous avons diminuer la divulgation par les campagnes ; nos efforts ont diminués car les gens consommaient déjà dans le quartier. » (E.1)

Comme le rappelle Keith Hart, « l'objectif général des monnaies communautaires est de permettre le commerce et les échanges lorsque le pouvoir d'achat dans l'économie de marché conventionnelle devient sérieusement insuffisant » (2006, 144). Cette finalité se présente évidemment dans la monnaie Palmas. Les crédits à la consommation visaient en effet à subvenir à des urgences dont le coût ne pouvait être assumé par les ménages, faute d'épargne et de revenus suffisants. Ainsi, selon Sandra Magalhães, la diminution du Palmas est imputable à de meilleures conditions de vie :

« Pourquoi les personnes demandent-elles moins de crédits à la consommation ? Car elles en ont moins besoin. Ceci signifie qu'elles ont plus d'accès à la monnaie officielle, car si elles n'y avaient pas accès elles solliciteraient des crédits à la consommation. Parce le crédit à la production est plus accessible, nous avons plus de fonds à prêter : il y a plus d'opportunités de travail, et donc les personnes ont plus de moyen de gérer leur budget. » (E.2)

Cet argument corrobore cependant le caractère transitoire et d'urgence que revête la MS. Si cette idée ne reflète pas la pensée des dirigeants de la BP, force est de constater qu'avec une amélioration de la qualité de vie, la MS perd de sa vigueur. Mais elle conserve son sens en restant un des outils cruciaux dans la conscientisation du rapport à l'économie et

est vectrice de davantage de cohésion sociale (symbole effectif d'une nouvelle convention entre les habitants et les commerçants). C'est pour cela que la BP et l'IP soutiennent financièrement ce dispositif.

3.3 Une monnaie soutenue par les autres produits financiers

La monnaie sociale Palmas dépend de la rentabilité générale de la BP et de l'IP pour assurer son financement. En effet, avec seulement une taxe administrative de 1% sur les crédits à la consommation, les frais d'émission, de gestion et de détérioration de la monnaie ne sont pas assurés : la monnaie ne s'autofinance-t-elle pas⁶⁷. Nous allons maintenant examiner les différentes dépenses liées au système monétaire Palmas en les comparant à celles des MS des autres BCD brésiliennes.

La première étape pour l'implantation d'une MS de type Palmas est celle qui consiste à réunir la communauté pour concevoir la MS (règles locales, iconographie...). Ces coûts ont été assurés par la Fondation Strohalm dans le cadre du Palmas. Mais c'est la SENAES qui prend ces frais à charge pour les BCD émergentes. Par la suite, la monnaie est imprimée. Pour le Palmas, chaque billet coûte en moyenne 0,15 R\$. Selon Joaquim Melo, il y aurait autour de 5 000 billets émis en MS pour atteindre une masse monétaire de 46 000 R\$ (E.1). Cela signifie que la valeur moyenne d'un billet équivaldrait à 8 P\$, ce qui particulièrement élevé sachant qu'il existe de très nombreux billets d'une valeur de 0,5 P\$, 1 P\$ et 2P\$. Nous émettons donc une réserve sur la véracité de ces chiffres, même s'ils proviennent du président de l'IP. Nous avons vu que c'est encore la Strohalm qui a pris en charge les premières impressions des Palmas. Par la suite, la détérioration et la rénovation des billets a été assumée par la BP. Pour les nouvelles BCD, c'est encore la SENAES qui finance les impressions monétaires. En revanche, une BCD a besoin de fonds propres pour assurer le *lastro* en monnaie nationale. Nous avons vu comment la BP a assuré ce *lastro*, grâce à des donations puis en transférant ses fonds destinés au microcrédit vers la MS. Les autres BCD doivent également assumer ce coût permettant d'assurer la convertibilité de la MS. Elles font preuve d'inventivité pour trouver les Réais, notamment via des donations publiques ou privées, ou bien en organisant des fêtes populaires, par exemple.

⁶⁷ Nous n'avons malheureusement aucune donnée chiffrée précise relatives aux coûts et aux recettes du système de MS. Toutes les données dont nous disposons sont issues de nos entretiens avec les dirigeants, et nous paraissent souvent assez aléatoires.

Nous avons montré le processus de gestion et de contrôle de la MS opéré par les agents de la BP. Toute cette administration a un coût. La MS ne générant aucun revenu (hormis les 1%), ces frais sont assumés par les activités de microcrédit, qui fournissent des recettes grâce aux taux d'intérêt. Les dépenses ne sont pas prises en charge par les pouvoirs publics, comme le rappelle Sandra Magalhães :

« La monnaie ne dépend pas de subventions externes. Le système de gestion est financé par la BP [...] Ici le travail de la monnaie est financé par le système de microcrédit ; car la MS n'apporte rien, elle n'a pas d'intérêt. Nous aurons toujours besoin de ressources propres pour pouvoir faire que la monnaie fonctionne. [...] Si les systèmes [de microcrédit et MS] n'étaient pas liés, nous aurions besoin de subventions pour faire fonctionner la monnaie. » (E.2)

Figure 19 : tableau comparatif des coûts relatifs à la MS et leur prise en charge dans la BP et d'autres BCD.

	La BP		Les autres BCD (sauf exception)
	Valeur	Prise en charge	
Conception	-----	Strohalm	La SENAES (subventions)
Impression	750 R\$ pour 5 000 billets	Strohalm (1 ^{ère} impression) BP/IP (impressions suivantes)	La SENAES (subventions)
Assurer le lastro	Près de 46 000 R\$	BP/IP	La BCD : recherche de fonds
Gestion administrative	7 500 R\$ / an	BP/IP	La BCD et la SENAES
Détérioration	Entre 300 et 500 R\$ / an	BP/IP	Pas d'information
Total	Coûts fixes : 46 750 R\$ Coûts annuels : entre 7 800 et 8 000 R\$	Les coûts de la MS sont très largement assumés par les ressources propres de la BP et de l'IP	Les coûts de la MS sont très largement assumés par les subventions publiques

Source : entretien avec Joaquim Melo (E.1) et Sandra Magalhães (E.2).

Les coûts de la MS ne sont pas isolés dans la comptabilité de la BP. Les employés chargés de sa comptabilité travaillent également dans le microcrédit et la correspondance bancaire. Du coup, il est très difficile de savoir avec exactitude les montants nécessaires à sa

gestion. Selon Joaquim Melo (E.1), l'administration de la MS coûte environ 600 R\$ par mois. Sur l'année, le contrôle de la MS revient donc à 7 200 R\$. Maintenir ce système en place est donc onéreux, d'autant plus s'il est rapporté à sa masse monétaire de 46 000 P\$. De plus, il faut ajouter les coûts de détérioration de la MS, qui s'élèvent en moyenne entre 300 et 500 R\$ par an (E.1).

Comme nous l'avons déjà souligné, les frontières sont minces entre la BP et l'IP ; c'est aussi le cas en termes de comptabilité. Tous les différents coûts liés directement et indirectement à la MS sont assumés par les revenus dont disposent la BP et l'IP. Ceux-ci résultent bien évidemment des taux d'intérêts perçus sur les crédits et de la rémunération pour les services bancaires, mais également en partie des prestations et services fournis par l'IP aux pouvoirs publics. Nous ne pouvons pas désigner ces derniers revenus comme étant des subventions puisqu'ils sont délivrés en échanges de services. Cependant, il est possible de parler de subsides dans le cas de certains employés de la BP qui bénéficient des subventions des pouvoirs publics à travers leur rémunération effectuée par l'ITES, chargée par la SENAES de consolider les BCD dans le Nordeste.

Il est donc impossible de déclarer que la monnaie est prise en charge entièrement par le microcrédit, le correspondant bancaire, les rémunérations perçues pour une prestation de service de l'IP ou les subsides portés sur le salaire de tel employé travaillant en partie sur la MS. La BP a, comme la majorité des entreprises de l'économie solidaire (Laville 2010), des ressources financières hybrides. Elle assume entièrement les coûts de la MS mais, comme une partie de ses revenus proviennent des pouvoirs publics, il est complexe de déterminer dans quelles mesures la MS dépend des subventions.

Le cas des MS des autres BCD est différent. Si leurs ressources tirées de la MS sont aussi minces que celles de la BP, elles ne disposent pas de revenus liés aux autres activités financières aussi importants que ceux de la BP. La majorité des BCD traite en effet un nombre de dossier très faible, ce qui ne leur permet pas d'assurer leurs propres frais de fonctionnement. Dans ces cas –qui représentent l'immense majorité si ce n'est la totalité des BCD hors BP- les BCD vivent des subventions étatiques et régionales versées pour leur rôle joué en termes d'inclusion financière et sociale. Aussi, la MS est-elle subsidiée comme les autres instruments financiers dont elles assurent la gestion.

En outre, il faut considérer d'autres indicateurs que la soutenabilité financière de la monnaie. En effet, les objectifs de la MS sont autres : elle sert à réorganiser l'économie

locale. Dans ce cas, elle a réussi sa mission puisque les habitants consomment principalement à l'intérieur du quartier. Parallèlement, la MS élève l'estime des habitants de ce quartier périphérique, comme le soutient Elias Lino dos Santos :

« Dans ma vision, la monnaie [Palmas] est un symbole extrêmement puissant. [...] Les personnes pauvres d'ici, de la communauté, de la région périphérique de la région du Nordeste, qui est la région la plus pauvre d'un pays pauvre [...] peuvent créer leur argent. Ceci crée beaucoup d'auto-estime ; et cette auto-estime contribue à l'acceptation de la BP et à l'adhésion de la communauté. » (E.3)

Ainsi, selon les « managers » de la BP, la MS ne doit pas être viable financièrement : ce n'est pas son objectif. Son succès est avant déterminé par les changements des comportements économiques qu'elle développe et la convention sociale qu'elle représente entre les usagers.

IV. Les futurs de la monnaie

Nous pensons que la diminution de la MS est en partie due au fait que la BP s'est concentrée sur l'insertion socioproductive des femmes qui sollicitaient les crédits en MS⁶⁸. En effet, une des missions cardinales du crédit en MS était de permettre aux familles d'avoir un accès rapide à l'argent. Il s'agissait donc d'apporter une aide ponctuelle dans une logique de subsistance. Cette volonté est marquée dans les origines mêmes de tous les projets monétaires de la BP : le club de troc devait fournir un accès facilité aux biens de base tandis que la Palmacard et les crédits en P\$ contribuaient à faire face aux imprévus. Aujourd'hui, la BP a développé un nouveau programme social visant la satisfaction des nécessités basiques des plus pauvres. Pour cela, elle a conçu une gamme de crédit spécialement pour les femmes de la *Bolsa familia*, qui sont parmi les plus pauvres du quartier. Ainsi, le projet ELAS vise l'inclusion socioproductive, financière et bancaire de ces femmes en combinant l'accès au microcrédit avec un accompagnement personnalisé, effectué par les « agents d'inclusion socioproductive » de la BP. Les femmes sont suivies dans leur projet et reçoivent une

⁶⁸ Selon les différents agents de crédit, les crédits à la consommation sont très largement appropriés par les femmes.

formation en éducation financière et des cours de capacitation professionnelle. En 2011, 2 549 crédits *Bolsa família* furent accordés dans le cadre de ce projet et 2 355 visites furent rendues aux femmes (Instituto Palmas 2011b)⁶⁹. Parallèlement, les femmes reçoivent un accompagnement psychologique et social ; accompagnement qui inclut des visites de lieux culturels, de même qu'une information sur les droits de la femme en cas de violence conjugale⁷⁰. Par conséquent, la BP s'est spécialisée dans des produits financiers et des programmes sociaux visant à générer plus de revenus et d'emplois. Dans ce contexte, elle a mis une priorité à répondre aux besoins de subsistance des familles en axant son action davantage sur l'inclusion socioproductive que sur l'accès au crédit à la consommation.

Si le Palmas a réussi son objectif initial d'augmenter structurellement la consommation locale, la BP a élaboré un nouveau projet de monnaie sociale. Sous forme de monnaie électronique, la nouvelle monnaie permet d'effectuer des paiements de téléphone portable à téléphone portable mais uniquement dans l'espace géographique du *Conjunto Palmeiras*. Cette nouvelle monnaie suit donc la même fonction que le Palmas sauf qu'elle n'est pas physique. L'implémentation d'un tel système est rendue possible par des partenariats avec trois institutions ayant chacune un rôle distinct : 1) l'opérateur de téléphonie Vivo, qui a mis en place un système permettant de limiter géographiquement les paiements ; 2) la *Redecard* et la *Mastercard* qui conjointement assurent les possibilités de paiement électronique ; 3) la *Caixa Econômica* qui agence l'effectuation des paiements d'un compte à l'autre via ce dispositif de transfert monétaire mobile. La mise en place d'un dispositif innovant si élaboré fut rendue possible par les technologies conjointes de ces trois institutions ; la BP ayant apporté l'idée et offrant un cadre expérimental. Tous les usagers de la nouvelle monnaie doivent avoir un compte à la *Caixa* pour que puissent s'effectuer les débits et crédits. Ils doivent également avoir Vivo comme opérateur téléphonique⁷¹. En revanche, les commerçants doivent adhérer au système de paiement électronique *Redecard*, partenaire de *Mastercard* au Brésil. Pour ce faire, ils doivent s'enregistrer dans le système en prouvant qu'ils ont effectivement un commerce –que celui-ci soit formel ou informel- afin d'éviter toute fraude (E.8). Pour adhérer au système, un commerce formel devra s'acquitter des frais de location de la machine *Redecard* (machine de type *Bancontact*) pour la somme de 15 R\$ par mois. Il

⁶⁹ Le nombre de crédits octroyés est supérieur au nombre de visites étant donné qu'une femme peut obtenir plus de crédits que de visites.

⁷⁰ Dès ses débuts la BP a développé des activités spécifiques en faveur des femmes dans une logique d'autonomie économique et sociale, notamment en cas de violence. Pour plus d'informations, voir en annexe.

⁷¹ Les téléphones mobiles brésiliens sont fréquemment équipés d'un dispositif permettant de mettre deux cartes SIM. Aussi, les usagers peuvent-ils garder leur opérateur traditionnel tout en adhérant aussi système avec une carte Vivo.

paiera de plus 2% de la valeur des paiements à la *Redecard*. Les commerces informels peuvent choisir entre recevoir un téléphone de la *Redecard* pour un « loyer » mensuel de 15 R\$, ou bien le faire avec leur propre téléphone si celui-ci a un accès à internet, sans rien payer (E.8).

Active depuis janvier 2012, la monnaie électronique est également liée à un dispositif de microcrédit : l'utilisateur peut appeler la BP pour lui demander de créditer son compte. Dans ce cas, la technologie n'intervient pas encore puisque l'opération se fait du compte *Caixa* de la BP au compte *Caixa* de l'emprunteur. La taxe administrative de 1% reste la même que le crédit en Palmas. C'est par la suite que les technologies de *Redecard* et *Vivo* sont utilisées. Les coûts du dispositif sont assumés conjointement par les entreprises nommées, la BP et les commerçants (E.8). L'objectif à terme est que la BP puisse s'approprier pleinement ces technologies pour permettre d'effectuer les remboursements des crédits directement par téléphone portable, sans que le client ait besoin de se déplacer physiquement à la BP.

Si la monnaie électronique existe depuis le début de l'année 2012, Joaquim Melo pense déjà à élaborer une autre monnaie, plus pédagogique :

« Ma préoccupation va vers la nouvelle génération : les enfants qui deviennent adolescents et qui n'ont pas fait partie de tout ce processus. Nous pensons à créer la Palminha, qui est une monnaie sociale infantile. Les enfants pourront acheter des bombons, des petites choses pas chères. Nous pensons faire des monnaies de 10 centimes, 20 centimes, 1 réal ; pour travailler le concept de consommation locale avec les enfants. L'autre monnaie sera par téléphone portable. Et mon grand rêve pédagogique serait de faire un musée de la monnaie sociale, pour conter notre histoire : comment elle a commencé, la Palmacard et les différentes phases. Les gens doivent comprendre comment cette monnaie a contribué au développement du quartier : la monnaie donne toute la logique de production et de consommation. De là, tous les produits de consommation que nous avons créés découlent de cette logique de consommation et de développement endogène » (E.1)

Et de continuer le développement de l'économie du quartier par un accroissement de la production locale. Afin de réduire la non compétitivité de la production locale, Joaquim Melo insiste sur l'importance de l'innovation et de la technologie. C'est sur ce front que les partenariats technologiques sont déterminants :

« Pour cela [augmenter la production du quartier] les partenariats avec Mastercard, Vivo, Zurich sont fondamentaux, car ils apportent pour le quartier innovation et

technologie. Peut-être que dans le futur nous serons capables de créer notre propre technologie [...]. Dans cette même logique, nous organisons une connexion internet gratuite pour tout le quartier, via wifi. Nous investissons donc dans ce qui est technologie et innovation, car nous avons résolu le problème de la consommation mais pas celui de la production. » (E.1)

Ainsi, la diminution de la monnaie sociale Palmas ne signifie pas pour autant l'abandon d'un dispositif monétaire local destiné à sensibiliser les habitants du *Conjunto Palmeiras* sur l'importance de l'achat communautaire. A cet égard, les innovations monétaires portées par Joaquim Melo et la BP attestent de l'importance d'une monnaie complémentaire dans le processus de restructuration économique.

V. Conclusion de la seconde partie

Dans cette seconde partie, nous avons, dans un premier temps, utilisé la grille des pratiques de gestion des biens communs pour analyser le mode de gouvernance de la monnaie sociale Palmas. Nous avons pu constater que la structure administrative du dispositif monétaire correspond en grande partie à celle développée par les institutions de biens communs. Le cadre élaboré par Ostrom s'applique donc pour la monnaie sociale (hormis pour les principes de surveillance, destinée à contrôler la circulation monétaire et non le comportement des usagers, et de sanctions graduelles, inexistantes dans la monnaie sociale). Nous reprenons, dans le tableau suivant, les principes de conception tels qu'appliqués dans l'institution monétaire Palmas.

Figure 20 : récapitulatifs des dispositifs d'organisation et de gouvernance de la monnaie Palmas.

Principes d'Ostrom	Application sur la monnaie Palmas
Limites de la ressource et accès clairement définis	Monnaie à grande échelle : 46 000 Palmas en circulation et réserve
Concordance entre les règles d'appropriation et les conditions locales	Accès gratuit et libre à tous par : -microcrédit à la consommation -salaire -troc des Réais en Palmas Adhésion de plus de 250 commerces et grande diversité de produits disponibles Remise à l'achat en Palmas
Arènes de choix collectif	Débat politique sur le rôle de la monnaie et l'application des règles dans la communauté Choix du nom et de la forme de la MS La monnaie comme symbole de la communauté
Surveillance	Emission centralisée par la BP qui surveille et contrôle les flux monétaires (entrées et sorties) Monnaie nécessitant une réserve en Réais : le <i>lastro</i>
Sanctions graduelles	Pas de sanctions existantes
Mécanismes de résolution des conflits	Conflits négociés au sein du FECOL et de la BP
Droits d'organisation reconnus	Attitudes multiples des pouvoirs publics : -hostilité de la BCB progressivement transformée en intérêt -soutien de la SENAES comme appui au développement des BCD et BP -dans d'autres BCD : les municipalités utilisent la monnaie sociale comme instrument de politique publique de promotion économique et sociale

Unités imbriquées	Les différentes activités sont organisées par de multiples niveaux d'unités : -L'ASMOCONP : exerce un contrôle social et participe aux dispositifs de choix collectifs -La BP organise l'appropriation, la surveillance et la résolution des conflits autour de la ressource commune -L'IP couvre les frais opérationnels de la monnaie
--------------------------	--

Source : travail personnel sur base d'Ostrom (2010).

Dans un deuxième temps, nous avons complété cette analyse par une étude de viabilité de la monnaie sociale. Celle-ci nous a permis de constater plusieurs éléments importants. Tout d'abord, la monnaie sociale jouit d'une certaine confiance des commerçants, et est connue par les consommateurs –à défaut d'être utilisée comme moyen d'échange par ces derniers. Ces appréciations vont en faveur de la viabilité sociale de la monnaie, entendue comme l'acceptation et l'utilisation effective de la monnaie par les usagers potentiels. Elles sont toutefois contrebalancées par le fait que peu d'appropriateurs potentiels utilisent effectivement la monnaie. L'appropriation est en effet concentrée dans les mains de quelques groupes territoriaux (personnel de la BP, pompe à essence) ce qui empêche le Palmas d'être employé par un nombre important d'habitants du quartier. Ainsi, si la monnaie bénéficie de l'approbation des habitants du quartier, elle se cantonne principalement au stade de la sympathie à défaut de constituer un moyen d'échange incorporé dans leur mode de vie.

A cette faible viabilité sociale de la monnaie vient s'ajouter une non-soutenabilité économique. La monnaie ne gère en effet aucune recette alors que ses coûts sont assez élevés. Les dépenses opérationnelles sont donc assumées par les autres activités financières de la BP et de la BP. Dans ce cas, elle dépend notamment des systèmes de microcrédit et de correspondance bancaire.

CONCLUSION GENERALE

Notre question de recherche était de savoir dans quelles mesures les pratiques de finances solidaires de la Banque Palmas sont assimilables à des modes de gestion de biens communs et si les systèmes de microcrédit productif et de monnaie sociale sont durables. Pour y répondre, nous avons émis l'hypothèse selon laquelle la Banque Palmas gère ses systèmes de microcrédit productif et de monnaie sociale comme d'autres organisations volontaires administrent durablement des biens communs. Pour donner forme à cette hypothèse, nous avons utilisé un cadre d'analyse construit à partir des huit principes de conception des institutions durables de ressources communes définis par Elinor Ostrom dans son ouvrage *Gouvernance des biens communs* (2010). Nous avons complété l'analyse en mobilisant des concepts complémentaires, tels que l'isomorphie institutionnelle ou la viabilité économique, influençant la gouvernance et la durabilité de la ressource.

Cette analyse a montré que le cadre d'Ostrom convient pour étudier les systèmes de gestion des finances solidaires Palmas. Le microcrédit productif et la monnaie sociale sont donc administrés selon les principes de ressources communes, c'est-à-dire qu'ils sont considérés comme des biens communs sociaux par la Banque Palmas. Quant à savoir si cette gestion est durable, le cadre d'Ostrom a utilement été complété par l'étude d'autres facteurs. En ce qui concerne le microcrédit productif, il est apparu que la Banque Palmas a tendance à incorporer certains comportements axés vers de meilleurs résultats économiques sous pression de ses partenaires financiers. Ces changements institutionnels participent d'une administration pouvant mener à une privatisation de la ressource. Au sujet de la monnaie sociale, nous avons pu constater que la monnaie dispose d'une viabilité financière et sociale fort limitée. Son maintien en circulation est plus tributaire de sa mission didactique et symbolique que de son inclusion effective dans les mœurs des habitants.

Nous avons voulu apporter de nouvelles connaissances qualitatives et quantitatives sur notre objet d'analyse en essayant de dresser un tableau le plus complet possible de l'architecture des systèmes de la Banque Palmas. De plus, l'analyse institutionnelle de la Banque Palmas et de l'Institut Palmas nous a permis de constater qu'il existe un lien empirique formel entre économie solidaire et biens communs. Si une telle assertion mérite d'être étayée d'un point de vue théorique, notre étude de terrain a révélé que la banque

communautaire a réussi à ériger un système bancaire et monétaire selon les caractéristiques des organismes de biens communs autogérés. Il se dégage ainsi des pistes de recherches complémentaires visant à théoriser et conceptualiser ces liens empiriques.

En outre, nous invitons le lecteur à lire notre annexe consacrée aux impacts de l'action de la Banque Palmas en termes de développement territorial. Nous évaluons les contributions économiques, sociales, culturelles et environnementales de la Banque Palmas en analysant les entretiens passés auprès des bénéficiaires de ses services. En cela, nous étudions comment la banque communautaire participe de la constitution d'un *Bien Commun* se traduisant par un renforcement du bien-être social collectif.

Nous tenons également à inscrire ce travail de recherche dans le débat scientifique international d'une *épistémologie du Sud*, telle que définie par Boaventura de Sousa Santos. Entendue comme « une nouvelle production et évaluation des connaissances ou savoirs valides, scientifiques ou non », cette épistémologie établit « de nouvelles relations entre différents types de savoir, sur la base des pratiques des classes et des groupes sociaux qui ont systématiquement souffert des inégalités et des discriminations dues au capitalisme et au colonialisme » (de Sousa Santos 2011, 38). La Banque Palmas s'inscrit dans cette dynamique polymorphe mettant en place des alternatives concrètes sous-tendues par une compréhension du monde jusqu'à présent peu considérée. L'*épistémologie du Sud* vise ainsi à qualifier les mouvements existants et émergents qui rendent compte d'une organisation sociale et d'une connaissance du monde éloignées de la rationalité occidentale. L'un des piliers de cette épistémologie réside dans « la traduction interculturelle ». « Comprise comme la procédure créant une intelligibilité mutuelle entre les différentes expériences du monde » (de Sousa Santos 2011, 40), le travail de traduction interculturelle que nous avons effectué est de deux ordres.

Tout d'abord, il se trouve dans le dialogue installé entre la théorie occidentale de la nouvelle économie institutionnelle et la pratique de l'organisme brésilien de finances solidaires Banco Palmas. L'articulation entre ces deux conceptions du monde a été rendue possible par l'analyse de l'organisation des biens communs. Celle-ci démontre par ailleurs la validité du cadre analytique d'Ostrom pour les biens communs sociaux. Ensuite, nous avons cherché à synthétiser un ensemble d'informations hétérogènes relatives à la Banque et à l'Institut Palmas. Afin d'accroître les connaissances de ces institutions et par conséquent la compréhension qu'un public francophone pourrait avoir d'un tel phénomène, nous avons tenu

à systématiser l'expérience des banques communautaires brésiliennes apportant certaines informations complémentaires sur la situation d'autres banques. Ainsi, nous avons voulu donner une certaine intelligibilité à ce phénomène émergent en établissant une traduction interculturelle, mêlant théorie occidentale et empirie du « Sud », dans laquelle les deux épistémologies dialoguent et se renforcent mutuellement.

BIBLIOGRAPHIE

MONOGRAPHIES ET ARTICLES SCIENTIFIQUES GENERAUX

Alpe, Yves, Alain Beitone, Christine Dollo, Jean-Renaud Lambert, et Sandrine Parayre. *Lexique de la sociologie*. Paris: Dalloz, 2010.

Armendariz, Beatriz, et Jonathan Morduch. *The economics of microfinance*. Cambridge: The MIT Press, 2010.

Banco Central do Brasil. "Evolução do IDH das Grandes Regiões e Unidades da Federação." *Boletim Regional do Banco Central do Brasil*, 2009: 91-94.

Beitone, Alain. «Biens publics, biens collectifs. Pour tenter d'en finir avec une confusion de vocabulaire.» *Revue du MAUSS permanente*. 27 Mai 2010.
<http://www.journaldumauss.net/spip.php?article690> (accès le 15 Juin 2012).

Bidet, Eric. «L'insoutenable grand écart de l'économie sociale. Isomorphisme institutionnel et économie solidaire.» *Revue du MAUSS*, 2003: 162-178.

Blanc, Jérôme. «A quoi servent les monnaies sociales?» Dans *Exclusion et liens financiers. Monnaies sociales*, de Jérôme Blanc (dir.), 31-41. Paris: Economica, 2006a.

—. «Choix organisationnels et orientation des dispositifs de monnaies sociales.» Dans *Exclusion et liens financiers. Monnaies sociales*, de Jérôme Blanc (dir.), 173-195. Paris : Economica, 2006b.

—. «Introduction générale. Les monnaies sociales: un outil et ses limites.» Dans *Exclusion et liens financiers. Monnaies sociales.*, de Jérôme Blanc (dir.), 11-23. Paris : Economica, 2006c.

—. «Classifying "CCs": community, complementary and local currencies.» *International Journal of Community Currency Research*, 2011: 4-10.

Blanc, Jérôme, et Marie Fare. «Le rôle des pouvoirs publics dans le déploiement de monnaies sociales.» *Territoires*, Février 2011: 24-29.

Bloch, Maurice. «Les usages de l'argent.» *Terrain*, 1994: 5-10.

Cattani, Antonio. «Emancipation sociale.» Dans *Dictionnaire de l'autre économie*, de Jean-Louis Laville et Antonio Cattani (dir.), 326-335. Saint-Amand: Gallimard, 2006.

Chaouch, Malik Tahar. «La théologie de la libération en Amérique Latine.» *Archives de sciences sociales des religions*. 5 Septembre 2010. <http://assr.revues.org/4822#tocto1n9> (accès le 26 Juillet 2012).

Cordeiro Neto, José, Christiane Bezerra Alves, et Ariadne Scalfoni Rigo. «O Estado do Ceara no contexto da economia solidaria brasileira: aspectos de destaque e desafios aos empreendimentos de economia solidaria cearenses.» Dans *Gestão social e politicas publicas de desenvolvimento: ações, articulações e agenda*, de Ariadne Scalfoni Rigo, Jeova Silva Junior, Paula Chies Schommer et Airton Cardoso Cançado. Juazeiro-Petrolina: Université Fédérale de Vale do São Francisco, 2010.

de Jesus, Paulo. «Développement local.» Dans *Dictionnaire de l'autre économie*, de Jean-Louis Laville et Antonio Cattani (dir.), 164-171. Saint-Amand: Gallimard, 2006.

de Sousa Santos, Boaventura. «Epistémologies du Sud.» *Etudes rurales*, 2011: 21-49.

Defourny, Jacques. «Economie sociale.» Dans *Dictionnaire de l'autre économie*, de Jean-Louis Laville et Antonio Cattani (dir.), 279-289. Saint-Amand: Gallimard, 2006.

Demers, Valérie, et Corinne Gendron. «Finance solidaire et monnaies sociales: entre solidarité et réforme de l'économie.» Dans *Exclusion et liens financiers: Monnaies sociales. Rapport 2005-2006*, de Jérôme Blanc (dir.), 153-171. Paris: Economica, 2006.

Draibe, Sônia Miriam. «Brasil: Bolsa-Escola y Bolsa-Familia.» Dans *Transferencias con responsabilidad. Una mirada latinoamericana*, de Ernesto Cohen et Rolando Franco (coord.), 137-178. México D. F. : FLACSO, 2006.

Dupuy, Francis. *Anthropologie économique*. Paris: Armand Colin, 2001.

Eme, Bernard, et Jean-Louis Laville. «Economie solidaire.» Dans *Dictionnaire de l'autre économie*, de Jean-Louis Laville et Antonio Cattani (dir.), 303-312. Saint-Amand: Gallimard, 2006.

Feltrim, Luiz Edson, Elvira Ferreira Ventura, et Alessandra von Borowski Dodl (coord.). *Projeto Inclusão financeira. Perspectivas e desafios para inclusão financeira no Brasil: visão de diferentes atores*. Projeto Inclusão Financeira, Brasília: Banque Centrale du Brésil, 2009.

Ferraton, Cyrille. «Finance solidaire.» Dans *Dictionnaire de l'autre économie*, de Jean-Louis Laville et Antonio Cattani (dir.), 419-427. Saint-Amand: Gallimard, 2006.

Fraisse, Laurent. «Changement social.» Dans *Dictionnaire de l'autre économie*, de Jean-Louis Laville et Antonio Cattani (dir.), 96-105. Saint-Amand: Gallimard, 2006.

Fraisse, Laurent. «La démocratisation de l'économie.» Dans *L'économie solidaire*, de Jean-Louis Laville (coord.), 113-130. Paris: CNRS Editions, 2011.

França Filho, Genauto. «L'économie populaire et solidaire au Brésil.» Dans *Action publique et économie solidaire. Une perspective internationale*, de Jean-Louis Laville, Jean-Philippe Magnen, Genauto França Filho et Alzira Medeiros, 75-90. Paris: Erès, 2005.

França Filho, Genauto. «Teoria e pratica em economia solidaria. Problematica, desafios e vocação.» *Revue du MAUS permanente*. 8 Mai 2007.

<http://www.journaldumauss.net/spip.php?article83> (accès le 25 Juillet 2012).

França Filho, Genauto, et Gildasio Santana Junior. *Economia solidaria e desenvolvimento local: uma contribuição para redefinição da noção de sustentabilidade a partir de três casos na Bahia*. Salvador: Université Fédérale de l'Etat de Bahia, 2007.

Gaiger, Luiz Inacio. «Entreprise solidaire.» Dans *Dictionnaire de l'autre économie*, de Jean-Louis Laville et Antonio Cattani (dir.), 345-357. Saint-Amand: Gallimard, 2006.

Gardin, Laurent. *Les initiatives solidaires. La réciprocité face au marché et à l'Etat*. Ramonville: Erès, 2006.

Goirand, Camille. «Penser les mouvements sociaux d'Amérique Latine.» *Revue française de science politique*, 2010: 445-466.

Golub, Philip, et Jean-Paul Maréchal. «Biens publics mondiaux.» Dans *Dictionnaire de l'autre économie*, de Jean-Louis Laville et Antonio Cattani (dir.), 66-75. Saint-Amand: Gallimard, 2006.

Hart, Keith. «Richesse commune: construire une démocratie économique à l'aide de monnaies communautaires.» Dans *Exclusion et liens financiers. Monnaies sociales*, de Jérôme Blanc (dir.), 135-152. Paris : Economica, 2006.

Huault, Isabelle. «Paul DIMAGGIO et Walter W. POWELL. Des organisations en quête de légitimité.» *HAL-SHS, Institut des Sciences de l'Homme*. 18 Février 2012.
http://halshs.archives-ouvertes.fr/docs/00/67/17/97/PDF/DiMaggio_Powell.pdf (accès le 25 Juin 2012).

Inacio Gaiger, Luiz. «Entreprise solidaire.» Dans *Dictionnaire de l'autre économie*, de Jean-Louis Laville et Antonio Cattani (dir.), 345-357. Saint-Amand: Gallimard, 2006.

Kennedy, Margrit, Bernard Lietaer, et John Rogers. *People money. The promise of regional currencies*. Devon: Triarchy Press, 2012.

Laville, Jean-Louis. *Politique de l'association*. Paris: Seuil, 2010.

—. *L'économie solidaire: une perspective internationale*. Paris: Hachette littératures, 2007.

—. «Communauté, société et modernité.» Dans *Lien social et développement économique*, de Pierre-Noël Denieuil (dir.), 53-67. Paris : L'Harmattan, 1997.

Le Bot, Jean-Michel. *Aux fondements du lien social: introduction à une sociologie de la personne*. Paris : L'Harmattan, 2002.

Lietaer, Bernard. «Des monnaies pour les communautés et les régions biogéographiques: un outil décisif pour la redynamisation régionale au XXI^e siècle.» Dans *Exclusion et liens financiers. Monnaies sociales*, de Jérôme Blanc (dir.), 73-97. Paris : Economica, 2006.

Lietaer, Bernard, et Margrit Kennedy. *Monnaies régionales: de nouvelles voies vers une prospérité durable*. Paris: Charles Léopold Mayer, 2008.

Marée, Michel, et Sybille Mertens. «Economie non marchande.» Dans *Dictionnaire de l'autre économie*, de Jean-Louis Laville et Antonio Cattani (dir.), 229-238. Saint-Amand: Gallimard, 2006.

Morais, Leandro, et Adriano Borges (org.). *Novos paradigmas de produção e consumo. Experiências inovadoras*. São Paulo: Instituto Polis, 2010.

Neveu, Erik. *Sociologie des mouvements sociaux*. Paris: La découverte, 2011.

Ostrom, Elinor. *Gouvernance des biens communs*. Bruxelles: De Boeck, 2010.

Paugam, Serge (dir.). *Les 100 mots de la sociologie*. Paris : Presses universitaires de France, 2010.

Quivy, Raymond, et Luc van Campenhoudt. *Manuel de recherche en sciences sociales*. Paris: Dunod, 2006.

Rizza, Roberto. «Néo-institutionnalisme sociologique et nouvelle sociologie économique: quelles relations?» *Revue interventions économiques*. 1 Décembre 2008.
<http://interventionseconomiques.revues.org/292> (accès le 26 Juin 2012).

Rizzo, Pantaleo. *L'économie sociale et solidaire face aux expérimentations monétaires*. Paris: L'Harmattan, 2003.

Rosengard, Jay. «Banking on social entrepreneurship: the commercialization of microfinance.» *Mondes en développement*, 2004: 25-36.

Schiavinatto, Fabio, et Flavia de Holanda Schmidt. «SIPS Bancos. Inclusão financeira e bancarização no Brasil.» Dans *Sistema de indicadores de percepção social*, de Fabio Schiavinatto (org.), 181-210. Brasília: IPEA, 2011.

Servet, Jean-Michel. «Monnaie complémentaire versus microcrédit de groupe et tontines: contribution comparée au développement local soutenable et solidaire par l'inclusion financière.» *Monnaies en débat*. Février 2012.
http://monnaiesendebat.org/IMG/pdf/contribution_servet_colloque_academique_lyon_fev_2011.pdf (accès le 20 Juillet 2012).

—. «Tableau comparatif des dynamiques en jeu par les monnaies complémentaires et par le microcrédit.» *Monnaies en débat*. 2008.
http://monnaiesendebat.org/IMG/pdf/msc_microcredit_servet_comparaison.pdf (accès le 20 Juillet 2012).

Singer, Paul. «Le secrétariat d'Etat au Brésil: de la société civile au gouvernement fédéral.» Dans *Action publique et économie solidaire. Une perspective internationale*, de Jean-Louis Laville, Jean-Philippe Magnen, Genauto França Filho et Alzira Medeiros, 287-295. Paris: Erès, 2005.

Singer, Paul. «Finanças solidarias e moeda social.» Dans *Projeto Inclusão financeira. Perspectivas e desafios para inclusão financeira no Brasil: visão de diferentes atores*, de Luiz

Edson Feltrim, Elvira Ferreira Ventura et Alessandra von Borowski Dodl (coord.), 67-78. Brasília: Banque Centrale du Brésil, 2009.

van Arkel, Henk, Jaap Vink, et Camilo Ramada. «Méthodes pour le succès des monnaies complémentaires.» Dans *Exclusion et liens financiers. Monnaies sociales*, de Jérôme Blanc (dir.), 213-227. Paris : Economica, 2006.

van Cutsem, Pauline. *Les municipalités alternatives comme matrices d'un développement humain soutenable. Analyse comparée des cas de Villa el Salvador (Pérou) et Beckerich (Luxembourg) à travers le concept de biens communs*. Mémoire en sciences économiques, Louvain-la-Neuve: Université Catholique de Louvain, 2012.

Vasconcelos Freire, Marusa. «Moedas sociais. O que são, como funcionam e por que podem ser consideradas instrumentos de desenvolvimento local.» *Slideshare*. 15 Juin 2007. <http://www.slideshare.net/luizdenis/apresentao-banco-central-moedas-sociais> (accès le 25 Juillet 2012).

—. *Moedas sociais: contributo em prol de um marco legal e regulatorio para as moedas sociais circulantes locais no Brasil*. Thèse de doctorat en droit, Brasília: Université de Brasília, 2011.

—. «Social economy and Central banks: legal and regulatory issues on social currencies (social money) as a public policy instrument consistent with monetary policy». *International Journal of Community Currency Research*, 2009: 76-94.

Viévard, Ludovic. «Biens publics mondiaux (BPM), biens communs (CPR): deux notions émergentes concurrentes?» *Millénaire 3. Le centre ressources prospectives du Grand Lyon*. Octobre 2009. http://www.millenaire3.com/uploads/tx_ressm3/Biens_publics_biens_communs_01.pdf (accès le 14 Juin 2012).

TRAVAUX SCIENTIFIQUES RELATIFS A LA BANQUE PALMAS ET AUX BANQUES COMMUNAUTAIRES DE DEVELOPPEMENT

Andrew, Daniel. «The effect of complementary currencies on local businesses and communities in Conjunto Palmeiras ». Claremont : Claremont McKenna College, 2011.

Borges, Adriano. «Banco Palmas como uma plataforma de desenvolvimento comunitario.» Dans *Novos paradigmas de produção e consumo. Experiências inovadoras*, de Leandro Morais et Adriano Borges (coord.), 249-294. São Paulo: Instituto Polis, 2010a.

- Borges, Adriano. «Banco dos Cocaís. Uma experiência inovadora de bancos comunitários.» Dans *Novos paradigmas de produção e consumo. Experiências inovadoras*, de Leandro Moraes et Adriano Borges (coord.), 295-341. São Paulo: Instituto Polis, 2010b.
- Dikaïos. *Análise de sustentabilidade do projeto Banco Palmas*. Analyse de soutenabilité, São Paulo: Dikaïos, 2007.
- Duran Passos, Osia. *Estudo exploratório em bancos comunitários: conceito, características e sustentabilidade*. Mémoire en administration, Salvador: Université Fédérale de l'Etat de Bahia, 2007.
- Erundina, Luiza. «Projeto de lei complementar.» *Secretaria do trabalho, emprego, renda e esporte*. 2007. <http://www2.setre.ba.gov.br/sesol/leis/brasil/BRASIL%20-%20FINAN%C3%87AS%20SOLIDARIA%20Projeto%20Lei%20Complementar%20Luiza%20Erundina.pdf> (accès le 19 Juin 2012).
- Ferreira, Ana, et Peter Moers. «Le projet Fomento à Fortaleza.» Dans *Exclusion et liens financiers. Monnaies sociales*, de Jérôme Blanc (dir.), 355-381. Paris: Economica, 2006.
- Fouarge, Alexia. *Les monnaies sociales au sein des banques communautaires au Brésil: Etude de viabilité financière et sociale d'une monnaie sociale locale*. Mémoire en sciences économiques, Louvain-la-Neuve: Economics School of Louvain, 2010.
- França Filho, Genauto, Ariadne Scalfoni, Jeova Silva Junior, et Camille Meyer. «L'enjeu de l'usage des monnaies sociales dans les banques communautaires de développement au Brésil: étude de cas de la Banque Palmas.» *Recma*, 2012.
- França Filho, Genauto, et Jeova Silva Junior. «Bancos comunitários de desenvolvimento.» Dans *Dicionário internacional da outra economia*, de Antonio Cattani, Jean-Louis Laville, Luiz Gaiger et Pedro Hespanha (dir.), 31-36. São Paulo: Edições Almedina Brasil, 2009.
- França Filho, Genauto, et Jeova Silva Junior. «Une dynamique associative emblématique du Nord-Est brésilien » Dans *Action publique et économie solidaire, une perspective internationale*, de Jean-Louis Laville, Jean-Philippe Magnen, Genauto França Filho et Alzira Medeiros, 105-121. Ramonville Saint-Agne: Erès, 2005.
- Place, Christophe. «Community currency progress in Latin America: evolution in Brazil of a socio-technical innovation for economic sustainability.» *International Journal of Community Currency Research*, 2011: 39-46.
- Silva Junior, Jeova (coord.). *Avaliação de impactos e de imagem: Banco Palmas - 10 anos*. Etude réalisée par le Laboratoire interdisciplinaire d'études en gestion sociale/ Université Fédérale du Ceara, Fortaleza: Instituto Palmas, 2008.
- Silva Junior, Jeova. «Os bancos comunitários como instrumento de desenvolvimento socioeconômico de territórios: investigando as singularidades destas experiências de finanças solidárias.» Dans *Economia solidária, cooperativismo popular e autogestão*, de Airton

Cançado, José Pereira et Jeova Silva Junior, 198-225. Palmas: Université Fédérale de Tocantins, 2007.

Viana Faustino, Andrea. *O crédito popular sob a ótica das Microfinanças, Finanças solidárias e Finanças tradicionais: o caso do Banco Comunitario de Desenvolvimento Palmas de Fortaleza-CE*. Mémoire en sciences économiques, Florianópolis: Université Fédérale de Santa Catarina, 2007.

LITTERATURE EDITEE PAR LA BANQUE ET L'INSTITUT PALMAS

Ansorena, Asier. «Conheça o Banco Palmas.» *Prezi*. 19 Juillet 2011.

<http://prezi.com/omswhhxsnq01/conheca-o-banco-palmas/> (accès le 25 Juillet 2012).

Banco Palmas. *100 perguntas mais frequentes*. Fortaleza: Instituto Palmas, sans date.

—. *Banco palmas, uma pratica de socioeconomia solidaria: Palmatech*. Fortaleza: Banco Palmas, 2001.

Instituto Palmas. *Bancos comunitarios de desenvolvimento. Uma rede sob controle da comunidade*. Fortaleza: Instituto Palmas, 2006.

—. *Cartilha para multiplicadores na metodologia de bancos comunitarios. Material pedagogico de apoio*. Matériel pédagogique d'appui à la constitution d'une banque communautaire, Fortaleza: Instituto Palmas, 2011a.

—. «Numeros das ações- Produtos financeiros e bancarios + Educação e acompanhamento QUADRO RESUMO.» *Inovação para Inclusão*. 2011b.

<http://www.inovacaoparainclusao.com/nuacutemeros-2011.html> (accès le 16 Juin 2012).

—. *Bairro escola de trabalho. Um projeto de capacitação profissional para jovens da periferia - sistematização da metodologia*. Fortaleza: Instituto Palmas, 2011c.

—. *Relatorio 2010-2011*. Rapport d'activité, Fortaleza: Instituto Palmas, 2012a.

—. *Inovação para inclusão*. <http://www.inovacaoparainclusao.com/palmas-microseguro---bolsa-famiacutelia.html> (accès le 26 Juin 2012b).

Mance, Euclides. *Oficina ABC da socioeconomia solidaria*. Matériel pédagogique, Fortaleza: Instituto Palmas, 2009.

Melo, Joaquim. *Viva favela! Quand les démunis prennent leur destin en main*. Paris: Michel Lafon, 2009.

—. «Banco Palmas ou la richesse d'une favela.» *Projet*, 2011: 114-117.

Melo, Joaquim, et Sandra Magalhães. *O poder do circulante local. A moeda social no Conjunto Palmeira*. Fortaleza: Banco Palmas, 2005.

—. *Bairros pobres Ricas soluções. Banco Palmas ponto a ponto*. Fortaleza: ASMOCONP/ Banco Palmas, 2008.

SOURCES STATISTIQUES ET JURIDIQUES

Banque mondiale. *Données: Indice de Gini*. 2012.

<http://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SI.POV.GINI> (accès le 12 Février 2012).

Câmara municipal de Silva Jardim. Gabinete do Presidente. *Lei nº1.563, 04 de Outubro de 2011*. Loi municipale, Silva Jardim: Câmara municipal de Silva Jardim, 2011.

Instituto de Pesquisa Econômica Aplicada. *Renda e pobreza*. 2012.

<http://www.ipeadata.gov.br/> (accès le 13 Février 2012).

OCDE. *Profil statistique par pays: Brésil*. 2011. http://www.oecd-ilibrary.org/economics/profil-statistique-par-pays-bresil_csp-bra-table-fr (accès le 12 Février 2011).

PNUD. *Brésil. Profil de pays: Indicateurs de développement humain*. 2012.

<http://hdrstats.undp.org/fr/pays/profils/BRA.html> (accès le 8 Juin 2012).

—. *Indicateurs internationaux de développement humain: Indice de Gini*. 2011.

<http://hdrstats.undp.org/fr/indicateurs/67106.html> (accès le 12 Février 2012).

Présidence de la République du Brésil. *Code pénal*. 7 Décembre 1940.

http://www.planalto.gov.br/ccivil_03/decreto-lei/del2848compilado.htm (accès le 20 Juin 2012).

—. *Constitution de la République Fédérale du Brésil*. 1988.

http://www.planalto.gov.br/ccivil_03/constituicao/constitui%C3%A7ao.htm (accès le 20 Juin 2012).

ARTICLES NON SCIENTIFIQUES

Antonio Meneghetti Faculdade. «Definidos os 20 vencedores da 4a edição do prêmio ODM Brasil.» *Antonio Meneghetti Faculdade*. 7 Mai 2012.

http://www.odm.faculdadeam.edu.br/noticias_completa.php?nid=108 (accès le 18 Juillet 2012).

Fagnani, Eduardo. “As lições do desenvolvimento social recente no Brasil.” *Le Monde Diplomatique Brasil*, Décembre de 2011: 12-13.

Fuhrer, Zach. «Alternative models for community development emerge far from Rio's bright lights.» *Forbes*. 13 Décembre 2011.

<http://www.forbes.com/sites/zacharyfuhrer/2011/12/13/alternative-models-for-community-development-emerge-far-from-rios-bright-lights/> (accès le 11 Juin 2012).

Prada, Paulo. «In pockets of booming Brazil, a mint idea gains currency. Towns issue their own money, which brings local discounts; rodent on the bills.» *The Wall Street Journal*. 20 Septembre 2011.

<http://online.wsj.com/article/SB10001424053111904583204576542851688284590.html> (accès le 11 Juin 2012).

Tavares, Dilma. «Sebrae premia vencedores do Prefeito Empreendedor.» *Service Brésilien d'Appui aux Micro et Petites entreprises (SEBRAE)*. 15 Mai 2012.

<http://www.agenciasebrae.com.br/noticia/13493505/ultimas-noticias/sebrae-premia-vencedores-do-premio-prefeito-empreendedor> (accès le 18 Juillet 2012).

Viana, Diego. “Dinheiro bom é para poucos.” *Valor Econômico*. 26 de Août de 2011.

<http://www.valor.com.br/cultura/988982/dinheiro-bom-e-para-poucos/> (accès le 11 Juin 2012).

ANNEXES

Annexe 1 : Quelques données macroéconomiques sur la pauvreté au Brésil

Malgré une augmentation considérable du produit intérieur brut au cours de ces dernières années, le Brésil reste un pays où les inégalités économiques et sociales sont les premières vectrices d'exclusion et de pauvreté. Si ce pays a su se classer parmi les principales puissances émergentes de la planète, il n'en reste pas moins qu'il affiche une répartition des revenus très inégalitaire⁷². En 2009, les 1% les plus riches disposaient de 12,11% des revenus totaux du pays, alors que les revenus des 20% des ménages les plus pauvres s'élevaient à 3,09% de la richesse nationale. Le contraste est encore plus frappant lorsqu'on remarque qu'il existe seulement trois points de différence entre les revenus des 1% les plus riches et des 50% les plus pauvres : ces deux groupes s'approprient respectivement 12,11% et 15,49% des revenus totaux du pays (Instituto de Pesquisa Econômica Aplicada 2012). Si la croissance économique des dernières années n'a pas réussi à résorber ces différences, elle a toutefois permis une sérieuse diminution du taux de pauvreté et d'extrême pauvreté à l'échelle nationale. Le premier⁷³ a en effet diminué de 35,17% en 2001 à 21,42% en 2009, tandis que le second⁷⁴ a chuté de moitié en passant de 15,28% à 7,28% sur la même période (Instituto de Pesquisa Econômica Aplicada 2012). Toutefois, il faut garder à l'esprit que la moyenne des revenus mensuels des 10% les plus pauvres s'élevait à 67,56 réais (R\$) par mois en 2009 (soit environ 25 euros) ; un chiffre nettement inférieur au salaire minimum qui était de 465 R\$ (environ 180 euros) la même année⁷⁵.

La réduction de la pauvreté est en partie imputable à la croissance économique. Selon l'OCDE, le produit intérieur brut (PIB) brésilien a augmenté de 158% entre 2003 et 2010 en passant respectivement de 1 377 milliards de dollars US en parité de pouvoir d'achat (PPA) à 2 172 milliards (OCDE 2011). Cette hausse de la richesse produite a influencé positivement le PIB *per capita* qui s'est accru de 146% sur la même période en passant de 7 698 à 11 239 dollars US en PPA. L'augmentation de l'activité économique eut toutefois peu d'effets sur le taux de chômage qui ne diminua que de quelques points entre 2003 et 2009 : de 10,5% à 9,1% (avec un creux à 7,8% en 2008). Cependant, différentes variables entrent aussi en considération dans le développement social du pays (Fagnani 2011). Parmi celles-ci se

⁷² Selon les données de la Banque mondiale, l'indice de Gini brésilien relatif à la répartition des revenus s'élevait à 54,7 (Banque mondiale 2012); un chiffre en baisse par rapport aux années précédentes mais qui le place à la 84^{ème} place des pays les plus inégalitaires sur 187 (PNUD 2011).

⁷³ Le taux de pauvreté correspond au pourcentage de la population totale avec un revenu par tête inférieur à la ligne de la pauvreté, ici considérée comme le double de la ligne de l'extrême pauvreté (Pnad/IBGE).

⁷⁴ Le taux d'extrême pauvreté correspond au pourcentage de la population avec un revenu par tête inférieur à la ligne de l'extrême pauvreté ; celle-ci étant estimée en fonction de la valeur d'un panier d'aliments avec le minimum de calories nécessaires pour répondre aux besoins d'une personne, selon les recommandations de la FAO et de l'OMS (Instituto de Pesquisa Econômica Aplicada 2012).

⁷⁵ En 2009, moins de la moitié de la population brésilienne gagnait un salaire minimum. En effet, toujours selon les chiffres de la Instituto de Pesquisa Econômica Aplicada, les revenus mensuels du cinquième décile le plus pauvre de la population s'élevaient à 369,34 R\$.

trouvent la valorisation du salaire minimum et l'augmentation des dépenses sociales, dont le programme *Bolsa família*. Mis en place sous la première présidence de « Lula », ce programme de redistribution directe de revenus aux familles les plus indigentes a acquis une notoriété internationale dans le domaine de la lutte contre la pauvreté. Initiée en 2003, cette politique de transfert est conditionnée, c'est-à-dire que l'attribution de l'aide se fait aux familles en contrepartie de l'assistance scolaire des enfants, d'un suivi de santé et de la participation de la famille à des activités d'éducation alimentaire (Draibe 2006). Même si elle est souvent taxée d'« assistencialiste », cette mesure représente un pouvoir d'achat additionnel substantiel pour plusieurs millions de familles brésiliennes.

Par conséquent, la situation économique et sociale du pays s'est globalement améliorée au cours de la décennie précédente. L'indice de développement humain s'est ainsi élevé de 0,665 en 2000 à 0,718 en 2011 (PNUD 2012). Cet indice reste toutefois inférieur à ce que le PNUD considère comme un IDH élevé (respectivement 0,687 et 0,741 sur les mêmes années) et à la moyenne régionale d'Amérique latine et Caraïbes (0,680 et 0,731). Cette augmentation de la qualité de vie est davantage due aux variables de l'IDH « éducation » et « espérance de vie » qu'à celle « niveau de vie » ; la politique d'universalisation de l'enseignement primaire et l'ouverture de classes dans l'enseignement secondaire et supérieur ayant joué un rôle appréciable (Banco Central do Brasil 2009). Cependant, cette hausse générale de la qualité de vie est loin d'être homogène sur l'ensemble du territoire. En effet, nous pouvons observer de fortes disparités de développement entre les grandes régions brésiliennes⁷⁶. En 2007, alors que l'IDH national était de 0,816, l'IDH du Nordeste était à 0,749, devancé d'un point par la région Sud à 0,850⁷⁷ (Banco Central do Brasil 2009). Les neuf Etats du Nordeste occupaient le bas du classement, succédés par les sept Etats de la région Nord⁷⁸. Il en est de même avec le taux de pauvreté et d'extrême pauvreté. En 2009, le Nordeste avait la plus forte proportion de ménages pauvres du pays, avec un taux de 32,29% de ses habitants vivant en dessous du seuil de pauvreté et 12,58% vivant en dessous du seuil d'extrême pauvreté. A titre de comparaison, la région Sud avaient respectivement des taux de 8,69% et 2,63% (Instituto de Pesquisa Econômica Aplicada 2012). Par conséquent, aux inégalités sociales s'agrégent des inégalités géographiques extrêmement marquées, dans lesquelles la région Nordeste obtient les moins bons résultats.

Cette pauvreté endémique peut s'expliquer par le manque d'offre de travail formel et le faible niveau de rémunération dans le Nordeste. Les difficultés d'accès au marché du travail sont telles que le taux de travail informel⁷⁹ brésilien a atteint 48,7% en 2009 et le taux de chômage 9,1% la même année (Instituto de Pesquisa Econômica Aplicada 2012). Face à une telle « crise du travail », et à l'exclusion sociale et la pauvreté afférentes, le secteur de

⁷⁶ Pour rappel, le Brésil est une république fédérale constituée de vingt-six Etats regroupés en cinq grandes régions (le Nord, le Nordeste, le Centre-Ouest, le Sud-est et le Sud) plus le district fédéral (la capitale Brasília).

⁷⁷ L'IDH de la Banque Centrale du Brésil diverge de celui du PNUD ; cependant, il nous aide à percevoir l'écart de développement entre les grandes régions.

⁷⁸ L'Etat du Ceara, où se situe la Banque Palmas, occupait la 23^{ème} place du classement (sur 27) avec un IDH de 0,749 en 2007.

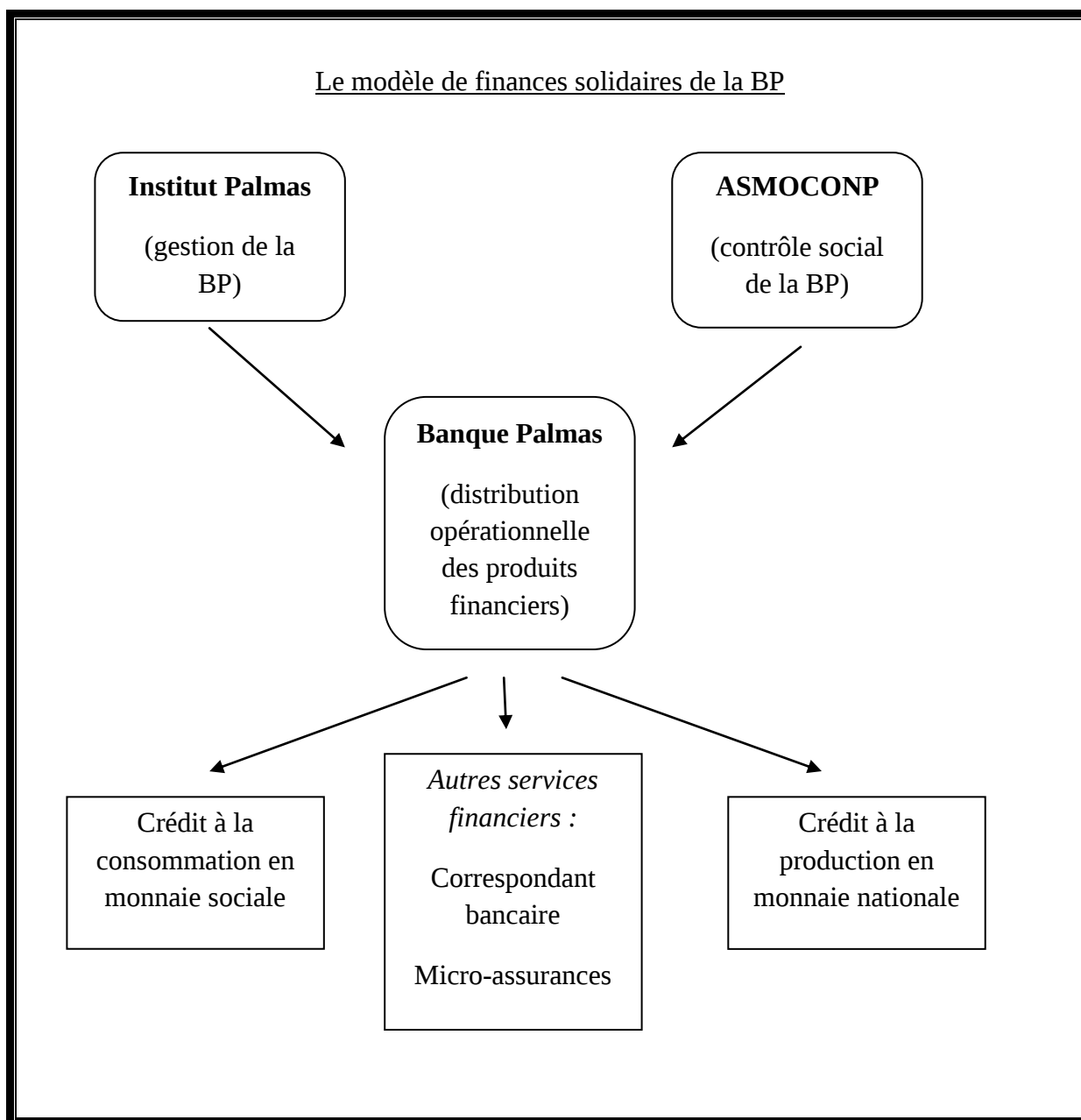
⁷⁹ Le niveau d'informalité correspond au résultat de la division suivante : (employés sans contrat + travailleurs indépendants) / (travailleurs employés officiellement + employés sans contrat + travailleurs indépendants) (Instituto de Pesquisa Econômica Aplicada 2012)

l'économie solidaire brésilienne apporte des solutions immédiates d'occupation rémunérée pour la population exclue du travail formel en recherche d'une stratégie de survie individuelle et collective (Cordeiro Neto, Bezerra Alves et Scalfoni Rigo 2010). Cette tendance est particulièrement présente dans l'Etat du Ceara, qui comptabilise 8,48% du total des organisations d'économie solidaire enregistrées au Brésil⁸⁰. Si le taux d'informalité de cet Etat se situait à 65,71% en 2007, le taux de chômage était inférieur à la moyenne nationale (8,92%) en atteignant 7,90% à la même date. Pourtant, parmi les principales motivations⁸¹ pour la création d'activités d'économie solidaire au Ceara se trouve le fait qu'elles représentent une alternative au chômage et qu'elles permettent de gagner plus d'argent comme source de revenus principale ou complémentaire (Cordeiro Neto, Bezerra Alves et Scalfoni Rigo 2010). Aussi, les caractéristiques du marché du travail et ses capacités à répondre aux besoins sociaux semblent-elles déterminantes dans la constitution d'activités d'économie solidaire.

⁸⁰ Le Ceara est le deuxième Etat brésilien à avoir le plus d'activités d'économie solidaire. Il succède à l'Etat du Rio Grande do Sul qui comptabilise 10% du total national. Il serait intéressant d'analyser les logiques d'économie solidaire présentes sur ces deux territoires aux caractéristiques très différenciées.

⁸¹ La première des motivations est toutefois que la création d'une telle structure est exigée pour avoir accès à un financement ou tout autre type d'appui.

Annexe 2 : Le modèle de finances solidaires de la Banque Palmas



Source : travail personnel.

Annexe 3 : Méthodologie de création d'une banque communautaire

Selon Adriano Borges (Borges 2010), l'implantation d'une BCD se déroule en quatre phases successives :

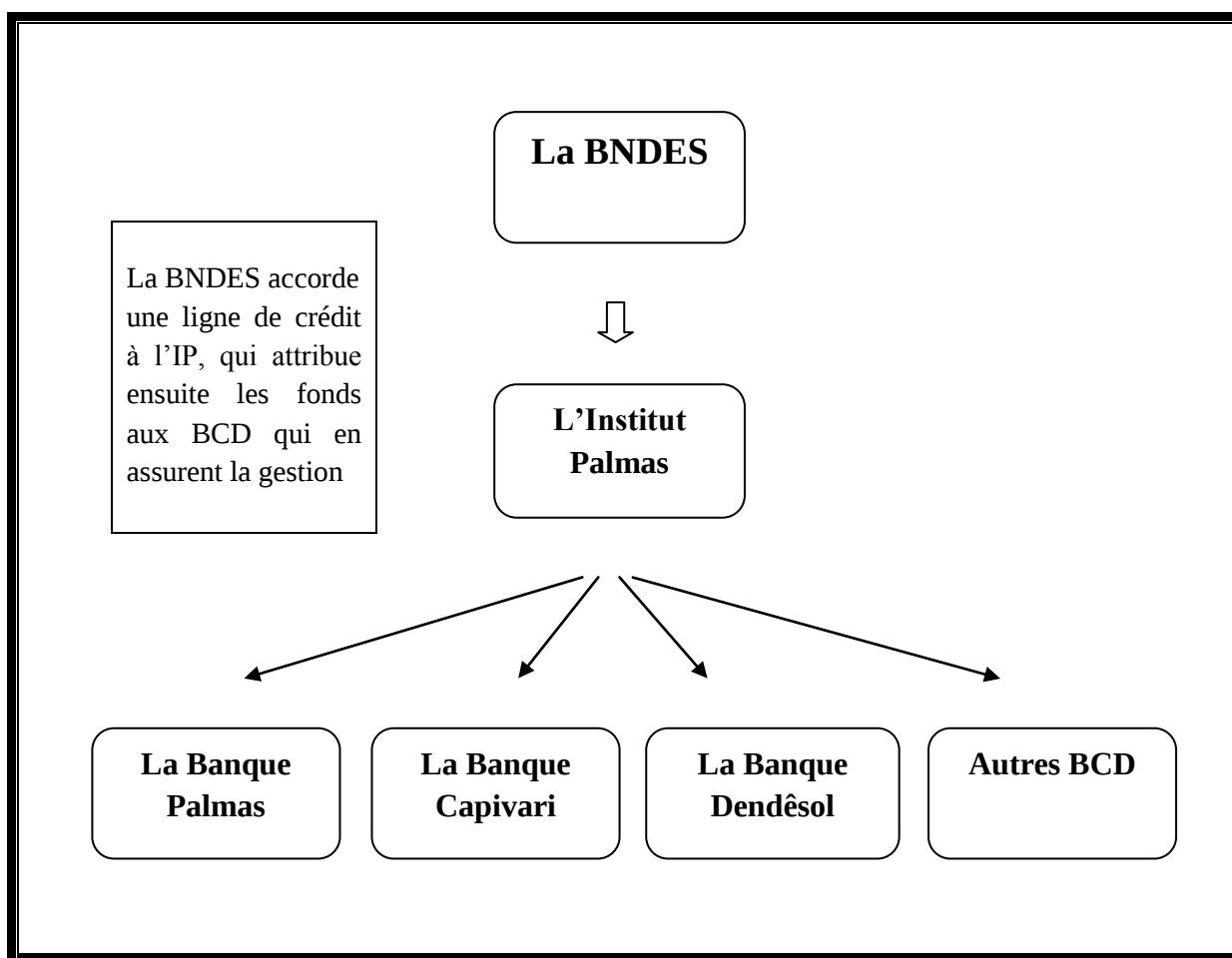
- 1) *Identification* : « sont réalisés différents diagnostics, études et visites à la localité dans laquelle sera implantée la banque, avec l'objectif de diagnostiquer si elle réunit les conditions nécessaires à sa création ». Il s'agit tout d'abord d'identifier une organisation de la société civile légitime et représentative pouvant être responsable de la BCD et de sa gestion. D'autres acteurs locaux sont consultés, comme les pouvoirs publics, les entreprises ou les écoles, pour savoir dans quelle mesure ils pourraient appuyer l'implantation de la banque. Puis, il est réalisé un enregistrement des groupes productifs locaux.
- 2) *Préparation* : « c'est un processus de sensibilisation des habitants, producteurs et commerçants de la localité, tout comme la capacitation de ceux qui travailleront directement dans la banque, les agents et gérants de crédit ». Cette phase regroupe des réunions avec les pouvoirs publics locaux, les organisations et leaders communautaires pour cerner leurs attentes, et voir comment ils pourraient s'intégrer au projet. Après, diverses conférences sont organisées afin de sensibiliser la communauté au développement local et à l'économie solidaire. Un des buts affichés est de réaliser la carte de la production et de la consommation locale. Enfin, les futurs agents de la BCD sont formés aux techniques de gestion d'une BCD.
- 3) *Implantation* : « après les activités de sensibilisation et capacitation, les préparatifs pratiques commencent pour l'implantation de la banque, qui débute par un cours de planification dans lequel sont définies les formes de fonctionnement de la banque, son nom, les services mis à disposition, comment sera la gestion, quels seront les partenaires et autres points importants et concrets ». En parallèle, toutes les démarches administratives sont réglées (enregistrement auprès des différents pouvoirs publics, ouverture de compte, signature des conventions...). Enfin, les supports matériels sont imprimés (formulaires, monnaie...) afin de réaliser le lancement officiel de la BCD.
- 4) *Consolidation* : « concerne la période durant laquelle la nouvelle banque fonctionne et l'IP l'assiste constamment ». La consolidation n'est pas opérée par le seul IP mais par toutes les structures régionales. Les organismes assurent un suivi poussé auprès des BCD. Les BCD sont principalement aidées pour la gestion des fonds et de la monnaie. En effet, s'agissant de petites associations les failles organisationnelles sont courantes et nécessitent l'appui de professionnels. Les organismes régionaux et l'IP fournissent toutes formes de soutien dont une BCD peut faire l'objet⁸².

⁸² Par exemple, dans le cadre de notre stage dans la ITES/UFBA, nous avons élaborer un plan visant à dynamiser l'acceptation et l'usage de la monnaie sociale par les commerçants et la communauté dans son ensemble.

Annexe 4 : Administration des fonds de crédit par l'Institut Palmas

L'IP a établi un partenariat avec le BNDES pour avoir un accès facilité au capital financier. L'Institut agit à la fois comme l'interlocuteur du réseau et le distributeur de crédits à la BP mais également à 13 autres BCD⁸³. Les BCD gèrent elles-mêmes les fonds, selon leurs critères d'attribution. Ainsi, la gestion est des BCD mais le crédit provient de l'IP qui le distribue en fonction des besoins (E.8). Dans le schéma suivant, nous tentons de figurer la relation de subsidiarité qui existe entre la BNDES, l'IP et les BCD.

Figure 1 : l'IP comme administrateur central du réseau



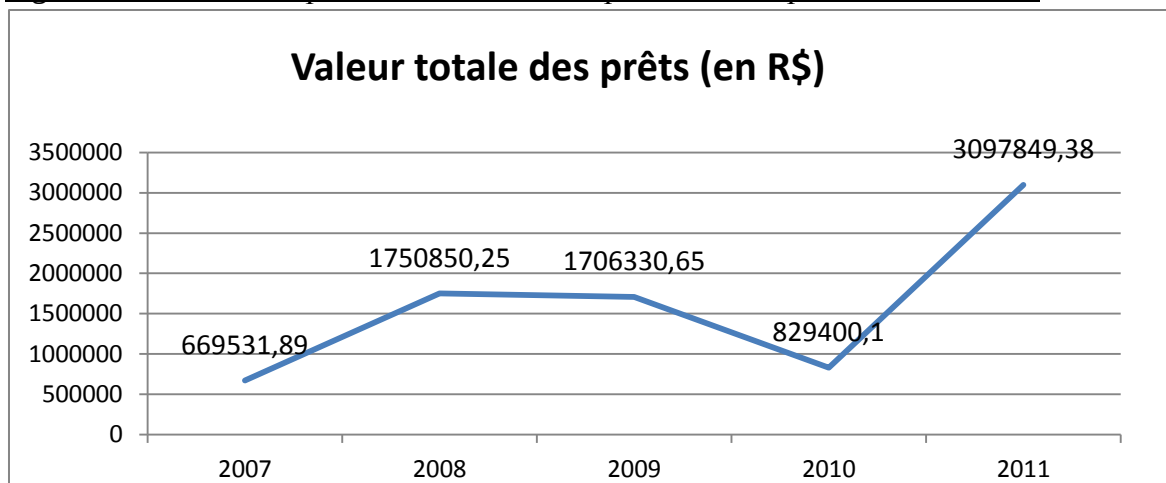
Source : entretien avec Asier Ansorena (E.8).

Au cours des cinq dernières années, l'IP a réussi à mobiliser et à prêter toujours plus d'argent, dont la BP a été et est toujours la première bénéficiaire. Le fait que l'IP attribue des fonds financiers à d'autres BCD que la BP est en effet assez récent. De plus, en 2011, la BP a géré 84% des fonds mobilisés par l'IP pour les BCD ; soit 2 604 098,06 R\$ sur les 3 097 849,2 R\$ prêtés par les 14 BCD dont les fonds sont assurés par l'IP (Instituto Palmas

⁸³ Il s'agit des BCD suivantes : São Cristovão, Sertanejo, Dendesol, Bandesc, Dunas, Ocards, Pacatubanco, Potira, Quixada, Bansol, Buriti, Capivari, Cidade de Deus.

2011). Il est possible de constater dans la figure suivante une réduction des fonds de l'IP. Cette dernière est due à la période de changement des partenaires financiers (le BNDES remplaçant la BPB) :

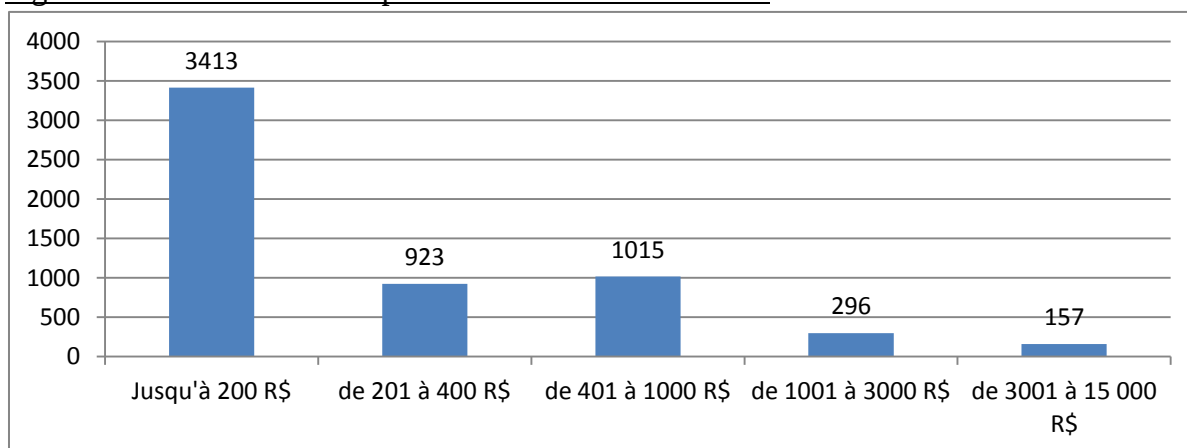
Figure 2 : évolution du portefeuille administré par l'IP sur la période 2007-2011.



Source : Instituto Palmas (2012).

Par conséquent, sur la même période de 2007 à 2011, le nombre de crédits octroyé a été multiplié par 13, passant respectivement de 442 à 5804 crédits productifs (Instituto Palmas 2012). Il faut toutefois noter que les crédits accordés sont généralement de faible valeur.

Figure 3 : Nombre de crédits par tranche de valeur en 2011.



Source : Instituto Palmas (2012).

Enfin, les clients des BCD sont principalement des clientes puisque 88,53% des emprunteurs sont des femmes –contre 11,47% pour les hommes- en termes de quantité de crédits, pour un total de 68,55% de la valeur du portefeuille –contre 31,45% pour les hommes (Instituto Palmas 2012).

Annexe 5 : Un développement territorial intégré comme Bien commun immatériel

Les objectifs premiers de la BP sont de stimuler un développement local, pouvant être qualifié de « processus qui mobilise des personnes et des institutions cherchant à transformer l'économie et la société locales, en créant des opportunités de travail et de revenu afin d'améliorer les conditions de vie de la population » (de Jesus 2006, 164). Ce processus de développement vise à favoriser l'émergence d'un nouveau paradigme de production et de consommation, dans lequel les finalités sociales priment sur celles de l'économie. En s'appropriant et transformant les instruments que constituent le crédit et la monnaie, la BP utilise « la sphère économique pour atteindre [son] but de changement de la société » (Demers et Gendron 2006, 154). Le changement social généré vise la démocratisation de l'économie, puisqu'il soutient « l'économie de marché territorialisé, [relégitimise] l'économie non marchande, [et prend] en considération l'économie non monétaire »⁸⁴. Il se veut également un scénario « postcapitaliste » dans lequel la BP fait figure de précurseur de « modes de production et de consommation alternatifs » dans lesquels « le fonctionnement en réseau serait au fondement de circuits solidaires à même de se substituer à terme à la compétition marchande et à l'accumulation capitaliste » créant *in fine* « un point de rupture à même de déboucher sur une société postcapitaliste » (Fraisie 2006, 101). Puisque le développement local promu par la BP rompt avec les conceptions classiques du développement basées sur la seule croissance économique, il est nécessaire de procéder à une évaluation multidimensionnelle des actions de la BP envers la communauté.

Face aux problèmes liés à l'exclusion bancaire, l'action collective du *Conjunto Palmeiras* a été à l'origine de cette forme organisationnelle innovante qu'est une banque communautaire de développement (BCD). Une BCD crée un *Bien Commun* communautaire. Son apport est double : tout d'abord elle permet la constitution d'un système de ressource communautaire (capital financier et monétaire) qui n'aurait pas vu le jour sans son appui. Elle est donc la matrice d'une ressource communautaire nouvelle, tout comme tributaire de sa bonne gestion. Parallèlement à ce système de ressource, la banque communautaire se doit de générer un *Bien commun* se traduisant par un renforcement du capital social de la communauté, dû aux externalités positives du système de ressource mais aussi aux services non-marchands fournis par la BCD. Le développement économique et le renforcement du capital social permettent ainsi davantage de cohésion sociale. Aussi, une banque communautaire produit-elle un *Bien commun* par la constitution et la gestion d'un système de ressource collectives et par le renforcement du capital social et de la cohésion territorial.

Nous avons donc décidé d'analyser les impacts socio-économiques de la BP en prenant en considération de multiples indicateurs de développement. A cet effet, nous nous référons aux critères d'évaluation du développement local territorial définis par les brésiliens

⁸⁴ Roustang cité dans Fraisie 2006, p. 100.

França Filho et Santana Junior (2007) se déclinant en des dimensions économique, social, culturelle, politique et environnementale. Ces dimensions seront étayées et explicitées au cours des pages à venir, tout comme leurs interactions avec les logiques marchande, non marchande et non monétaire du développement territorial. Parallèlement, nous analyserons les entretiens/questionnaires passés auprès de huit bénéficiaires des projets de la BP. Pour réaliser ces entretiens nous nous sommes basés sur les questionnaires de l'Instituto Polis⁸⁵ visant à évaluer les impacts qualitatifs d'un projet autour de la question du « bien vivre » ; cette dernière s'appuyant sur une adaptation des neuf dimensions abordées par l'indicateur de Bonheur intérieur brut⁸⁶.

1. Génération de revenus et d'emplois

Selon França Filho et Santana Junior (2007), les impacts économiques d'une expérience de développement territorial peuvent se décliner selon deux indicateurs principaux : la distribution de revenus et la création d'emplois. Dans ce cas, la BP a joué un rôle important dans l'inclusion des personnes au marché.

1.1 Une réduction de la pauvreté économique

Les revenus ont sensiblement évolués depuis l'implantation de la BP dans le *Conjunto Palmeiras*. L'instrument principal nous permettant de noter les évolutions de revenus réside dans la « cartographie de la production et de la consommation locale » (*Mapeamento da produção e do consumo local*). Ces cartes représentent un outil de travail essentiel pour la Banque Palmas. Elles répertorient « tout ce que la population consomme et produit [...] ». Sont identifiés les locaux où les producteurs et consommateurs réalisent leurs achats, tout comme la localisation des industries, commerces et services existants sur le territoire » (Melo et Magalhães, 2008 : 24). Ces « recensements » se sont effectués en 1997, 2002, 2008 et 2009. La majeure partie des dépenses des foyers ont été répertoriées et classifiées lors de ces quatre *mapeamentos*. Il est donc possible d'analyser les évolutions de la distribution des revenus sur cette période.

Sur la durée correspondant aux dix premières années de la BP (1997-2008), la part des ménages à très faibles revenus (inférieurs à 260 réais mensuels –soit 105 euros) est passée de 63,15% du total des foyers à 4%. Cette réduction importante a contribué à ce que le nombre

⁸⁵ Dans le cadre d'une étude sur des expériences brésiliennes innovantes de production et de consommation, l'Institut Polis a élaboré un questionnaire visant à évaluer l'impact des expériences étudiées sur le « bien vivre » des populations bénéficiaires (Morais et Borges 2010). Nous avons réappliqué ce questionnaire dans le cas de la BP.

⁸⁶ Cet indicateur multidimensionnel est utilisé au Bhoutan et intègre davantage de variables relatives à la qualité de la vie que le seul PIB. Les neuf dimensions utilisées dans le questionnaire sont les suivantes : le bien-être psychologique, l'usage du temps, la vitalité communautaire, la culture, l'environnement, la gouvernance et citoyenneté, le niveau de vie, la santé et l'éducation.

de ménages gagnant entre 260 et 520 réais mensuels (soit 210 euros) progresse de 28,20% à 53% de la population. De même, la part des familles gagnant au-delà de 520 réais mensuels a augmenté de près de 35 points, haussant de 8,65% à 43%. Donc, dans l'ensemble, nous constatons une nette amélioration des niveaux de revenus dans le *Conjunto Palmeiras*. Toutefois, en dépit de ces progrès importants, le niveau de revenu reste bas puisque plus de la moitié de la population (60%) ne gagnait pas un salaire minimum en 2008 (450 R\$) . Nous devons souligner que ces augmentations ne sont pas imputables aux seules actions de la Banque Palmas⁸⁷, mais cette dernière ait joué un rôle important comme le soulignent les personnes interrogées :

« Les emprunts que j'ai faits [à la BP] m'ont permis de développer mon commerce. Parce que souvent les personnes ont l'idée mais elles ont besoin d'argent. La Banque Palmas a fait cela, elle m'a aidé à investir. Mes revenus se sont bien améliorés après que j'investisse. La tendance est uniquement croître. Nous avons d'autres objectifs car on ne peut pas s'arrêter: il faut toujours avancer, innover [...] C'est nécessaire et nous pouvons compter sur l'appui de la BP. » (T.A.)⁸⁸

« Ma vie s'est améliorée. Parce nous pouvons acheter plus de marchandises, et avec plus de marchandises, on a plus d'argent. Ma vie aujourd'hui est bien meilleure [en travaillant à mon compte] qu'en travaillant pour les autres. La banque a aidé une partie, mais notre part a été importante aussi : il faut créer, avoir la volonté de travailler, trouver la bonne marchandise. » (T.A.)

Les hausses de revenus des ménages ont permis un nivellement par le haut des conditions de vie, comme nous pouvons l'analyser à travers l'augmentation des dépenses sur la période 1997-2009. De 900 000 réais (près de 375 000 euros), les dépenses mensuelles dans l'alimentation, l'hygiène et le nettoyage sont passées à 6 200 739,42 réais en 2009 (soit 2 600 000 euros). Ainsi, les dépenses dans les biens de première nécessité ont été multipliées par près de sept entre l'année précédant la création de la banque et celle où elle fêtait ses 11 ans. Toutefois, cette évolution n'est pas répartie équitablement selon la nature des dépenses. Il est à noter que le secteur alimentaire a le plus bénéficié de la hausse des revenus passant de 1 015 505,16 réais (soit 425 000 euros) en 2002 à 4 703 800,33 réais (près de 2 000 000 d'euros) en 2009, soit une multiplication par 4,5. Toutefois, cette augmentation importante ne concerne pas uniquement le domaine alimentaire. En effet, les dépenses dans l'hygiène personnelle et la beauté ont été multipliées par 8,5 sur la même période, croissant de 128 358,02 réais (54 000 euros) à 1 091 488,31 (soit 457 000 euros). Quant au budget consacré au matériel de nettoyage, il a quadruplé en passant de 100 979,01 réais en 2002 (42 000 euros) à 405 450,78 réais en 2009 (170 000 euros). Ces hausses peuvent s'expliquer par le bas niveau de vie des habitants qui dépensent leurs nouveaux revenus dans les besoins de première nécessité pour améliorer le quotidien. Toutefois, ces données ne prennent pas en

⁸⁷ D'autres facteurs exogènes tels que la croissance économique nationale ou le programme de redistribution *Bolsa família* sont des variables ayant influencé à la positive la constitution des revenus.

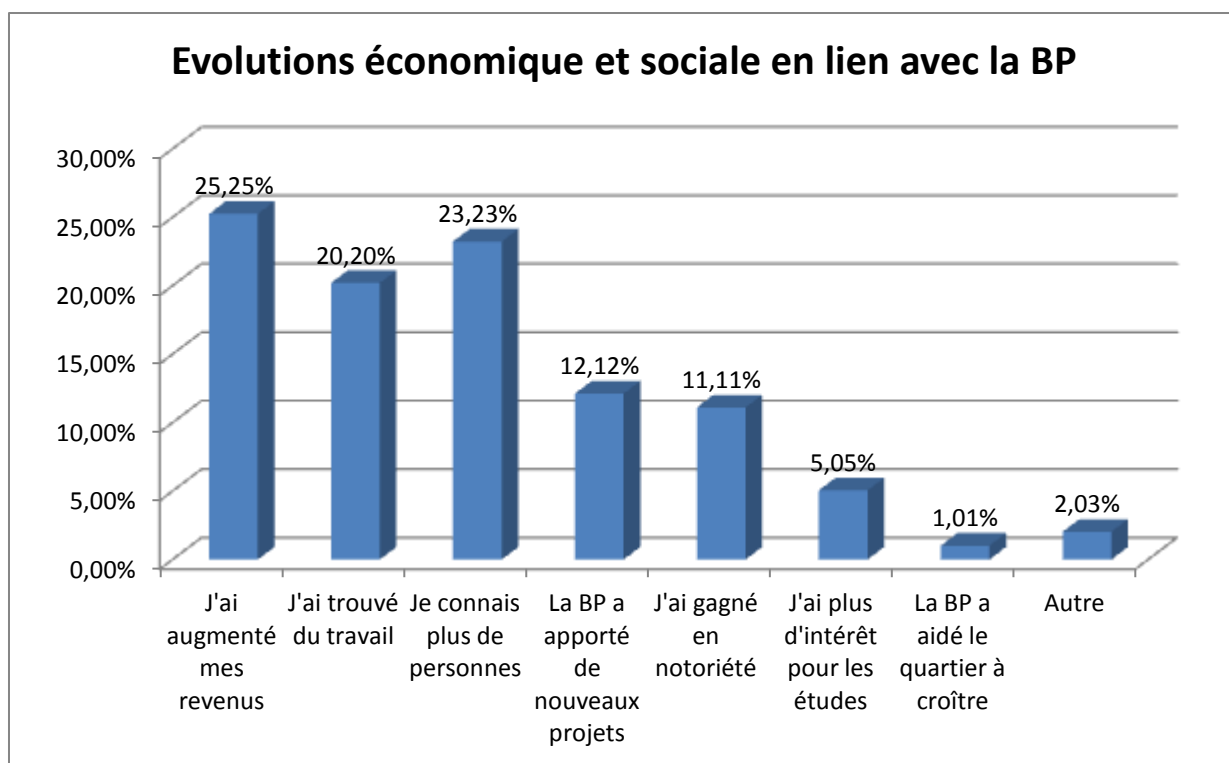
⁸⁸ Les citations succédées de (T.A.) sont des témoignages anonymes recueillis auprès des usagers de la BP.

compte les dépenses pour l'habillement, la santé, l'éducation, les nouvelles technologies, le tabac ou l'alcool.

Toujours selon les différents *mapeamentos*, nous notons une transformation structurelle du lieu de dépense des revenus. En effet, en 1997, avant la création de la Banque, 80% des habitants consommaient de préférence à l'extérieur du quartier. Ce pourcentage élevé confirmait le peu de relations économiques à l'intérieur du *Conjunto Palmeiras*. L'action de la Banque a été décisive puisque –dès 2002- 71% des habitants consommaient à l'intérieur du quartier ; tendance confirmée les années suivantes en raison d'un taux de consommation interne de 95% (2008) et 93% (2009). Les courbes se sont inversées et renforcées ; ce qui montre un changement de comportement durable de la part des consommateurs. Ainsi, ces dépenses ont été principalement effectuées dans le quartier, participant *de facto* à une augmentation de la circulation de la richesse à l'échelle locale. La rupture a eu lieu entre 1997 et 2002. Il semble qu'elle soit imputable aux actions de sensibilisation de la Banque Palmas. Celles-ci se déclinaient principalement autour de la campagne « *compre do bairro, é mais emprego* » (achetez à l'intérieur du quartier, c'est plus d'emploi) qui s'articulait autour de pièces de théâtres, de fresques murales et d'un feuilleton photographique sur papier. La sensibilisation s'est accompagnée d'une réflexion sur le rôle de la monnaie comme moyen d'échange, et le développement d'instruments monétaires variés dont le *Palmas* représente le point focal.

1.2 Une structure de création d'emplois d'économie solidaire

En termes de création d'emplois, il semblerait que la Banque Palmas a aussi joué un rôle positif. En 2008, pour ses dix ans, la BP a commandé une étude visant à évaluer l'impact et l'image de la BP auprès du *Conjunto Palmeiras* (Silva Junior 2008). Financée par la SENAES, cette étude fut menée auprès de 2 649 bénéficiaires des services de la banque (crédits, monnaie sociale, correspondant bancaire et formations). La BP est considérée comme ayant eu un impact positif pour le développement du quartier (98,02% d'avis positifs). Comme le montre la figure suivante, cette amélioration se traduit pour 20,2% des personnes interrogées par le fait d'avoir trouvé un emploi, tandis que 25,25% reconnaissent que la banque a permis d'améliorer leurs revenus (Silva Junior, 2008). Il faut également souligner les impacts sociaux dus à la BP puisque 23,23% des personnes affirment connaître plus de personnes, 11,11% disent avoir gagné en notoriété au sein du quartier et 5,05% décrètent avoir plus d'intérêt pour étudier. Nous avons également remarqué ces effets au cours de nos entretiens.



Réponses des personnes interrogées à la question « comment la BP a-t-elle amélioré votre vie ? ». Source : Silva Junior 2008.

Si tous les employés de la BP et la majorité de ceux de l'IP sont issus de la communauté, les emplois directs générés par la BP sont aussi ceux créés à travers les entreprises collectives ayant bénéficié de l'accompagnement de la banque. Dès 1998, celle-ci a organisé la création et le développement d'entreprises d'économie solidaire avec l'objectif de structurer une production locale capable de répondre aux besoins du quartier et développer l'emploi (Borges 2010). Ces entreprises solidaires, « regroupant des individus exclus du marché du travail [...] à la recherche d'alternatives collectives de survie » (Inacio Gaiger 2006, 345), se déclinaient sous la forme de petites unités productives indépendantes les unes des autres. Elles étaient toutefois articulées en réseau et partageaient les mêmes valeurs de solidarité véhiculées par la BP (Melo et Magalhães 2008). Ces entreprises solidaires étaient « incubées » par la BP. Par « incubation », nous faisons référence aux pratiques qui consistent à accompagner ces petites entreprises dans leurs premières étapes. Formations, capacitacions et soutiens en tous genres viennent renforcer la structure et les méthodes organisationnelles des entreprises afin qu'elles s'autogèrent et puissent par la suite fonctionner indépendamment de la BP. En somme, l'« incubation » consiste à fournir un environnement favorable au développement et à la consolidation de ces entreprises solidaires⁸⁹. L'accompagnement de la BP se faisait principalement par 1) un accès facilité aux crédits, 2) une formation

⁸⁹ L'incubation d'entreprises solidaires est une méthode très répandue et appliquée au Brésil, notamment par les universités publiques. En effet, il existe de nombreux « incubateurs solidaires » dans les établissements d'enseignement supérieur qui appuient des territoires ou des groupes sociaux marginalisés dans l'optique de créer de meilleures conditions de vie, notamment par l'emploi et les revenus.

professionnelle des travailleurs dans la Palmatech (structure développée dans la partie suivante), 3) et un appui en nature de la BP puisque les entreprises se situaient dans les murs de la banque, ce qui permettait que les coûts opérationnels (eau, électricité...) soient couverts par la BP.

Les activités de production étaient variées puisqu'elles appartenaient tant au domaine de la confection, que des produits d'entretiens ou de maternité. Nous étayons dans le tableau suivant les entreprises solidaires incubées par la BP.

Entreprise	Activités	Année de création
PalmaFashion	Groupe productif de confection vestimentaire	1998
Palmart	Groupe productif d'artisanat utilisant des « techniques de raccommodage et de gaufrage »	2000
PalmaLimpe	Groupe transformé en micro-entreprise produisant du matériel de nettoyage, tels que détergent, désinfectant ou eau de javel	2001
PalmaNatus	Groupe fabricant des savons artisanaux et des pommades	2005
PalmaCouros	Groupe produisant des pièces en cuirs tels que des sacs et des chaussures	—
Palmatour	Entreprise formée par les femmes ayant participé au projet « Incubadora feminina ». Elle développe des activités touristiques dans le quartier et possède une petite auberge	2010

Tableau récapitulatif des entreprises solidaires incubées par la BP. Elaboration propre à partir de Borges 2010, Melo et Magalhães 2008, França Filho et Silva Junior 2005.

Afin de faciliter la distribution de ces produits, la BP a créé une structure de commercialisation au sein même de ses locaux et de ceux de l'ASMOCONP. Disposée à l'entrée des organisations communautaire, la « boutique solidaire » présente sur ses étales des produits issus de ces entreprises solidaires, mais aussi ceux des micro-entreprises du quartier (Melo et Magalhães 2008, 66). En effet, le but d'un tel magasin est d'offrir une vitrine pour les producteurs locaux ; producteurs ayant bénéficié des prêts de la BP mais n'ayant pas d'endroit pour disposer leurs marchandises. La boutique solidaire remplissait donc cette mission. Toutefois, au fil des années, les producteurs n'ont plus eu la nécessité de recourir à ce dispositif et vendent aujourd'hui leur produit chez eux ou dans leur propre boutique ; ceci attestant de l'évolution positive de la structure commerciale du quartier (E.2).

Par ailleurs, la BP n'a pas uniquement incubé des entreprises productives. Elle a également contribué à la formation du groupe musical *Bate Palmas*. Créé en 2007 et composée de jeunes du quartier, cette compagnie procure de l'emploi à travers les cours de musique qu'elle offre et ses prestations artistiques. Nous pouvons noter qu'elle a créé un album spécial pour les 10 ans de la BP ; album dans lequel les chansons racontent l'histoire du *Conjunto Palmeiras* et les valeurs de la BP.

Si la compagnie *Bate palmas* est aujourd'hui autonome financièrement, les entreprises solidaires se sont généralement montrées non-viables : les productions à faible échelle n'ont pas su faire face aux grandes marques, d'une part en raison de leur coût, d'autre part puisque les consommateurs ont préféré des marques connues à travers la publicité. De plus, l'absence de stratégie de commercialisation en dehors du quartier et les difficultés de gestion ont représenté des difficultés majeures. Sandra Magalhães raconte l'histoire de deux de ces entreprises et montre pourquoi il n'est plus nécessaire aujourd'hui de continuer à incuber ces entreprises :

« Par exemple, la PalmaFashion : aujourd'hui avec les facilités de crédit, les femmes peuvent venir demander un crédit, acheter une machine à coudre et rester travailler à la maison. Elles ont beaucoup plus de coûts à travailler ici : pour venir travailler ici la journée entière, elles doivent se lever tôt, trouver un endroit où laisser les enfants, tandis qu'en travaillant à la maison elles peuvent cuisiner, surveiller les enfants... Donc, au fil des années, il est apparu qu'il n'était plus forcément nécessaire d'incuber ces activités ici. [...] Donc comment la PalmaFashion fonctionnait-elle ? La PalmaFashion fonctionnait de forme associative, la gestion était une gestion de coopérative, et les résultats étaient distribués ; mais rien n'était formel. Nous n'avons jamais réussi à formaliser ; car ce n'était pas à nous de formaliser, mais aux femmes. Elles avaient toujours des doutes et pensaient que cela fonctionnait bien de cette façon. Par la suite, nous nous sommes rendus compte que les femmes étaient beaucoup plus heureuses de travailler à la maison que de travailler ici. [...] La PalmaFashion n'est pas fermée : elle continue à travers les femmes qui travaillent à leur maison. C'est le lieu de production collective ici qui a perdu son sens. » (E.2)

La demande pour suivre des cours de confection reste très grande car le Ceara est un pôle de confection au Brésil. Par conséquent, quand les personnes –principalement des femmes- suivent une formation à la BP, elles peuvent par la suite solliciter un crédit, travailler à la maison et être absorbées par le marché (E.2). Sandra Magalhães se pose donc la question de savoir si le rôle de la BP est de s'orienter davantage vers la formation des habitants ou vers l'incubation des entreprises coopératives. Il semblerait que les attentes de la population émettent une préférence pour la première de ces orientations. Ainsi, la stratégie de la BP évolue et vise à créer dès l'année prochaine une école de confection.

« Le cas de la PalmaLimpe est différent. Nous avons incubé la PalmaLimpe avec toutes les caractéristiques de l'économie solidaire et de la protection l'environnement. Beaucoup de jeunes ont travaillé dedans. Mais nous avons constaté que ces

entreprises servent plus comme des écoles que comme des entreprises productives, car elles nécessitent une gestion entrepreneuriale difficile pour les personnes qui y travaillent. Mais je pense que c'est une très bonne chose : nous faisons un processus durant un certain temps, et après ce temps, les personnes vont chercher à développer ces activités sous une autre forme. » (E.2)

Aussi, la BP a-t-elle cherché à structurer des entreprises solidaires pour générer des emplois locaux et créer une nouvelle rationalité productive basée sur la solidarité. Face aux préférences des personnes et aux capacités d'absorption ou d'exclusion du marché, ces entreprises se sont adaptées ou ont dû se désagréger. Autrement dit, elles appellent à des modifications du rôle de la BP :

« Après 14 ans, il est impossible de continuer à faire la même chose que nous faisons en 1998. Donc ces changements sont fondamentaux. Et nous nous sommes professionnalisés dans les produits financiers. Aujourd'hui notre mission est beaucoup plus dans cet aspect de financement pour la communauté, d'inclusion financière et économique que dans la mission que nous avions de créer les entreprises elles-mêmes » (E.2)

Parallèlement, les impacts économiques peuvent aussi être étudiés à la lumière de l'articulation entre les logiques économiques marchande, non marchande et non monétaire. Si nous venons de mettre en exergue les aspects de développement marchand –même si coopératif- et monétaire territoriaux, nous verrons dans les deux parties suivantes comment la BP génère de nouvelles relations économiques et sociales à la fois non marchande et non monétaires.

2. La constitution d'un capital social et humain basé sur des valeurs communes

Il existe une très grande dimension sociale et culturelle dans le développement soutenu par la BP. La première de ces dimensions peut se calculer en grande partie par le niveau de cohésion sociale et les relations interpersonnelles. Eminemment qualitative, la dimension sociale fait autant référence au tissu social territorial, qu'à la sociabilité vécue et au niveau de confiance (França Filho et Santana Junior 2007). La dimension culturelle peut, quant à elle, être définie en relation à une « affirmation identitaire », orchestrée autour d'une « connaissance relative de la propre histoire » du *Conjunto Palmeiras*, et le « degré d'identification » à cette histoire présupposant un « sentiment d'appartenance [vis-à-vis] du territoire, des pratiques et valeurs communes partagées » (França Filho et Santana Junior 2007).

Si la BP tend à répandre ses valeurs à travers des entreprises solidaires marchandes, comme la PalmaFashion et la PalmaLimpe, elle le fait également à travers des activités non marchande. C'est par exemple le cas de la Palmatech qui, en tant que structure d'éducation populaire, fournit à la population des services non marchands puisque « poursuivant [...] une finalité non lucrative et fournissant des services de nature collective ou quasi collective relevant principalement de [...] l'action sociale, de l'éducation et/ou encore de la culture » (Marée et Mertens 2006, 235). Dans une certaine mesure, nous pouvons même assurer que la production de ces services éducatifs résulte d'une logique de *redistribution* dans le sens où la BP a la responsabilité de répartir le capital culturel et l'expérience dont elle est enrichie. L'affectation de ces richesses immatérielles est orchestrée par les différentes formations conçues. Dans une même logique, une étude de la « dimension sociale » de la BP reprend le principe de réciprocité en faisant référence aux relations personnelles et liens sociaux établis au cours de l'échange ; réciprocité présente autant dans les relations entre les personnes elles-mêmes que dans celles des personnes à la BP.

2.1 Vers davantage de cohésion et de capital social

Selon Laville, « la communauté correspond aux liens sociaux caractérisés par une cohésion profonde et entière, de nature durable et affective » (Laville 1997, 54). Inspirée des travaux de Tönnies, cette conception met en opposition les rapports sociaux communautaires, caractérisés par une proximité émotionnelle et une vision du monde similaire, aux relations définies par une prédominance de l'individualisme et de la concurrence ayant cours dans une « société » (Paugam 2010, 51). Cette dichotomie entre communauté et société se caractérise donc par les rapports sociaux et la primauté de la solidarité affective ou par l'individualisme. Pour faire du *Conjunto Palmeiras* une « communauté », la BP a engendré de nouvelles formes de sociabilité. Définie comme la « capacité des individus à nouer des relations sociales plus ou moins institutionnalisées et à échanger avec autrui » (Alpe, et al. 2010, 300), la sociabilité renvoi donc à l'intégration des individus au sein de la collectivité, rendue possible grâce à une multitude de liens sociaux. *In fine*, ce sont ces liens sociaux qui assurent la cohésion sociale et permettent de faire communauté.

La création d'une monnaie locale est un des exemples de sociabilité engendrée par la BP. L'utilisation d'une monnaie propre comme convention de l'échange, et la redéfinition subconséquente du statut des « échangeurs », détermine de nouveaux liens sociaux. Mais pour qu'il y ait acceptation de la monnaie, il faut que s'établisse une relation de confiance entre la BP et ses usagers. La confiance repose sur l'idée de respect des engagements et désigne une « attitude positive à l'égard d'autrui » (Alpe, et al. 2010, 52). Or, lors des entretiens passés avec les bénéficiaires des services de la BP, il est ressorti qu'il existe une très forte relation de confiance entre la BP et ses clients : la banque accorde crédit (dans les deux sens du terme) aux personnes de la communauté et leur donne la possibilité d'entreprendre. S'agissant de personnes exclues et marginalisées économiquement, le fait de les juger dignes de foi et capables de réussir un projet a un impact très fort sur l'estime de soi et l'« auto-confiance » :

« La Banque aide spécialement les personnes qui ont une restriction de nom⁹⁰. Par exemple je vais parler de moi : je suis en train de lutter pour « nettoyer mon nom ». La banque facilite tout car, en accordant un prêt, elle aide mon commerce à grandir, à acheter plus de produits et à vendre davantage ; ce qui va m'aider à atteindre mon objectif de nettoyer mon nom. C'est mon rêve et la banque m'a aidé dans ce sens [...]. La banque a eu confiance en moi, elle m'a donné cette chance, pendant que les autres ne voulaient pas de moi. » (T.A.)

« J'ai commencé mon commerce il y a peu de temps. Quand je vais parler avec le personnel de la banque, ils me disent que je dois continuer, qu'il ne faut pas abandonner. Dans les conversations qu'on a, ils m'influencent positivement : ne pas laisser tomber, il faut lutter [...]. Cela contribue beaucoup pour augmenter mon auto-confiance. » (T.A.)

Cette confiance de la banque envers ses usagers se traduit par un mieux-être psychologique et un développement de la capacité d'entreprendre. Dans une logique de réciprocité, la confiance accordée par la BP à la communauté va également dans le sens inverse et permet de lier des relations socio-économiques durables davantage affectives. Par ailleurs, en développant une activité économique, les emprunteurs dynamisent leur capital social en s'insérant davantage dans les réseaux sociaux et en tissant de nouvelles relations avec la communauté. Pour les entrepreneurs, le lien social qui se tisse est principalement économique : une dignité s'acquiert par le travail et le fait de produire renforce le rôle social. La relation à l'autre se tisse dans l'échange et une nouvelle interaction se développe par le statut lié à la capacité productive : « c'est la multiplicité des échanges marchands qui constitue à chaque instant le lien social » (Le Bot 2002, 20) :

« D'une certaine manière, ma relation avec la communauté a changé. La banque a contribué financièrement [...] Chaque jour la relation s'améliore un peu plus parce que les personnes passent et cherchent à savoir ce que je fais, combien ça coûte ; certains cherchent même à revendre mes produits. D'une certaine façon ceci se transforme en une proximité avec la communauté. » (T.A.)

« Bien sûr que la banque m'aide à me développer. Dans le sens de ... jusqu'à de popularité ! Quand vous faites un prêt, vous achetez des machines, du matériel... la clientèle augmente, et la clientèle valorise chaque fois plus votre travail. » (T.A.)

Par ailleurs, l'action de la BP a également des répercussions directes et indirectes sur le temps libre des personnes. Qu'il s'agisse de l'augmentation des revenus ou de la proximité géographique de la banque, les avantages liés à la présence de la Banque sont palpables dans les discours :

⁹⁰ Par restriction de nom, cette bénéficiaire fait référence au SPC ; le système de surveillance de l'endettement.

« Quand vous améliorez les conditions de vie, conséquemment vous gagner plus de temps. Par exemple, j'ai employé une jeune fille pour m'aider dans l'après-midi, car je travaillais seule. Ainsi, maintenant j'ai plus de temps pour faire des courses dans le centre. Je ne suis plus seule : je peux payer une personne pour m'aider. » (T.A.)

« La banque est très près. Vous pouvez payer les factures d'eau, d'électricité, c'est très rapide. Quand il n'y avait pas la banque ici, il fallait se déplacer, aller à Messejana, ce qui prenait beaucoup plus de temps. Ça donne plus de temps pour faire d'autres choses⁹¹. » (T.A.)

2.2 Le renforcement du capital humain communautaire

L'intégration des individus au collectif se réalise en référence à un système d'appartenance basé sur une histoire collective, un territoire spécifique et des objectifs communs. Ainsi, la cohésion sociale est assurée par l'assimilation progressive de normes et de valeurs solidaires présentes dans les activités d'éducation populaire de la BP. Cette forme de socialisation repose en grande partie sur les formations professionnelles organisées dans la Palmatech.

Ouverte en l'an 2000, la Palmatech est une « Ecole communautaire de socioéconomie solidaire » avec pour mission de « contribuer à une nouvelle éthique en économie, ancrée dans la créativité et la satisfaction des nécessités humaines, en formant des personnes et des institutions aux pratiques de la socioéconomie solidaire⁹² » (Banco Palmas 2001). Les formations qu'elle fournit visent à professionnaliser les habitants du quartier dans un domaine spécifique pour faciliter leur accès à l'emploi, tout en transmettant les valeurs de coopération et de solidarité qui constituent le noyau dur de l'action de la BP. Elle s'adresse aux leaders communautaires et aux habitants du *Conjunto Palmeiras* et des quartiers périphériques. L'objectif est de créer et renforcer le réseau d'économie solidaire local afin de « générer du travail et de l'emploi pour les personnes au chômage et marginalisées, améliorer le niveau de consommation de tous les participants, protéger l'environnement et construire une nouvelle société » (Mance 2009, 3). Si dès ses origines la Palmatech a organisé des formations de base sur l'économie solidaire, elle s'est progressivement concentrée sur des formations plus spécialisées.

« [La Palmatech] a comme valeur centrale le contrôle de la société sur l'économie et le marché comme espace de coopération, collaboration et satisfaction des nécessités humaines [...]. Tous les cours ont, obligatoirement, un module basique sur l'histoire du quartier et un autre sur les notions de socioéconomie, pour garantir l'identité, la culture de solidarité et la philosophie de coopération. » (Melo et Magalhães 2008, 76)

⁹¹ La première banque en dehors du *Conjunto Palmeiras* se situe à plus de 10 km du quartier, ce qui impliquait une grande perte de temps (près d'une heure et demi aller et retour) et d'argent (payer les bus).

⁹² A mon sens, par « socioéconomie solidaire » la BP évoquait l'économie solidaire. Cette maladresse langagière est probablement due à la jeunesse de la structure quand celle-ci rédigea le feuillet sur la Palmatech.

Ainsi, nous pouvons souligner le programme « *Bairro escola de trabalho* » (quartier école de travail) mis en place pour lutter contre le chômage des jeunes. Il constitue un projet de « capacitation professionnelle et de génération de revenus pour les jeunes de 16 à 24 ans dans lequel les propres entreprises du quartier (commerces, industries et services) forment et emploient les jeunes de la communauté » (Institut Palmas 2011c, 15). La première phase du programme consiste en une formation théorique de 60 heures sur l'histoire de la communauté, l'économie solidaire, le développement local et humain –transmettant ainsi les valeurs de l'initiative. La deuxième phase consiste en un stage de 300 heures dans une des 230 entreprises participantes. Les entrepreneurs jouent un rôle pro-actif dans l'apprentissage pratique de leur métier. Enfin, une formation complémentaire de 20 heures en gestion et marketing clôture le programme. En outre, les jeunes reçoivent une compensation financière mensuelle de 70 réais (environ 30 euros). L'accent est porté sur la relation active entre le jeune et la communauté : les élèves doivent en parallèle assister aux réunions du FECOL et à l'événement annuel de la jeunesse du quartier intitulé « 1 000 jeunes, 10 idées » -ce dernier délimitant 10 idées pour le quartier dans le but d'élaborer un plan d'action.

Le coût moyen pour une classe de trente élèves est de 30 000 réais (12 000 euros) pour l'ensemble du processus (formations théorique et complémentaire, et stage). Le financement est assuré par des partenariats avec des organismes privés ou semi-publics (la Fondation Interaméricaine, la banque brésilienne ITAU, la firme cosmétique Avon et le géant pétrolier Petrobras). Initié en 2005, le projet a formé 1 164 jeunes sur la période 2005-2011. Les élèves choisissent prioritairement des activités de services (53%), mais ne délaissent pas pourtant autant celles de commerce (33%) et de production (14%). Plus de la moitié des élèves ont été employés par l'entreprise de formation (698 jeunes sur 1 164) (Institut Palmas 2011c, 35). Cependant, seuls 30% obtiennent un statut régulier puisque, dans la majorité des cas, les jeunes sont payés de manière informelle (la majorité des entrepreneurs participants travaillent dans le secteur informel). Dans ces cas, le fait de former les jeunes stimule un sentiment de fierté pour ces entrepreneurs. Ils se sentent valorisés car les connaissances qu'ils ont appris par eux-mêmes, sur le tas, servent pour les autres et contribuent à former la nouvelle génération. En définitive, le projet *Bairro escola* permet d'augmenter l'employabilité des jeunes du quartier en leur proposant une formation en adéquation avec les besoins des entreprises. Il facilite également la rencontre et le dialogue entre les jeunes et la communauté (entreprises, FECOL, BP).

« La Banque Palmas a offert de nombreux emplois pour les gens de la communauté. Les personnes qui travaillent là-bas sont toutes de la communauté. La banque a une force très grande dans le quartier. Elle a généré du travail pour beaucoup de monde, sans parler des cours qu'elle offre. Elle fait un cours et quand la personne sort du cours, elle trouve un emploi. La Banque a énormément aidé ! ». (T.A.)

La BP a également élaboré un projet de formation orienté vers la préservation de l'environnement. Intitulé « *Empreendedorismo para a sustentabilidade ambiental* »

(entrepreneuriat pour la soutenabilité environnementale) ce projet constitue la première action de la BP exclusivement tournée vers l'environnement (E.2). Les jeunes sont formés dans la Palmatech pour sensibiliser les entreprises du quartier mais aussi les écoles et toutes autres structures communautaires. Parmi les thèmes abordés se trouve celui du recyclage des déchets ; sujet dont les habitants nous ont parlé au cours des entretiens. Ce projet a reçu le prix des objectifs du millénaire de la *Caixa Econômica*, ce qui garantit son aspect innovant et permet à la BP de bénéficier de fonds pour continuer les formations.

2.3 Vers une émancipation sociale

La BP a toujours mis un point d'honneur à lutter contre la violence faite aux femmes et à contribuer à l'émancipation féminine sous plusieurs aspects. Ce concept d'émancipation – présent également dans le projet initial porté par la doctrine de la théologie de la libération – est lié à celui d'autonomie puisqu'il « signifie s'affranchir du pouvoir exercé par les autres, tout en conquérant la pleine capacité civile et citoyenne » (Cattani 2006, 326). Dans le cas des femmes, cette conquête passe en partie par l'autonomie financière et productive.

Le premier programme conçu à destination des femmes fut le projet « *Incubadora feminina* », ou incubateur féminin. Créée en octobre 2000, l'*Incubadora feminina* était initialement un projet de sécurité alimentaire, dirigé vers les femmes en situation de crise personnelle et sociale⁹³. La sécurité alimentaire devait être atteinte par une insertion des femmes dans les circuits productifs garantissant un accès aux revenus. C'est sur cet aspect d'insertion socio-productive via le travail que se porte l'incubation. Comparable à la notion d'*empowerment*, l'incubation se déroule au cours d'une formation de plusieurs mois durant laquelle les femmes reçoivent une aide psychologique, médicale, juridique et une capacitation professionnelle en lien avec l'économie solidaire. Ainsi, l'*Incubadora feminina* s'inscrit de manière générale dans un programme d'action de la BP de lutte pour les droits des femmes :

« Nous faisons des formations, nous travaillons avec les femmes, nous emmenons les femmes au secrétariat de la femme pour qu'elles sachent où elles peuvent dénoncer [des violences conjugales]. Nous leur montrons les différents équipements publics existants pour les protéger en cas de dénonciation. Nous avons donc des actions spécifiques pour réduire la violence faite aux femmes. » (E.2)

Près de 190 femmes ont bénéficié de ce programme au cours des 10 formations qui ont eu lieu entre octobre 2000 et décembre 2009. Deux entreprises solidaires sont nées à la suite de ces formations dans l'*Incubadora feminina*: la PalmaFashion et la PalmaTur. Une fois formées, les femmes se sont associées pour créer leur emploi et la structure afférente. Si nous avons déjà évoqué la PalmaFashion, nous pouvons souligner que la PalmaTur, destinée à promouvoir le tourisme dans le *Conjunto Palmeiras*, s'est également formée par la volonté de

⁹³ Souvent ces femmes étaient battues par leur mari et dépendaient financièrement de lui.

quelques femmes de la dixième promotion. Celles-ci ont bénéficié de l'aide financière de l'Institut Wall-Mart pour construire une petite auberge à côté de la BP. Il faut noter que ce programme ne peut répondre à toutes les demandes, puisqu'à la dixième formation 678 femmes se sont inscrites pour seulement 25 places disponibles.

Face à un tel succès et une telle demande féminine, la BP a créé un nouveau programme : le Projet ELAS⁹⁴. Conçu pour promouvoir l'inclusion socioproductive, financière et bancaire des femmes, le Projet ELAS s'adresse aux bénéficiaires de la *Bolsa familia*. A cet effet, la BP leur consacre la ligne de crédit *Bolsa familia*, pouvant dans un premier temps atteindre 150 R\$. En recevant ce premier crédit, les femmes s'insèrent automatiquement dans le Projet ELAS et sont dès lors accompagnées par les « agents d'inclusion socioproductive » et reçoivent au moins une visite mensuelle⁹⁵. Outre cet accompagnement personnalisé, la BP organise des cours d'éducation financière (visant à aider les femmes à organiser leurs finances personnelles et entrepreneuriales), et des rencontres pédagogiques (afin de réfléchir sur les pratiques quotidiennes de l'économie solidaire, la consommation responsable et la vie communautaire et associative) (Instituto Palmas s.d.). Des rencontres sont aussi organisées pour les femmes qui travaillent dans le même secteur (artisanat, confection...) pour dynamiser la mise en place d'actions conjointes ; rencontres qui viennent renforcer les formations professionnelles spécialement conçues pour elles (E.2).

En outre, les différentes réunions organisées dans le FECOL permettent de sensibiliser les habitants sur leurs droits politiques et économiques. C'est ce que souligne une habitante :

« A partir du moment où vous participez aux forums, débats, réunions, vous vous informez et vous découvrez que vous avez des droits comme citoyen, qu'il y a des moyens d'agir et à qui s'adresser. Donc, quand vous participez aux assemblées, vous apprenez beaucoup de choses. Je considère qu'on fini par se former dans la propre histoire que nous avons menée. » (T.A.)

2.4 La préservation de la culture locale

Outre la préservation de la culture solidaire propre au *Conjunto Palmeiras*, la BP s'attache également à préserver la culture locale traditionnelle. Ainsi, durant tout le mois de juin, elle organise les « *festas juninas* » ; fêtes principalement présentes dans le Nordeste brésilien. Selon Sandra Magalhães, elles commémorent la cueillette du maïs et honorent Saint-Jean. A cet effet sont formés de grands groupes de 30 à 50 personnes, toutes vêtues de vêtements spécifiques variant selon les groupes. La BP organise aussi des activités durant le carnaval⁹⁶. Parallèlement, la BP soutient la création de nouveaux groupes culturels. Nous

⁹⁴ ELAS signifie « elles » en portugais.

⁹⁵ En 2011, ces agents ont effectué 2 355 visites auprès des femmes dans le cadre du projet (Instituto Palmas 2011).

⁹⁶ Si ces fêtes constituent des traditions brésiliennes, il n'en reste pas moins que nous avons constaté, au cours de nos entretiens, que les personnes membres d'une église évangélique ne participent pas à ces activités pour des raisons religieuses.

avons déjà cité la compagnie musicale *Bate Palmas*, constituée à la base comme une entreprise solidaire. Nous pouvons également évoquer le soutien financier et moral que la BP apporte à la compagnie de danse locale *Corda Pés*.

3. Les multiples dimensions du développement local de la BP

Les finances solidaires de la BP participent à la mise en place d'un développement multidimensionnel à l'échelle du quartier. Celui-ci permet certes une amélioration des conditions de vie des appropriateurs, mais pas uniquement. En effet, en interrogeant les usagers des services de la BP, nous constatons que la banque communautaire a eu une incidence sur l'insertion sociale des habitants et leur bien-être psychologique, tout en leur permettant directement et indirectement de disposer de plus de temps pour eux. La banque agit également dans l'élaboration d'une culture locale de solidarité, rendue possible par son organe de formation qui renforce le capital humain des habitants dans une logique de solidarité. Elle participe aussi d'une conscientisation politique et de l'appropriation de droits civiques de personnes marginalisées des espaces publics officiels. Enfin, elle contribue à la préservation de l'environnement grâce au nouveau programme visant à former de jeunes professionnels sensibles aux questions environnementales. Ainsi, la Banque Palmas joue un rôle pivot dans le développement d'un *Bien Commun* territorial immatériel conçu en référence à l'épanouissement humain et à la notion latino-américaine de « bien-vivre ».

C'est ce que nous systématisons dans le tableau sur la page suivante.

Critères de soutenabilité territoriale⁹⁷	Critères influençant la qualité de vie des habitants⁹⁸	Contributions de la BP au développement de la communauté
Dimension économique	Niveau de vie	Hausse des revenus Création d'emplois directe (par les entreprises solidaires incubées) et indirecte (par le financement apporté aux activités économiques individuelles)
Dimension sociale	Vitalité communautaire	Augmentation de la participation des habitants dans la communauté par l'insertion économique (notoriété due au fait de produire et vendre des biens et services)
	Bien-être psychologique	Hausse de l'estime de soi par le fait que la BP fait confiance aux personnes, même à celles ayant une restriction SPC
	Usage du temps	Davantage de temps pour les bénéficiaires : 1) la proximité géographique de la BP permet de gagner du temps 2) une hausse des revenus permet d'employer de nouvelles personnes et donc de dégager du temps libre
	Santé	Pas d'incidence directe, mais amélioration de la santé grâce à une hausse des revenus, qui permet une meilleure couverture santé
Dimension culturelle	Culture	Mise en place d'une culture de solidarité et de coopération dans le territoire Préservation de la culture traditionnelle Aide aux groupes culturels locaux
	Education	Offre de formations professionnelles et éducatives à destination des habitants
Dimension politique	Gouvernance et citoyenneté	Possibilité de participation aux activités politiques en liens avec la BP et l'ASMOCONP Connaissance des droits favorisée par ces organisations
Dimension environnementale	Environnement	Organisation de cours visant à former des professionnels sensibles à la préservation environnementale

Les différentes dimensions du développement territorial généré par la Banque Palmas.
Source : travail personnel basé sur França Filho et Santana Junior (2007) et Morais et Borges (2010).

⁹⁷ Critères définis par França Filho et Santana Junior 2007.

⁹⁸ Variables tirées de l'indice de bonheur brut, configurant la notion de bien-vivre.